



RAPPORT SUR LES RÉSULTATS MINISTÉRIELS 2020 À 2021

SERVICES PUBLICS ET
APPROVISIONNEMENT CANADA

Filomena Tassi, c.p. députée
Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement



Services publics et
Approvisionnement Canada

Public Services and
Procurement Canada

Canada 

Numéro de catalogue : P1-34F-PDF
ISSN : 2561-2077

Table des matières

Message de la ministre	1
Aperçu de nos résultats	5
Résultats : ce que nous avons accompli	23
Responsabilités essentielles	25
Achat de biens et de services	25
Paiements et comptabilité	43
Biens et infrastructure	50
Soutien à l'échelle du gouvernement	66
Ombudsman de l'approvisionnement	76
Services internes	80
Analyse des tendances en matière de dépenses et de ressources humaines	85
Dépenses réelles	87
Ressources humaines	89
Dépenses par crédit voté	89
Dépenses et activités du gouvernement du Canada	90
États financiers et faits saillants des états financiers	90
Renseignements ministériels	93
Profil organisationnel	95
Raison d'être, mandat et rôle : composition et responsabilités	95
Contexte opérationnel	95
Cadre de présentation de rapports	96
Dépenses fiscales fédérales	101
Coordonnées de l'organisation	101
Annexe : définitions	103
Notes	109



Message de la ministre

Je suis ravie de vous présenter le Rapport sur les résultats ministériels 2020 à 2021 de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC), qui souligne ce que le ministère a accompli dans l'exécution de son mandat diversifié. SPAC appuie le travail quotidien du gouvernement du Canada en tant qu'agent central des achats, gestionnaire de biens immobiliers et spécialiste des questions linguistiques. Il est également l'administrateur de la paye et des régimes de pensions, le trésorier et le comptable du gouvernement. Le travail qu'accompli le ministère contribue à construire une économie et une société canadiennes inclusives, novatrices et accessibles.

En 2020 à 2021, les employés de SPAC ont joué un rôle majeur dans la réponse du Canada à la pandémie de COVID-19 en faisant l'acquisition de fournitures

médicales, d'équipement et de services essentiels pour protéger la sécurité des Canadiens et celle des travailleurs de la santé, des fonctionnaires et des travailleurs essentiels de première ligne. Le ministère a conclu des conventions d'achat avec des fournisseurs de vaccins prometteurs de manière à constituer un portefeuille de vaccins diversifié avec une quantité suffisante de doses pour chaque Canadien admissible.

Tout en participant aux efforts de lutte contre la COVID-19, les fonctionnaires du ministère ont fait preuve de résilience et de dévouement en continuant d'avancer sur tous les fronts du mandat de SPAC. Le ministère a fait progresser des initiatives comme un guide d'établissement des prix pour l'approvisionnement et un cadre de gestion des fournisseurs pour renforcer l'administration de l'approvisionnement. Ces initiatives, entre autres, garantissent que les organisations fédérales ont les produits et les services dont elles ont besoin, quand elles en ont besoin, au meilleur rapport qualité-prix pour les Canadiens.

SPAC a poursuivi la mise en œuvre de sa solution d'achats électroniques infonuagique qui permet aux entreprises—grandes et petites—de soumissionner plus facilement les offres et de gérer les contrats et les commandes de biens et de services du gouvernement. Cette solution a déjà été adoptée comme méthode par défaut pour les achats liés à la COVID-19.

En soutien à la réconciliation avec les peuples autochtones, SPAC a continué sa collaboration avec ses partenaires fédéraux pour atteindre la cible visant

à attribuer au moins 5 % des contrats à des entreprises autochtones. Dans le cadre de la réponse à la COVID-19 du ministère, 36 contrats d'une valeur d'environ 122 millions de dollars ont été attribués à 27 entreprises autochtones auto-identifiées pour des services de logistique, de l'équipement de protection individuelle et d'autres biens et services. Par ailleurs, le ministère a continué d'élargir l'utilisation des Plans d'avantages offerts aux Autochtones dans les contrats en vertu de la Stratégie nationale de construction navale (SNCN) et de fournir aux employés les connaissances et les outils nécessaires pour consulter adéquatement les partenaires autochtones.

SPAC a continué de faire progresser les approvisionnements clés pour les Forces armées canadiennes et la Garde côtière canadienne en appui à la politique de défense du Canada. Les soumissions relatives aux avions-chasseurs de pointe sont toujours évaluées en vue de l'attribution d'un contrat en 2022, et le premier de 16 appareils CC295 de recherche et sauvetage à voilure fixe a été livré.

Dans le cadre de la SNCN, la construction de grands navires pour la Marine royale canadienne et la Garde côtière canadienne s'est poursuivie. Un jalon important comprenait la livraison du troisième et dernier navire hauturier de science halieutique, ce qui a marqué l'achèvement de la première classe de grands navires construits aux termes de la SNCN. La construction d'autres grands navires est en cours, notamment trois navires de patrouille extracôtière et de l'Arctique supplémentaires, le premier navire de soutien interarmées et le navire

hauturier de science océanographique. Enfin, les travaux de conception avancent pour les navires polyvalents et les navires de combat canadiens. Les travaux progressent également pour la construction, la réparation, le réaménagement et l'entretien d'autres navires, dont les brise-glaces commerciaux. De plus, les discussions avec Chantier Davie vont bon train au sujet de la préqualification du chantier naval en vue de devenir le troisième partenaire stratégique dans le cadre de la SNCN.

En 2020 à 2021, les employés de SPAC ont poursuivi leurs efforts visant à faire en sorte que les fonctionnaires soient payés à temps et avec exactitude. En plus de suivre le rythme des cas entrants et de mettre en application de nouvelles conventions collectives, le ministère est parvenu à réduire grandement le nombre de cas en attente au Centre des services de paye.

En qualité de gardiens des biens immobiliers du gouvernement, les employés de SPAC ont veillé à ce que les biens de l'État restent sécuritaires et fonctionnels tout au long de la pandémie. En soutien à la priorité du gouvernement de lutter contre les changements climatiques, le ministère a pris plusieurs mesures pour réduire son empreinte carbone; notamment, il a conclu des contrats d'énergie propre avec les provinces, il a pris des moyens pour réduire la quantité de déchets de plastique dans les bâtiments gouvernementaux, il a appuyé la conversion des parcs de véhicules gouvernementaux en véhicules à zéro émission, et il

a déployé des efforts pour arriver à la carboneutralité dans les opérations du gouvernement.

Les employés du Bureau de la traduction ont travaillé sans relâche pour fournir des services de traduction et d'interprétation sans interruption au Parlement du Canada et au gouvernement du Canada dans les langues officielles, étrangères et autochtones pendant la pandémie de COVID-19. Les interprètes en langue des signes ont aidé à communiquer l'information à plus de 400 points de presse sur la santé publique et autres séances d'information concernant la pandémie. La prestation de ces services linguistiques était essentielle à la transmission des communications nationales à tous les Canadiens.

Enfin, le receveur général a traité un volume exceptionnellement élevé de

paiements pour les programmes de prestations sociales liés à la COVID-19, veillant à ce que les Canadiens, les entreprises et les organisations reçoivent leurs paiements à temps.

Voilà seulement quelques faits saillants de ce que SPAC a accompli au cours de la dernière année. Je vous invite à lire la suite du rapport pour en savoir plus sur les progrès réalisés par le ministère. Les réalisations mises en évidence dans le présent rapport témoignent des efforts colossaux déployés par les employés dévoués de SPAC pour servir les Canadiens. 🍁

Filomena Tassi

Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement



Aperçu de nos résultats

Quels fonds ont été utilisés?

Dépenses (autorisations utilisées) de Services publics et Approvisionnement Canada en 2020 à 2021 : 4 446 870 947 \$

Qui a participé?

Nombre d'équivalents temps plein (ETP) de SPAC en 2020 à 2021 : 16 623,46

Diversité et inclusion

En 2020 à 2021, SPAC a continué de prendre des moyens concrets pour soutenir la participation accrue des groupes sous-représentés dans l'approvisionnement fédéral.

Intégrant les leçons apprises du projet pilote d'approvisionnement auprès des entreprises appartenant à des Noirs et d'autres expériences socio-économiques, SPAC a élaboré une politique d'approvisionnement social et a commencé à travailler sur un programme d'approvisionnement social pour tirer parti du pouvoir d'achat du gouvernement afin de contribuer à la réalisation des objectifs socio-économiques.

Soutien en approvisionnement Canada (SAC), anciennement connu sous le nom de Bureau des petites et moyennes entreprises (BPME) de SPAC, a collaboré avec des organisations représentant une communauté diversifiée de fournisseurs et a animé des séances d'information et d'assistance à l'intention de ses membres. SAC a aussi dressé un plan pour accroître son rayonnement en soutien aux vastes efforts pangouvernementaux d'augmentation de la diversité des soumissionnaires pour les contrats publics.

En collaboration avec Emploi et Développement social Canada, le ministère a poursuivi la promotion du Service canadien d'apprentissage, qui vise à faire augmenter la participation des femmes de métier aux contrats de construction fédéraux.

SPAC a également constitué un Groupe d'échange de pratiques sur l'ACS Plus avec des représentants de toutes les directions générales et régions du ministère. Ce groupe assistera le Centre d'expertise sur l'ACS Plus de SPAC pour faire en sorte que les politiques et les programmes fassent un bon usage de l'ACS Plus dans leurs travaux.



Conseillère en ressources humaines pour la diversité, Camila Das Gupta est elle-même membre d'une minorité visible. Elle se passionne pour la création d'un milieu de travail diversifié et inclusif.

Réconciliation

À l'appui de la réconciliation avec les peuples autochtones, SPAC continue de travailler à l'atteinte de la cible visant à attribuer au moins 5 % des contrats à des entreprises autochtones, ainsi qu'à l'élargissement de l'utilisation des Plans d'avantages offerts aux Autochtones, qui correspondent à une partie de la valeur d'un contrat mise de côté pour la participation des Autochtones et qui peuvent comprendre des occasions d'emploi, de formation et sous-traitance pour les Autochtones et les entreprises autochtones. Par ailleurs, le ministère continue de fournir aux employés les connaissances et les outils nécessaires pour consulter adéquatement les partenaires autochtones.

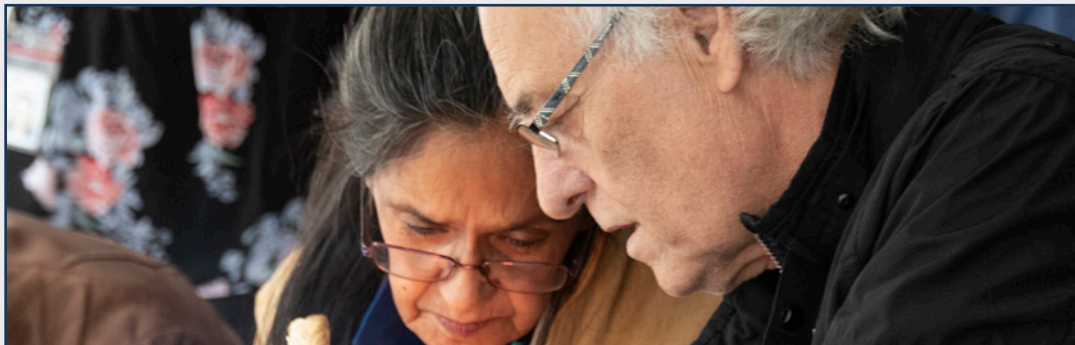
Conformément à la Directive sur les marchés de l'État, incluant les baux immobiliers, dans la région du Nunavut, la demande de soumissions pour la Station de recherche du Canada dans l'Extrême-Arctique comptait des critères relatifs aux avantages offerts aux Autochtones comme composante importante de la méthodologie d'évaluation des soumissions.

Par conséquent, l'entrepreneur retenu s'est engagé à fournir des avantages annuels à la communauté inuite locale, dont des heures de travail, de la formation et des contrats de sous-traitance.

Dans le cadre de sa réponse à la COVID-19, SPAC a attribué 36 contrats à 27 entreprises autochtones auto-identifiées, d'une valeur collective de plus de 122 millions de dollars, notamment pour des services de logistique et d'affrètement aérien, des services d'hébergement et de nettoyage, des services professionnels en informatique, des fournitures médicales et de laboratoire, des masques, du désinfectant pour les mains et des thermomètres.

En 2020, SPAC est devenu signataire de l'Initiative de partenariats stratégiques (IPS), ce qui lui a permis d'entamer l'élaboration d'ententes de projet afin de renforcer la capacité socio-économique des institutions et des communautés autochtones à saisir les occasions de projet, d'approvisionnement et d'emploi.

En 2020, le Bureau de la traduction a accru le nombre de fournisseurs de services linguistiques autochtones à plus d'une centaine, qui traitent plus de 50 des 90 langues et dialectes autochtones. En 2020 à 2021, il a été en mesure de répondre à la demande pour des services d'interprétation en langues autochtones.



Écologisation du gouvernement

À titre de fournisseur de services communs en matière d'approvisionnement, SPAC cherche à fournir aux clients des possibilités de réduire leur empreinte environnementale. Par exemple, il a amélioré la disponibilité des véhicules écologiques dans ses offres à commande en 2020 à 2021 pour les parcs de véhicules ordinaires et de véhicules de fonction. En outre, il a pris contact avec l'industrie pour recueillir de l'information sur l'acquisition d'autobus électriques et de camions moyens et lourds électriques, et a formé un groupe de travail pour soutenir le renouvellement à venir de son offre à commandes pour des bornes de recharge pour véhicules électriques.

En soutien à la priorité du gouvernement de lutter contre les changements climatiques, SPAC continue de prendre plusieurs mesures pour réduire son empreinte carbone; notamment, il conclut des contrats d'énergie propre avec les provinces, il prend des moyens pour réduire la quantité de déchets de plastique dans les bâtiments gouvernementaux, et il appuie la conversion des parcs de véhicules gouvernementaux en véhicules à zéro émission. Par exemple, le ministère a été en mesure d'utiliser de l'énergie propre dans 91,4 % des bâtiments appartenant à l'État en 2020 à 2021, ce qui constitue une hausse par rapport au point de départ de 80 % de 2018 à 2019.

SPAC affiche toujours des progrès vers l'atteinte de la carboneutralité dans son portefeuille d'ici 2050, avec l'ambition d'y parvenir d'ici 2030. À cette fin, le ministère non seulement adopte diverses technologies propres dans l'exploitation des bâtiments, mais aussi intègre des cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans son processus décisionnel. En 2020 à 2021, SPAC a annoncé une réduction de 57,6 % des émissions de GES dans les bâtiments appartenant à l'État (à l'exclusion des logements) comparativement à la base de 2005 à 2006. La réduction des émissions de GES de SPAC peut être attribuée aux mesures qui améliorent l'efficacité énergétique de ses bâtiments, aux améliorations apportées aux réseaux électriques provinciaux et territoriaux et à l'obtention de crédits d'énergie renouvelable.



Aperçu de nos résultats

Achat de biens et de services

Principales priorités pour 2020 à 2021*	Réalizations en 2020 à 2021
<p>Faire progresser les initiatives visant à moderniser l’approvisionnement et à assurer l’optimisation des ressources, par exemple en augmentant la diversité des soumissionnaires dans les marchés publics et en élaborant de meilleurs outils de gestion du rendement des fournisseurs afin d’inciter les fournisseurs à fournir des biens et des services de haute qualité.</p>	<p>SPAC a continué de moderniser les pratiques d’approvisionnement pour éliminer les obstacles à la participation des groupes sous-représentés dans l’approvisionnement fédéral et faire en sorte que celui-ci assure l’optimisation des ressources. En 2020 à 2021, le ministère a lancé un projet pilote dans le but de donner plus d’occasions aux petites entreprises appartenant à des Noirs ou exploitées par des Noirs de soumissionner une diversité de marchés pour des biens et des services partout au Canada. Qui plus est, il a achevé un projet pilote de deux ans pour l’évaluation de l’inclusion de critères socio-économiques dans l’approvisionnement. Les constatations ont révélé que l’approvisionnement fondé sur de tels critères est un outil prometteur pour multiplier le nombre de contrats attribués à des groupes sous-représentés, apporter des avantages aux communautés et procurer des occasions d’emploi et de formation sur les compétences aux fournisseurs sous-représentés.</p> <p>De plus, SPAC a sollicité la rétroaction de l’industrie sur des propositions d’outils d’évaluation du rendement en préparation à la mise à l’essai de son nouveau régime de gestion du rendement des fournisseurs.</p>
<p>Rendre le processus d’achat plus simple et faciliter l’accès aux achats par le déploiement progressif de la Solution d’achats électroniques (SAE) en nuage au sein de SPAC.</p>	<p>Le déploiement progressif de la Solution d’achats électroniques (SAE) a cheminé, l’intégration des fournisseurs et des acheteurs gouvernementaux sur la plateforme ayant beaucoup progressé. La SAE simplifie les processus d’approvisionnement et les rend beaucoup plus efficaces, et permet aux entreprises de saisir des possibilités en mettant tout en ligne et en éliminant le papier. Elle a été utilisée avec succès pour acheter de l’équipement de</p>

*telles qu’énoncées dans le Plan ministériel 2020 à 2021

Achat de biens et de services (suite)

Principales priorités pour 2020 à 2021*	Réalizations en 2020 à 2021
	protection individuelle comme des masques, des blouses et des gants dans le cadre de la réponse de SPAC à la pandémie de COVID-19.
Participer à l'élaboration d'une proposition pour le nouveau Service canadien d'apprentissage.	SPAC appuie Emploi et Développement social Canada qui s'occupe de la création d'un nouveau Service canadien d'apprentissage. Ce service a pour mission d'aider les apprentis dans les métiers de la construction et du secteur manufacturier à saisir les possibilités d'emploi auprès de petits et moyens employeurs, avec des incitatifs supplémentaires pour les employeurs qui embauchent des apprentis issus de groupes sous-représentés, dont les femmes, les Canadiens racialisés et les personnes handicapées.
Examiner les mesures qui appuient la conversion des parcs de véhicules gouvernementaux en véhicules à zéro émission.	Le ministère a amélioré la disponibilité des véhicules écologiques dans ses offres à commande pour les parcs de véhicules ordinaires et de véhicules de fonction, a consulté l'industrie pour explorer des options d'autobus électriques et de camions moyens et lourds électriques, et a commencé à travailler sur le renouvellement de son offre à commandes pour des bornes de recharge.
À l'appui de la réconciliation, travailler à accroître la participation des peuples autochtones à l'approvisionnement fédéral et faire en sorte qu'au moins 5 % des contrats du gouvernement fédéral soient accordés à des entreprises gérées et dirigées par des Autochtones.	SPAC a poursuivi ses efforts visant à faire augmenter la participation des entreprises détenues ou dirigées par des Autochtones dans les processus d'approvisionnement. Le ministère, en collaboration avec Services aux Autochtones Canada et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, a entrepris de vastes consultations auprès des partenaires autochtones en vue de faire avancer ces travaux, ce qui lui a permis de recueillir de la rétroaction sur des éléments clés de la politique et sa mise en œuvre pour atteindre la cible visant à attribuer au moins 5 % des contrats à des entreprises autochtones.

*telles qu'énoncées dans le Plan ministériel 2020 à 2021

Achat de biens et de services (suite)

Principales priorités pour 2020 à 2021*	Réalizations en 2020 à 2021
	<p>En outre, en 2020 à 2021, de vastes campagnes de consultation ont eu lieu pour assurer une participation optimale des Autochtones aux demandes de propositions pour de grands contrats, comme celui relatif au maintien en puissance du Système d’alerte du Nord.</p> <p>Dans le cadre de sa réponse à la COVID-19, SPAC a attribué 36 contrats à 27 entreprises autochtones auto-identifiées, d’une valeur collective de plus de 122 millions de dollars, pour divers biens et services.</p>
<p>Faire progresser des projets d’approvisionnements clés à l’appui de la Politique de défense du Canada, Protection, Sécurité, Engagement, y compris le processus concurrentiel visant à remplacer la flotte des avions de combat et étudier les options pour la création d’Approvisionnement de défense Canada.</p>	<p>SPAC a considérablement fait avancer d’importants processus d’approvisionnement pour la défense. Les jalons importants comprennent la publication de la demande de propositions et la réception des soumissions pour le remplacement des avions-chasseurs CF-18 canadiens, ainsi que le lancement de la production des véhicules blindés de soutien au combat.</p>
<p>Travailler avec des partenaires pour livrer, dans le cadre de la Stratégie nationale de construction navale (SNCN), les navires dont la Marine royale du Canada et la Garde côtière canadienne ont grandement besoin tout en créant des emplois et en générant une croissance économique pour le Canada.</p>	<p>Le ministère a continué d’établir les priorités de la Stratégie nationale de construction navale (SNCN)ⁱ, et a collaboré avec ses partenaires pour faire en sorte que les projets clés avancent tout au long de l’année. La livraison du troisième et dernier navire hauturier de science halieutique était un autre jalon important et a marqué l’achèvement de la première classe de grands navires construits aux termes de la SNCN. De plus, la livraison du premier navire de patrouille extracôtier et de l’Arctique a représenté la première livraison du lot de travaux relatifs aux navires de combat de la SNCN.</p> <p>On estime que les contrats conclus en vertu de la SNCN contribueront à hauteur d’environ 20 milliards de dollars (1,82 milliard de dollars par année) au</p>

*telles qu’énoncées dans le Plan ministériel 2020 à 2021

Achat de biens et de services (suite)

Principales priorités pour 2020 à 2021*	Réalisations en 2020 à 2021
	produit intérieur brut du Canada et qu'ils permettront de créer ou de maintenir plus de 16 930 emplois par année grâce aux dépenses de l'industrie maritime et de ses fournisseurs et consommateurs canadiens, entre 2012 et 2022.

Paiements et comptabilité

Principales priorités pour 2020 à 2021*	Réalisations en 2020 à 2021
Poursuivre les progrès vers l'élimination de l'arriéré du traitement des problèmes de paye en suspens pour les fonctionnaires causés par le système de paye Phénix.	En 2020 à 2021, SPAC a fortement progressé vers l'élimination de l'arriéré du traitement des problèmes de paye en suspens pour les fonctionnaires. Le ministère a réduit de 72 000, soit de 166 000 à 94 000, le nombre de transactions financières en attente de traitement au Centre des services de paye de la fonction publique. Il a aussi amélioré son rendement quant au respect des normes de service et a mis en application de nouvelles conventions collectives.
Offrir des services axés sur la clientèle qui améliorent l'engagement envers les participants aux régimes de retraite et qui tirent parti des pratiques exemplaires éprouvées de l'industrie pour qu'ainsi plus de 904 000 membres, tant actifs que retraités, des régimes de retraite administrés par SPAC puissent avoir un accès facile aux renseignements sur les pensions et recevoir des paiements exacts et en temps opportun.	Toutes les normes de service relatives à la prestation de services aux membres des régimes ont été satisfaites pendant l'année. Les prestations de retraite sont assujetties à un rigoureux processus de vérification et d'assurance de la qualité qui garantit leur exactitude. En tant que l'un des plus grands administrateurs de régimes de pensions au Canada qui sert plus de 908 000 membres actifs ou retraités, SPAC a émis plus de 5 millions de paiements de prestations de retraite d'une valeur de 13,92 milliards de dollars en 2020 à 2021. En réponse à la pandémie mondiale, le programme de pension a adopté une solution qui permet d'acheminer les appels directement aux experts en pension qui travaillent de la maison.

*telles qu'énoncées dans le Plan ministériel 2020 à 2021

Biens et infrastructure

Principales priorités pour 2020 à 2021*	Réalizations en 2020 à 2021
<p>Faire progresser la durabilité, la résilience climatique et le programme écologique pour les biens immobiliers et les infrastructures du gouvernement fédéral en intégrant le développement durable, l'utilisation des énergies propres, la réduction de la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre dans la prise de décisions, la planification et la réalisation des projets immobiliers.</p>	<p>Conformément à la Stratégie pour un gouvernement vert, SPAC a achevé le Feuille de route pour la RCN pour des opérations gouvernementales à faible teneur en carbone, qui présente une voie à suivre afin d'atteindre la carboneutralité dans les opérations du gouvernement du Canada.</p> <p>Le ministère a aussi terminé un rapport d'analyse de la faisabilité pour la réduction du plastique dans le lieu de travail et a élaboré une stratégie pour intégrer les évaluations de la vulnérabilité aux changements climatiques dans la planification de la gestion des biens. Les travaux se sont poursuivis pour remplir les engagements du ministère en vertu du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques, relativement à la consommation d'électricité propre dans les opérations gouvernementales d'ici 2025.</p> <p>SPAC a continué de collaborer avec le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada à la définition d'une stratégie pour l'utilisation d'une électricité propre à 100 %, là où cela est possible, d'ici 2022. Par exemple, SPAC a créé des outils d'approvisionnement pour une nouvelle électricité propre en Alberta, y compris l'achat de crédits d'énergie renouvelable, et a travaillé directement avec les provinces et les fournisseurs d'énergie en Saskatchewan, en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick à titre de premier acheteur d'énergie propre.</p>
<p>Continuer d'améliorer les points de passage dans la région de la capitale nationale (RCN) afin de réduire la congestion, d'améliorer la fluidité et d'augmenter les options de transport dans toute la RCN.</p>	<p>SPAC a collaboré avec la Commission de la capitale nationale (CCN) à l'établissement d'un plan intégré à long terme des liaisons interprovinciales avec les gouvernements du Québec et de l'Ontario, les villes de Gatineau et d'Ottawa et les partenaires</p>

*telles qu'énoncées dans le Plan ministériel 2020 à 2021

Biens et infrastructure (suite)

Principales priorités pour 2020 à 2021*	Réalizations en 2020 à 2021
	<p>autochtones. Ce plan prend en compte tous les moyens de transport, y compris les exigences relatives au train léger, au transport en commun, aux automobiles, aux camions, aux cyclistes et aux piétons. En outre, il améliorera les points de passage et la fluidité et réduira la congestion dans la RCN.</p>
<p>Faire progresser l'engagement du gouvernement du Canada à revitaliser les laboratoires scientifiques et technologiques fédéraux en faisant progresser la conception des nouveaux laboratoires et installations de recherche en fonction des exigences du plan intégré de la science, en mettant au point la sélection des sites et en lançant des activités d'approvisionnement pour des projets partout au Canada qui appuieront l'excellence scientifique, l'innovation et la prise de décisions fondées sur des données probantes dans l'ensemble du gouvernement fédéral.</p>	<p>SPAC a fait progresser l'engagement du gouvernement du Canada à revitaliser les laboratoires scientifiques et technologiques fédéraux. La conception de nouveaux laboratoires et installations de recherche a commencé avec le lancement d'un processus de demande de propositions pour des services de soutien à la gestion à moyen terme (jusqu'à trois ans) et une nouvelle structure de gouvernance pour permettre à tous les ministères et organismes scientifiques de collaborer à la prise de décisions.</p> <p>En 2020 à 2021, SPAC a consulté les parties intéressées pour la sélection du site de la phase 1 dans la RCN. Une offre à commandes principale et nationale a été publiée pour simplifier l'approvisionnement en équipement scientifique par la détermination des stocks d'équipement partagés et des exigences de sécurité dans les centres scientifiques. Cela favorisera l'excellence scientifique, l'innovation et la prise de décisions fondées sur des données probantes.</p> <p>Des contrats ont été attribués pour des services d'architecture et de génie et des services de gestion de la construction, ce qui a mené au commencement de la construction des projets TerraCanada Mississauga et TerraCanada Hamilton.</p>

*telles qu'énoncées dans le Plan ministériel 2020 à 2021

Biens et infrastructure (suite)

Principales priorités pour 2020 à 2021*	Réalizations en 2020 à 2021
<p>Continuer de faire progresser le rythme de la modernisation (aménagement) des bureaux en offrant un milieu de travail novateur et axé sur l'avenir qui change notre façon de travailler et soutient une fonction publique de classe mondiale capable de donner des services appropriés au Canada et aux Canadiens.</p>	<p>Le plan à long terme pour les locaux à bureaux, qui englobe la stratégie de SPAC relative aux immeubles de bureaux, a été approuvé en 2020 à 2021 et a amélioré le portefeuille de planification des bureaux. SPAC a continué de faire progresser son plan, qui comprend des cibles théoriques pour rajuster, recapitaliser et moderniser le portefeuille de bureaux du gouvernement du Canada sur un horizon de planification de 25 ans. Ce plan répond également à un désir croissant de souplesse et d'agilité dans la fourniture d'espace de bureau, pour permettre un environnement de travail hybride qui favorise l'innovation, la collaboration et la productivité dans le contexte d'une nouvelle réalité postpandémique.</p>
<p>Faire avancer les activités de construction importantes visant la restauration historique de l'édifice du Centre et lancer un concours international de conception pour le réaménagement des biens appartenant à l'État situés en face de la Colline du Parlement, le long des rues Wellington et Sparks, tout en s'assurant que l'accessibilité, la durabilité et la sécurité sont maintenues au premier plan de la transformation globale de la Cité parlementaire en un complexe intégré.</p>	<p>Les activités de construction importantes visant la restauration historique de l'édifice du Centre ont continué d'avancer par la consultation et la sensibilisation des organismes internes et internationaux et des administrations spécialisés dans la réhabilitation du patrimoine, le développement durable et la gestion et l'exploitation de biens immobiliers parlementaires.</p> <p>Le dossier du concours de conception, qui énonçait les exigences du projet et le cadre de compétences, a été achevé pour l'îlot 2. Un processus de demande de qualification a eu lieu; 12 promoteurs se sont préqualifiés, et le concours de conception architecturale pour l'îlot 2 a été lancé.</p>
<p>Continuer à travailler avec Relations Couronne-Autochtones Canada, les organisations autochtones nationales et la Nation algonquine pour commencer à utiliser à court terme le 100, rue Wellington et à transformer cet édifice unique en un espace national destiné aux peuples autochtones.</p>	<p>Les peuples autochtones ont toujours été consultés pour définir la vision et le plan à long terme pour la Cité parlementaire et continueront de jouer un rôle de premier plan dans la transformation du 100, rue Wellington en espace destiné aux peuples autochtones. SPAC a continué de soutenir Relations Couronne-Autochtones et</p>

*telles qu'énoncées dans le Plan ministériel 2020 à 2021

Biens et infrastructure (suite)

Principales priorités pour 2020 à 2021*	Réalizations en 2020 à 2021
	<p>Affaires du Nord Canada (RCAANC), les organisations autochtones nationales et la Nation algonquine sur divers aspects du projet au cours de l'année, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la Nation algonquine a été consultée concernant l'élaboration d'une entente visant à faire progresser leur participation au projet, y compris l'utilisation à court terme du 119, rue Sparks; • l'entretien du 100, rue Wellington.
<p>Poursuivre l'élaboration et la mise en œuvre d'un régime de paiement rapide pour les projets de construction fédéraux par l'élaboration de règlements et la désignation d'une autorité des intervenants experts.</p>	<p>SPAC a poursuivi l'élaboration de règles de paiement rapide pour assurer la mise en place d'un régime de paiement rapide. Les directives de rédaction de la réglementation et un résumé de l'étude d'impact de la réglementation ont été préparés, et le dossier relatif à la réglementation a été remis au ministère de la Justice du Canada aux fins d'évaluation et de rédaction officielle.</p>

Soutien à l'échelle du gouvernement

Principales priorités pour 2020 à 2021*	Réalizations en 2020 à 2021
<p>Continuer à fournir des services d'interprétation à distance de qualité et s'adapter au rythme rapide de la transformation numérique que vivent les services linguistiques, notamment en utilisant l'intelligence artificielle et d'autres technologies pour appuyer le travail des traducteurs et des interprètes afin de leur permettre de concentrer leur savoir-faire sur la qualité, à travailler afin de renforcer les capacités de traduction et d'interprétation des langues autochtones ainsi qu'en ce qui concerne l'interprétation en langage gestuel.</p>	<p>En 2020 à 2021, SPAC a continué de fournir des services de traduction et d'interprétation sans interruption au Parlement du Canada et au gouvernement du Canada dans les langues officielles, étrangères et autochtones et les langues des signes pendant la pandémie de COVID-19. La prestation de ces services linguistiques était essentielle à la transmission des communications nationales à tous les Canadiens.</p> <p>La demande pour des services d'interprétation à distance a grandement augmenté en raison de l'expansion du télétravail. En réponse à cela, SPAC a mis en œuvre un certain nombre de mesures pour protéger la santé et la sécurité des interprètes, en officialisant ses contrats pour inclure des conditions de travail relatives à l'interprétation à distance, et en élaborant des lignes</p>

*telles qu'énoncées dans le Plan ministériel 2020 à 2021

Soutien à l'échelle du gouvernement (suite)

Principales priorités pour 2020 à 2021*	Réalizations en 2020 à 2021
	<p>directrices pour établir des conditions optimales qui permettent aux interprètes de fournir des services de grande qualité dans un environnement sûr.</p> <p>SPAC a lancé la mise en place de sa nouvelle plateforme pour les services de traduction de bout en bout, appelée GClingua. En parallèle, le ministère a aussi exploré divers outils d'intelligence artificielle qui visent à réaliser des gains d'efficacité dans le flux de travail, en mettant constamment l'accent sur la qualité.</p> <p>De plus, SPAC a lancé l'interprétation en langue des signes vidéo à distance, garantissant des communications accessibles pour les Canadiens sourds, devenus sourds ou malentendants, surtout pendant les points de presse du premier ministre. Au cours de la dernière année, le Bureau de la traduction a fourni des services d'interprétation en langue des signes à plus de 400 points de presse sur la santé publique et d'autres breffages concernant la pandémie.</p> <p>SPAC a traduit diverses communications pour l'Agence de la santé publique du Canada relatives à la pandémie de COVID-19 dans des langues autochtones et a accru le nombre de fournisseurs de services linguistiques autochtones à plus d'une centaine, qui traitent plus de 50 des 90 langues et dialectes autochtones.</p>
<p>Continuer d'explorer et de mettre en œuvre de nouvelles façons novatrices pour mieux protéger l'intégrité du système fédéral d'immobilier et d'approvisionnement.</p>	<p>SPAC a rapidement réorienté ses activités pour fournir des services de vérification afin de remplir les besoins urgents en biens et en services, tout en protégeant l'intégrité du processus d'approvisionnement en équipement et en fournitures requises pour lutter contre la pandémie de COVID-19.</p>

*telles qu'énoncées dans le Plan ministériel 2020 à 2021

Soutien à l'échelle du gouvernement (suite)

Principales priorités pour 2020 à 2021*	Réalizations en 2020 à 2021
	<p>SPAC a établi des mécanismes pour repérer les nouveaux risques associés à l'approvisionnement et aux transactions de biens immobiliers dans le contexte de la réponse à la pandémie, des urgences et des achats sensibles et de grande visibilité. Il a mis en œuvre des stratégies de surveillance et d'atténuation pour ces risques.</p>
<p>Appuyer la transition vers un gouvernement plus numérique afin d'améliorer la prestation des services gouvernementaux et de renforcer la capacité d'utiliser des outils et des méthodes modernes.</p>	<p>En 2020 à 2021, SPAC a continué de faire progresser la modernisation des technologies pour améliorer son rendement en matière de prestation de services. SPAC a livré des solutions de technologie de l'information aux ministères et aux organismes qui utilisent les systèmes administratifs d'entreprise partagés comme GCcas, GCdocs, GCinterop et GCshare et le Programme de voyage de prochaine génération.</p>
<p>Continuer à transformer le Programme de sécurité des contrats et le Programme des marchandises contrôlées afin de tenir compte de l'évolution de la menace externe, et élaborer une approche de prestation axée davantage sur le client pour protéger les renseignements et les biens sensibles et stratégiques du gouvernement auxquels le secteur privé a accès.</p>	<p>Le Programme de sécurité des contrats de SPAC a conçu et présenté des webinaires de formation en ligne pour améliorer la capacité des agents de sécurité d'entreprise de comprendre les demandes de contrôle, a lancé le processus d'inspection hors site de la TI et a consulté l'industrie pour explorer des façons de simplifier les exigences.</p> <p>Le Programme des marchandises contrôlées des SPAC a accru le recours à la prise de décisions fondée sur les risques pour améliorer les programmes de manière ciblée en mettant l'accent sur les améliorations dans les processus et l'atténuation des risques. Par exemple, un processus amélioré a été mis en œuvre pour atténuer les risques associés aux évaluations de sécurité des personnes qui demandent une exemption au programme, dont les travailleurs temporaires, les étudiants internationaux et les visiteurs étrangers. De plus, les représentants désignés ont été davantage consultés</p>

*telles qu'énoncées dans le Plan ministériel 2020 à 2021

Soutien à l'échelle du gouvernement (suite)

Principales priorités pour 2020 à 2021*	Réalisations en 2020 à 2021
	pour veiller à ce que les agents, les administrateurs et les employés à risque élevé soient renvoyés au programme pour une évaluation de sécurité secondaire.

Ombudsman de l'approvisionnement

Principales priorités pour 2020 à 2021*	Réalisations en 2020 à 2021
Examiner les pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales afin de promouvoir l'équité, l'ouverture et la transparence.	En 2020 à 2021, le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA) a terminé deux examens amorcés en 2019 à 2020 et lancé six autres examens de l'approvisionnement qui seront terminés dans les délais prescrits. Les rapports sont accessibles sur le site Web du BOA ⁱⁱ .
Examiner les plaintes des fournisseurs canadiens et formuler des recommandations en vue d'améliorer les pratiques d'approvisionnement du gouvernement fédéral.	En 2020 à 2021, le BOA a reçu quatre plaintes qui répondent aux critères établis dans le <i>Règlement concernant l'ombudsman de l'approvisionnement</i> pour déclencher une enquête. Un des quatre cas a mené à une enquête officielle, et les trois autres ont été réglés avec la participation du BOA sans qu'une enquête soit requise. De plus, le BOA a terminé deux enquêtes lancées en 2019 à 2020 dans les délais prescrits par le <i>Règlement concernant l'ombudsman de l'approvisionnement</i> .
Offrir des services substitutifs de résolution des différends à faible coût qui permettent aux fournisseurs et aux organisations fédérales de se réunir dans un cadre neutre afin de trouver des solutions, de préserver les relations d'affaires et d'éviter des procédures coûteuses.	En 2020 à 2021, le BOA a reçu un total de neuf demandes de services de règlement extrajudiciaire des différends (RED). Dans un cas, les deux parties ont accepté de recourir au processus de RED et leurs problèmes ont été officiellement résolus par un accord de règlement. Dans trois cas, le ministère fédéral a refusé de participer au processus de RED. Dans deux autres cas, la nature de la demande de services de RED n'était pas conforme au <i>Règlement concernant l'ombudsman de l'approvisionnement</i> et ne pouvait être examinée davantage. Les trois derniers cas ont été reçus tard en 2020 à 2021. La prestation des services de RED a été reportée à l'exercice 2021 à 2022 et au suivant.

*telles qu'énoncées dans le Plan ministériel 2020 à 2021

Ombudsman de l'approvisionnement (suite)

Principales priorités pour 2020 à 2021*	Réalizations en 2020 à 2021
<p>Transmettre l'information relative à l'approvisionnement aux organisations fédérales et aux fournisseurs canadiens afin de promouvoir la simplicité et la transparence du processus d'approvisionnement.</p>	<p>En 2020 à 2021, le BOA a réalisé deux études de recherche sur des sujets d'actualité concernant l'approvisionnement fédéral, intitulées <i>Dirigeant principal des achats</i> et <i>Force majeure</i> et toutes deux accessibles sur son site Web. De plus, en mars 2021, le BOA a animé (virtuellement) son troisième Sommet annuel sur la diversification de la chaîne d'approvisionnement du gouvernement fédéral pour mettre en contact les propriétaires d'entreprise canadiens sous-représentés avec des représentants du gouvernement du Canada, des conseils de fournisseurs et d'autres organismes qui peuvent les aider à saisir les possibilités de contrats fédéraux. Plus de 800 participants virtuels de partout au Canada y ont assisté.</p>

*telles qu'énoncées dans le Plan ministériel 2020 à 2021

Pour en savoir plus sur les plans, les priorités et les résultats atteints de Services publics et Approvisionnement Canada, consulter la section « **Résultats : ce que nous avons accompli** » du présent rapport. 🍁



Résultats : ce que nous avons accompli

Responsabilités essentielles

Achat de biens et de services

SPAC achète des biens et des services pour le compte du gouvernement du Canada.

Résultats

***Résultat ministériel :** Les organisations fédérales disposent des produits et des services dont elles ont besoin, au moment opportun, et au meilleur rapport qualité-prix.*

En 2020 à 2021, SPAC a géré l'approvisionnement en biens et services d'une valeur d'approximativement 29 milliards de dollars au nom de ses ministères et organismes clients. Il a fourni des services d'approvisionnement efficaces, efficaces, concurrentiels et équitables pour appuyer les institutions du gouvernement du Canada dans l'exécution de leurs mandats, tout en contribuant aux objectifs socio-économiques du pays.

Pandémie de COVID-19

Au cours de la dernière année, l'approvisionnement en soutien à la réponse à la COVID-19 du gouvernement a été un très grand centre d'intérêt. SPAC a adopté une méthode d'acquisition dynamique pour répondre aux besoins nouveaux et immédiats ainsi qu'aux besoins à long terme en fournitures médicales. Les achats de SPAC ont mené à la livraison de plus de 2,5 milliards de pièces d'équipement de protection individuelle (EPI), et le Canada a établi des sources d'approvisionnement au pays pour de nombreux types d'EPI, dont les respirateurs N95, les masques chirurgicaux

et les blouses médicales, en collaboration avec les parties intéressées.

En ce qui concerne les tests, SPAC a fait l'acquisition de plus de 54 millions de tests rapides et a attribué plus de 100 contrats pour des fournitures à l'appui des tests en laboratoire ordinaires d'un bout à l'autre du Canada en 2020 à 2021. Le ministère a aussi constitué un portefeuille diversifié de candidats-vaccins et a travaillé avec les fournisseurs pour s'assurer de livraisons dans les plus brefs délais, et il s'est procuré des fournitures essentielles pour l'administration des vaccins, comme un type particulier de seringue qui permet l'extraction fiable et uniforme de six doses par fiole de vaccin.

Au cours de l'année, une gamme d'EPI, d'équipement médical, de fournitures de test, d'articles de vaccination consommables et d'autres produits associés à la COVID-19 ont été achetés avec des appels d'offres concurrentiels dans la mesure du possible. SPAC a également utilisé des méthodes d'acquisition novatrices quand c'était possible, comme la sélection basée sur les qualifications pour l'approvisionnement en tests de laboratoire par amplification en chaîne polymérase (PCR).

En 2020 à 2021, SPAC a établi la Réserve d'urgence pour les services essentiels, qui est un filet de sécurité


Achat de vaccins contre la COVID-19

La vaccination est l'un des moyens les plus efficaces de se protéger contre la COVID-19. Depuis 2020 à 2021, SPAC mène d'intenses négociations et a conclu des ententes avec des fournisseurs de candidats-vaccins contre la COVID-19, cherchant constamment des moyens d'obtenir des livraisons rapides de vaccins approuvés. Le ministère a entrepris ces travaux au nom de l'Agence de la santé publique du Canada, suivant les avis du Groupe de travail sur les vaccins contre la COVID-19.

Étant donné la forte concurrence mondiale pour s'approvisionner en vaccins et l'incertitude quant à la question de savoir quels vaccins seront efficaces et à quel moment, le Canada a adopté une méthode d'acquisition dynamique. Les négociations de l'été 2020 ont permis de conclure des conventions d'achat avec sept fabricants de candidats-vaccins prometteurs. À l'automne 2020, le Canada s'était assuré de plus de doses par habitant que tout autre pays.

En décembre 2020, SPAC a obtenu rapidement des doses de Moderna et de Pfizer-BioNTech, et les premiers vaccins sont arrivés en sol canadien avant la fin de l'année. En fin de compte, grâce aux négociations continues avec les fournisseurs, le gouvernement a reçu assez de doses pour chaque Canadien admissible plus tôt que prévu.

Des renseignements supplémentaires sur l'achat de vaccins contre la COVID-19 par SPAC se trouvent sur le site Web de SPAC **Ententes du Canada sur les vaccins : Une stratégie pour parer à toute éventualité**ⁱⁱⁱ.



Un vaccin sûr et efficace contre la COVID-19 pour les Canadiens



Pour veiller à ce que le Canada dispose des fournitures nécessaires pour tester ses citoyens et suivre le virus de la COVID-19, SPAC a signé un contrat avec Abbott pour la fourniture de milliers de trousse de dépistage sérologique.

pour donner aux travailleurs des services essentiels accès à de l'EPI, à des masques non médicaux et à des produits désinfectants pour répondre aux besoins urgents à court terme.

Modernisation de l'approvisionnement

SPAC continue de faire progresser les initiatives de modernisation de l'approvisionnement et d'assurer l'optimisation des ressources.

Le **Guide à l'intention des praticiens sur l'établissement des prix en approvisionnement**^{iv} permet une compréhension commune de l'établissement des prix et revêt une importance stratégique pour atteindre les principales cibles en matière d'approvisionnement et procurer de la valeur au Canada. La troisième phase de ce guide a été publiée en 2020 à 2021 pour consultation de l'industrie, à la suite de recherches exhaustives, de travaux d'établissement de points de référence internationaux et de l'examen de la rétroaction formulée par les parties intéressées de la communauté de l'approvisionnement.

En faisant progresser son cadre de mesure du rendement des fournisseurs, le ministère a continué de renforcer l'administration de l'approvisionnement fédéral. Ce cadre, une fois mis en œuvre, permettra au gouvernement d'encourager le bon rendement tout en obligeant ceux dont le rendement est médiocre à en assumer les conséquences. Au cours de la dernière année, SPAC a créé des tableaux de bord, des indicateurs de rendement clés et des processus de suivi et d'évaluation du rendement et a publié l'ébauche de la politique de gestion du rendement

des fournisseurs. En mars 2021, le ministère a publié une demande de renseignements pour obtenir la rétroaction de la communauté des fournisseurs au sujet de ces outils, avant de les mettre à l'essai dans de vrais processus d'approvisionnement.

Dans le cadre de l'**Initiative canadienne d'approvisionnement collaboratif**, le ministère s'est efforcé d'accroître le nombre d'outils d'approvisionnement à la disposition des gouvernements provinciaux et territoriaux, du secteur des municipalités, de l'enseignement, de la santé et des services sociaux (MESSS) et d'autres entités. En 2020 à 2021, SPAC a amélioré l'accès de ses partenaires aux offres à commandes et aux arrangements en matière d'approvisionnement; tout particulièrement, il a commencé à offrir l'accès aux offres à commandes fédérales pour les services, alors qu'avant cet accès était limité aux offres à commandes pour les biens. Cela permettra à ses partenaires de réaliser des gains d'efficacité administratifs tout en obtenant les biens et les services dont ils ont besoin.

Par ailleurs, SPAC a révisé et amélioré les méthodes d'acquisition pour aider les organisations fédérales à répondre à leurs besoins. Le ministère a terminé l'évaluation d'un projet pilote visant à simplifier les approbations des approvisionnements pour la défense pour que les Forces armées canadiennes puissent obtenir plus rapidement l'équipement requis sans compromettre la surveillance et la diligence raisonnable. À la suite de cette évaluation, le projet pilote a été approuvé pour cinq années de plus. De plus, le ministère poursuit la mise en œuvre des

principes de l'**Initiative de soutien**^{vi} en collaboration avec ses ministères partenaires, le ministère de la Défense nationale et Innovation, Sciences et Développement économique Canada. L'initiative consiste à mettre en place des méthodes de passation de contrat sur mesure pour l'entretien et la réparation de matériel militaire pour assurer la satisfaction des besoins particuliers de chaque projet de soutien. Au cours de l'exercice financier, SPAC a créé du matériel d'orientation et une formation améliorés pour cette initiative.

Approvisionnement en matière de défense et de transport maritime

En 2020 à 2021, SPAC a continué de soutenir la politique de défense du Canada, **Protection, Sécurité, Engagement**^{vii}, et la **Stratégie nationale de construction navale**^{viii}, en veillant à ce que les Forces armées canadiennes et la Garde côtière canadienne reçoivent l'équipement et les services dont elles ont besoin.

L'approvisionnement ouvert et transparent en avions-chasseurs de pointe visant à remplacer la flotte de CF-18 du Canada a progressé. Des soumissions ont été reçues des trois fournisseurs qui étaient admissibles au processus d'approvisionnement à la clôture de la période de soumission. L'évaluation des soumissions est en cours, et les négociations suivront pour la conclusion d'une entente, l'attribution du contrat étant prévue pour 2022.

De grands progrès ont également été réalisés dans plusieurs autres approvisionnements clés en matière

de défense. Le premier de 16 appareils CC295 de recherche et sauvetage à voile fixe Kingfisher a été livré au ministère de la Défense nationale. La production des véhicules blindés de soutien au combat a commencé dans des installations de fabrication canadiennes. À l'été 2020, le ministère de la Défense nationale a acquis les derniers véhicules pour le projet de Système de véhicule de soutien moyen. L'engagement auprès de l'industrie s'est poursuivi en soutien à plusieurs approvisionnements clés en matière de défense, ce qui comprenait la publication de l'ébauche des documents d'invitation à soumissionner à l'intention des fournisseurs potentiels pour le Programme de formation du personnel



Le NGCC *John Cabot*

Le troisième et dernier navire hauturier de science halieutique, le NGCC *John Cabot*, a été livré à la GCC, marquant l'achèvement de la première classe de grands navires construits aux termes de la SNCN.



Cérémonie de purification par la fumée à l'occasion de l'entrée en service du NCSM *Harry DeWolf*

De gauche à droite: La capitaine de vaisseau honoraire Deborah Eisan, Raymond Sewell, musicien, Mi'kmaw Native Friendship Centre, et la capitaine de frégate Jennifer Gosse, aumônière, MARLANT.

Crédit photo: Mona Ghiz, Affaires publiques des MARLANT 2021-626HSX0311D463 2021 DND-MDN Canada

navigant de l'avenir, le Projet de modernisation des véhicules logistiques et le Projet de système d'aéronef télépiloté, et pour l'approvisionnement en pistolets pour les Forces armées canadiennes. Une invitation à se qualifier a aussi été publiée dans le cadre du processus d'approvisionnement du projet Avion stratégique de transport et de ravitaillement en vol.

Suivant la SNCN, le gouvernement a continué d'honorer ses engagements de renouveler les flottes de la Marine royale canadienne (MRC) et de la GCC, de créer des emplois et des possibilités pour les Canadiens et de revitaliser l'industrie maritime. En ce qui concerne les projets de construction de grands navires, le troisième et dernier navire hauturier de

science halieutique, le NGCC *John Cabot*, a été livré à la GCC, marquant l'achèvement de la première classe de grands navires construits aux termes de la SNCN. Qui plus est, le premier navire de patrouille extracôtier et de l'Arctique, le NCSM *Harry DeWolf*, a été livré à la MRC. La construction d'autres grands navires est en cours, notamment trois navires de patrouille extracôtière et de l'Arctique supplémentaires, le premier navire de soutien interarmées et le navire hauturier de science océanographique. Enfin, les travaux de conception avancent pour les navires polyvalents et les navires de combat canadiens.

En 2020 à 2021, la SNCN a encore été exploitée pour fournir des possibilités

de construction, de réparation, de réaménagement et d'entretien de petits navires. Le deuxième de trois brise-glaces commerciaux moyens, le NGCC *Molly Cool*, a été livré à la GCC. D'autres projets de construction de petits navires ont avancé, dont le projet de gros remorqueurs navals pour la MRC et le projet de navires de recherche et sauvetage pour la GCC. À la suite de processus d'approvisionnement concurrentiels, des contrats ont été attribués pour des travaux en cale sèche sur le NGCC *Griffon* et des travaux de prolongation de la vie de navires sur le NGCC *Cape Roger* et le NGCC *Cygnus*. De plus, le gouvernement du Canada a annoncé son intention de conclure un contrat avec Chantier Davie pour des travaux de prolongation de la vie de navire sur le NGCC *Louis S. St-Laurent*, le plus grand brise-glaces du Canada.

Au cours de l'exercice financier, les discussions avec Chantier Davie au sujet de la préqualification du chantier naval en vue de devenir le troisième partenaire stratégique dans le cadre de la SNCN se sont poursuivies, et le chantier naval a reçu sa demande de proposition finale en juillet. Tandis que le gouvernement fédéral attendait la proposition de la Davie, d'autres étapes importantes, comme l'évaluation par un tiers de l'infrastructure du chantier naval et un processus de diligence raisonnable relatif à sa capacité financière et à son infrastructure, ont progressé.

Il est estimé que les contrats conclus aux termes de la SNCN contribueront à hauteur d'environ 20 milliards de dollars (1,82 milliard de dollars par

année) au produit intérieur brut du Canada et qu'ils permettront de créer ou de maintenir plus de 16 930 emplois par année grâce aux dépenses de l'industrie maritime et de ses fournisseurs et consommateurs canadiens, entre 2012 et 2022.

Évaluation du projet pilote d'approvisionnement de la Défense axé sur les risques

Pour le projet pilote d'approvisionnement de la Défense axé sur les risques, qui s'est déroulé de novembre 2018 à avril 2020, le Conseil du Trésor a approuvé un pouvoir de passation de contrats temporaire permettant au ministre des Services publics et de l'Approvisionnement (alors le ministre des Services publics et de l'Approvisionnement et de l'Accessibilité) de conclure et de modifier des contrats et des ententes contractuelles à risque faible et à complexité faible ou moyenne pour des contrats de défense qui dépassent les limites de passation de contrats de SPAC. L'objectif du projet pilote, qui a été réalisé par SPAC en partenariat avec le Secrétariat du Conseil du Trésor et le ministère de la Défense nationale, était de permettre au Conseil du Trésor de se concentrer sur l'approbation des contrats à risque élevé et d'appuyer les efforts de modernisation de l'approvisionnement par la simplification des achats du ministère de la Défense nationale entrepris par SPAC.

L'évaluation^{ix} de ce projet pilote a révélé que les résultats préliminaires sont prometteurs et pourraient être renforcés par de nouvelles améliorations aux outils et processus. De façon générale,



Les achats de SPAC ont mené à la livraison de plus de 2,5 milliards de pièces d'équipement de protection individuelle.

le projet pilote a été jugé efficace par les intervenants. Enfin, à la suite de l'évaluation, il a été recommandé que SPAC prolonge le projet pilote et l'étende à d'autres types d'achats. Une prolongation de cinq ans a subséquentement été approuvée.

Résultat ministériel : *Les achats du gouvernement sont simples, facilement accessibles, justes et transparents pour les fournisseurs.*

En vue de moderniser l'approvisionnement en biens et en services dans tout le gouvernement, SPAC a continué la mise en œuvre de sa solution d'achats électroniques (SAE). Pendant l'année, environ 3 000 fournisseurs ont adopté la nouvelle solution, et elle a aussi été utilisée pour appuyer la réponse du ministère à la COVID-19. Elle a été employée dans un premier temps pour sélectionner les achats relatifs à la COVID-19, puis elle a été adoptée comme méthode par défaut pour ces types d'achats. En outre, le ministère

a exploité des éléments de la SAE pour concevoir et créer la **Réserve d'urgence pour les services essentiels**^x.

Dans le cadre de son engagement à l'égard de la transparence, en 2020 à 2021, SPAC a rendu publics des renseignements contractuels les plus complets possible concernant sa réponse à la COVID-19. Le ministère a créé une page Web où figurent les noms des fournisseurs et la valeur des contrats d'EPI et d'équipement médical. Aussi, il a poursuivi la consultation d'autres administrations canadiennes sur l'adoption de pratiques standards en matière de données pour les avis d'appel d'offres.

D'autre part, SPAC a fait avancer ses travaux sur un modèle de contrat modifié, avec des clauses simplifiées et une structure normalisée, qui allégera le fardeau de l'approvisionnement pour les fournisseurs. De l'information sur le nouveau modèle de contrat a été publiée sur achatsetventes.gc.ca en 2020 à 2021 pour en informer les fournisseurs avant sa mise en application. De plus, le ministère a défini et mis en application des pratiques exemplaires pour les projets d'approvisionnement en partenariat public-privé, notamment la création d'un modèle d'entente de projet simplifié.

En 2020 à 2021, le centre d'innovation et d'approvisionnement agile de SPAC a soutenu les agents de négociation des contrats et leurs clients en concevant des outils et de la formation. En juillet 2020, un guide d'approvisionnement agile a été publié à l'intention des acheteurs fédéraux pour appuyer l'adoption de cette nouvelle méthode d'acquisition collaborative qui

Bureaux régionaux de SPAC

Les équipes d'approvisionnement des cinq bureaux régionaux de SPAC au Canada (Pacifique, Ouest, Ontario, Québec et Atlantique) sont des contributeurs majeurs aux efforts que déploie le ministère pour faire augmenter la participation des entreprises détenues ou dirigées par des Autochtones et des groupes sous-représentés dans les processus d'approvisionnement fédéraux. En particulier, les équipes d'approvisionnement régionales ont appuyé le lancement d'initiatives d'approvisionnement social, y compris le projet pilote d'approvisionnement auprès des entreprises appartenant à des Noirs, en mettant à profit leur compréhension de la capacité des entreprises dans leurs régions respectives. À cela s'ajoute le fait que Soutien en approvisionnement Canada, anciennement connu sous le nom de Bureau des petites et moyennes entreprises de SPAC, est présent dans chacun de ces bureaux régionaux pour mobiliser les entreprises, les aider à mieux comprendre comment le gouvernement achète des biens et des services et les informer des possibilités.

met l'accent sur les résultats et exige la collaboration des gouvernements et de l'industrie pour concevoir des approvisionnements de manière itérative afin d'obtenir des résultats. Ce guide explique les principes d'approvisionnement agile et indique quand et comment utiliser un tel approvisionnement et les méthodes collaboratives.

***Résultat ministériel :** Les achats du gouvernement appuient les objectifs économiques, environnementaux et sociaux du Canada.*

Réconciliation avec les Autochtones

La hausse de la participation des entreprises autochtones dans l'approvisionnement fédéral est un élément important du programme du gouvernement pour créer des possibilités économiques pour les Autochtones. En collaboration avec Services aux Autochtones Canada et le Secrétariat du Conseil du Trésor, SPAC s'efforce de créer plus d'occasions pour les entreprises autochtones, afin d'atteindre la cible visant à leur attribuer au moins 5 % des contrats fédéraux. Services aux Autochtones Canada mènent des consultations avec plusieurs organismes autochtones en lien avec la mise en œuvre de cette cible, notamment avec l'Assemblée des Premières Nations, le Conseil canadien pour l'entreprise autochtone, le Conseil pour l'avancement des agents de développement autochtones, Inuit Tapiriit Kanatami, l'Association nationale des sociétés autochtones de financement, le Conseil national de développement économique des Autochtones et le Ralliement national des Métis. En 2020 à 2021, dans le cadre de sa réponse à la COVID-19, SPAC a attribué 36 contrats à 27 entreprises autochtones auto-identifiées, d'une valeur collective d'environ 122 millions de dollars, notamment pour des services de logistique et d'affrètement aérien, des services d'hébergement et de nettoyage, des services professionnels en informatique, des fournitures médicales et de laboratoire, des masques, du désinfectant pour les mains et des

thermomètres. Le ministère a continué d'accroître l'utilisation des marchés réservés aux entreprises autochtones dans le but d'attribuer plus de contrats à des entreprises gérées et dirigées par des Autochtones.

SPAC a également poursuivi son partenariat avec le Conseil pour l'avancement des agents de développement autochtones, une organisation autochtone nationale qui participe au développement économique communautaire. Le partenariat vise à aider le conseil et ses agents de développement économique à appuyer les entreprises autochtones dans l'ensemble du Canada, notamment en leur fournissant des renseignements, un accès ciblé et des services de Soutien en approvisionnement Canada. À ces efforts s'ajoute un engagement auprès d'autres grandes organisations autochtones nationales.

Diversité des soumissionnaires

Le ministère modernise les pratiques d'approvisionnement afin de réduire les obstacles à la participation des groupes sous-représentés aux marchés fédéraux et de veiller à ce que le processus d'approvisionnement fédéral demeure accessible, notamment pour les personnes en situation de handicap. Par exemple, une analyse de marché a été réalisée pour déterminer les caractéristiques des entreprises détenues ou dirigées par des personnes handicapées au Canada, afin d'éclairer les initiatives d'approvisionnement social. Par l'entremise du Comité consultatif national des fournisseurs, SPAC et les associations nationales et leurs membres travaillent

ensemble pour apporter des améliorations potentielles à l'approvisionnement gouvernemental. En 2020 à 2021, ce comité a été agrandi pour inclure la Black Business and Professional Association, le Conseil pour l'avancement des agents de développement autochtones et la Canadian Gay and Lesbian Chamber of Commerce.

La prise de contact avec divers fournisseurs s'est poursuivie, mais a été adaptée à l'environnement numérique. De plus, le ministère a lancé un certain nombre de projets pilotes pour promouvoir la diversité des fournisseurs, dont le projet pilote d'approvisionnement auprès des entreprises appartenant à des Noirs, afin de procurer plus d'occasions d'appels d'offres aux petites entreprises détenues ou exploitées par des Noirs d'un bout à l'autre du Canada.

Le ministère a aussi continué de collaborer avec Emploi et Développement social Canada à la création d'un nouveau Service canadien d'apprentissage. Ces travaux éclaireront la préparation d'une proposition pour la participation des fournisseurs du gouvernement au nouveau programme.

Accessibilité

SPAC a en outre poursuivi les activités de mise en application de la *Loi canadienne sur l'accessibilité* par l'entremise de son centre de ressources sur l'approvisionnement accessible. Le centre a conçu des outils, des séances de sensibilisation et des vidéos pour aider la communauté de l'approvisionnement dans la fonction publique fédérale à accorder toute l'attention voulue à l'accessibilité. Cela

comprend l'application de normes d'accessibilité et de pratiques exemplaires et l'intégration de la rétroaction des utilisateurs finals et des personnes handicapées dans la définition des exigences d'approvisionnement. En 2020 à 2021, SPAC a tenu des séances de consultation avec la communauté des personnes handicapées à différents endroits au Canada pour prendre connaissance de leur expérience relativement à l'éventail complet des biens et des services que fournit le gouvernement fédéral, et pour mieux comprendre les solutions offertes sur le marché afin de réduire les obstacles auxquels font face les personnes handicapées.

Le ministère a également réalisé un examen des biens et des services et une évaluation de la maturité du marché pour en apprendre davantage sur les solutions disponibles sur le marché afin de réduire les obstacles auxquels font face les personnes handicapées. Il a aussi entrepris une évaluation de l'accessibilité de certains documents d'approvisionnement publiés sur achatsetventes.gc.ca pour déterminer quelles modifications rendraient ces types de documents accessibles au plus large éventail d'utilisateurs.

Écologisation du gouvernement

Conformément au programme de relance économique durable du gouvernement du Canada, SPAC a continué de consulter les clients et l'industrie au sujet de l'inclusion des critères environnementaux dans les processus d'approvisionnement et s'est efforcé de fournir à ses clients des possibilités de réduire leur empreinte

environnementale. Au 31 mars 2021, 42,6 % des offres à commandes et des arrangements en matière d'approvisionnement de SPAC comportaient des biens et des services écologiques qui ont un moins grand impact sur l'environnement. À titre d'exemple, la Région de l'Ontario de SPAC a inclus des considérations environnementales dans un modèle national de demande d'offre à commandes pour des boissons et des aliments. Ces considérations comprenaient des éléments tels que l'emballage durable, la réduction et la gestion des déchets alimentaires ainsi que la réduction des gaz à effet de serre (GES) dans les activités et le transport des fournisseurs. SPAC a aussi lancé un projet de conception de méthodes et d'outils fondés sur la science pour mesurer les émissions de carbone associées aux biens et aux services qu'il achète et soutenir le renouvellement de la Stratégie pour un gouvernement vert dirigée par le Secrétariat du Conseil du Trésor. En harmonie avec les engagements du gouvernement du Canada concernant les véhicules à zéro émission et les véhicules électriques hybrides, SPAC a également amélioré la disponibilité des véhicules écologiques dans ses offres à commande en 2020 à 2021 pour les parcs de véhicules ordinaires et de véhicules de fonction. Les demandes de renseignements sur les autobus électriques et les camions moyens et lourds électriques ont été publiées, et les résultats sont en cours d'examen.

Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes

Le gouvernement du Canada s'est engagé à s'attaquer au risque de travail forcé et de traite des personnes dans les chaînes d'approvisionnement des marchés publics

fédéraux suivant la Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes. En 2020 à 2021, les engagements de SPAC à l'égard de cette stratégie sont demeurés une priorité. Par exemple, des clauses sur l'« attestation en matière d'achat éthique » et l'« origine des travaux » ont été ajoutées aux appels d'offres et aux contrats relatifs à l'EPI. Des travaux ont également été entrepris pour actualiser le Code de conduite pour l'approvisionnement afin d'énoncer les attentes du Canada envers les fournisseurs en ce qui concerne les droits de la personne et les droits du travail, notamment un processus de consultation visant à recueillir de la rétroaction sur les changements proposés. SPAC a procédé à une évaluation des risques afin de repérer les biens qui sont susceptibles d'avoir été produits par le recours à la traite de personnes, au travail forcé ou au travail des enfants. Les constatations de cette évaluation ont aidé à élaborer une approche fondée sur des données probantes pour protéger les chaînes d'approvisionnement.

Analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus)

SPAC a continué d'intégrer l'ACS Plus dans ses travaux et ses processus de prise de décision. Par exemple, le but du projet pilote d'approvisionnement auprès des entreprises appartenant à des Noirs était de se renseigner sur les obstacles auxquels font face ces entreprises dans l'approvisionnement fédéral. Les leçons tirées de ce projet pilote ont éclairé l'élaboration d'une politique d'approvisionnement social et seront mises à profit pour créer un programme d'approvisionnement social.

En 2020 à 2021, le ministère a aussi collaboré avec le ministère de la Défense nationale et la Garde côtière canadienne pour intégrer l'ACS Plus dans les processus d'approvisionnement de la Défense et de la Marine. La politique de défense du Canada, Protection, Sécurité, Engagement, prévoit l'intégration de l'ACS Plus dans les achats d'équipement du ministère de la Défense nationale, et des considérations semblables sont appliquées au portefeuille de la Garde côtière canadienne. Par exemple, un des chantiers navals qui sont des partenaires stratégiques de la SNCN (Irving Shipbuilding Inc.) s'est engagé à investir annuellement dans l'ACS Plus pour la durée de ses contrats à long terme aux termes de la SNCN. Qui plus est, les aspects techniques de l'équipement ont été déterminés en fonction des considérations relatives à l'ACS Plus, comme une exigence relative à la modularité dans les spécifications des pistolets des Forces armées canadiennes qui facilitera l'utilisation des pistolets pour tout le monde à l'avenir. Enfin, SPAC a donné de la formation sur l'ACS Plus à ses agents des achats pour faciliter le dialogue avec les ministères clients sur l'intégration des considérations relatives à l'ACS Plus dans les processus d'approvisionnement.

Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les Objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD)

Les activités prévues par SPAC dans le cadre de sa responsabilité essentielle, Achat de biens et de services, soutiennent les efforts du Canada afin de se conformer au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux Objectifs de développement durable (ODD) des

Nations Unies. Les différents programmes et initiatives relevant de cette responsabilité essentielle, y compris la modernisation de l'approvisionnement, les stratégies d'approvisionnement inclusives, le centre de ressources en approvisionnement accessible et l'intégration des plastiques et de solutions de rechange durables, contribuent à ce qui suit :

- parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles (ODD 5, cible 5.5);
- promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous (ODD 8, cible 8.3);
- établir des modes de consommation et de production durables (ODD 12, cible 12.7).

De plus amples informations sur les ODD sont disponibles sur le site Web des [Nations Unies](#)^{xi}.

Expérimentation

En 2020 à 2021, SPAC a achevé un projet pilote de deux ans pour l'évaluation de l'inclusion de critères socio-économiques dans l'approvisionnement. Les activités de ce projet pilote comprenaient la hausse de la participation des fournisseurs issus de groupes sous-représentés, dont les femmes, les Autochtones et les membres de communautés en situation minoritaire, de même que l'inclusion d'avantages sociaux ou communautaires dans l'approvisionnement. Les leçons apprises de ce projet pilote ont servi à élaborer une politique et seront utilisées pour créer un programme d'approvisionnement social pour les activités d'approvisionnement de SPAC.



Travaux au Chantier Davie

SPAC a appuyé les initiatives des chantiers navals visant à maintenir les activités de production malgré l'adoption de mesures de santé et de sécurité devant garantir un environnement de travail sûr à leurs employés, en consultation avec les autorités sanitaires provinciales.

Atténuation des risques

Approvisionnement en matière de défense et de transport maritime

Il existe un risque que la complexité de l'approvisionnement de la Défense et de la Marine, en plus des répercussions de la pandémie de COVID-19, nuise à la publication en temps prévu de la politique de défense du Canada, Protection, Sécurité, Engagement, et à la réalisation des objectifs de la SNCN. Afin d'atténuer ce risque, SPAC :

- a embauché et formé du personnel d'approvisionnement spécialisé supplémentaire;

- a exploité des solutions d'approvisionnement novatrices et adaptées, en s'appuyant autant que possible sur les leçons apprises, pour s'attaquer aux difficultés dans les projets;
- a appuyé les initiatives des chantiers navals visant à maintenir les activités de production malgré l'adoption des mesures de santé et de sécurité devant garantir un environnement de travail sûr à leurs employés, en consultation avec les autorités sanitaires provinciales.

Solution d'achats électroniques

Il y a un risque que, compte tenu de son ampleur et de sa complexité, la SAE ne puisse pas être livrée dans le respect de l'échéancier et du budget et ne produise pas les résultats voulus. En 2020 à 2021, SPAC a réalisé de grands progrès vers la mise en œuvre de la SAE et des mesures d'atténuation des risques qui l'accompagnent, réduisant fortement le niveau de risque stratégique entourant le projet. Les principales activités d'atténuation des risques comprenaient :

- la mise en œuvre par étapes de la SAE, afin de permettre la livraison de versions fonctionnelles successives;
- l'utilisation continue des systèmes d'approvisionnement existants jusqu'à la fin des essais de la SAE;
- le maintien des activités commerciales pendant la pandémie de COVID-19, par l'utilisation d'environnements d'équipe virtuels et d'outils collaboratifs.

Résultats atteints pour Achat de biens et de services

Résultat ministériel 2020 à 2021	Indicateur de rendement 2020 à 2021	Résultat réel 2018 à 2019	Résultat réel 2019 à 2020	Cible 2020 à 2021	Date d'atteinte de la cible	Résultat réel 2020 à 2021
Les organisations fédérales disposent des produits et services dont elles ont besoin, au moment opportun, et au meilleur rapport qualité-prix.	Pourcentage de la satisfaction globale des clients à l'égard des services d'approvisionnement de SPAC.	84 %	S.O. ¹	Au moins 80 %	31 mars, 2021	90 %
	Pourcentage des contrats originaux d'une complexité de niveau 1 (de base) attribués dans les délais prescrits.	80,8 %	78 %	Au moins 85 %	31 mars, 2021	78 % ²
	Pourcentage des contrats originaux d'une complexité de niveau 2 (normal) attribués dans les délais prescrits.	71,1 %	75 %	Au moins 80 %	31 mars, 2021	81 %
	Coût des services d'approvisionnement par 100 \$ de contrat.	1,65 \$	1,42 \$	Au plus 1,75 \$	31 mars, 2021	1,50 \$
	Pourcentage de la valeur en argent attribuée dans le cadre de processus de passation de contrats concurrentiels.	84 %	71 % ³	Au moins 80 %	31 mars, 2021	64 % ⁴
	Pourcentage de contrats attribués dans le cadre d'offres à commandes et/ou d'arrangements en matière d'approvisionnement de SPAC.	28 %	23 % ⁵	Au moins 40 %	31 mars, 2021	Les données seront disponibles en avril 2022. ⁶
	Pourcentage de processus d'approvisionnement concurrentiels par rapport aux contrats à fournisseur unique.	81 %	80 %	Au moins 80 %	31 mars, 2021	76 % ⁷

Résultats atteints pour Achat de biens et de services (suite)

Résultat ministériel 2020 à 2021	Indicateur de rendement 2020 à 2021	Résultat réel 2018 à 2019	Résultat réel 2019 à 2020	Cible 2020 à 2021	Date d'atteinte de la cible	Résultat réel 2020 à 2021
	Pourcentage de processus d'approvisionnement concurrentiels complexes pour lesquels au moins deux soumissions ont été reçues (niveaux 3 à 5).	S.O. ⁸	72 %	S.O. ⁹	31 mars, 2021	67 %
	Nombre moyen de soumissionnaires qualifiés dans le cadre des processus d'approvisionnement concurrentiels complexes.	S.O. ¹⁰	3,1	S.O. ¹¹	31 mars, 2021	3,5
Les achats du gouvernement sont simples, facilement accessibles, justes et transparents pour les fournisseurs.	Pourcentage des fournisseurs qui considèrent le processus d'achat comme étant simple et facilement accessible.	72 %	84 %	Au moins 74 %	31 mars, 2021	87 %
	Pourcentage de contrats attribués ayant fait l'objet d'une plainte fondée.	0,07 %	0,04 %	Au plus 1 %	31 mars, 2021	0,14 %
	Pourcentage des fournisseurs qui considèrent le processus d'achat comme étant juste et transparent.	56 %	82 %	S.O. ¹²	31 mars, 2021	85 %
	Nombre d'approvisionnements numériques souples	3	6	Au moins 15	31 mars, 2021	30
Les achats du gouvernement appuient les objectifs économiques, environnementaux et sociaux du Canada.	Pourcentage de la valeur des contrats attribués à de petites et moyennes entreprises.	49 %	52 %	Au moins 40 %	31 mars, 2021	47 %
	Pourcentage des contrats, des offres à commandes et des arrangements en matière d'approvisionnement de SPAC qui visent des biens et des services « écologiques ».	40 %	43 %	Au moins 42,5 %	31 mars, 2021	42,6 %
	Pourcentage d'augmentation de la participation d'entreprises appartenant à des Autochtones aux processus d'approvisionnement.	S.O. ¹³	S.O. ¹⁴	S.O. ¹⁵	31 mars, 2021	0 % ¹⁶
	Pourcentage d'augmentation de la participation d'entreprises appartenant à des femmes aux processus d'approvisionnement.	S.O. ¹⁷	S.O. ¹⁸	S.O. ¹⁹	31 mars, 2021	(2 points de %) ²⁰

- Début 2019 à 2020, le logiciel utilisé pour la gestion de l'évaluation après l'attribution du contrat de SPAC, qui est la source de données de cet indicateur, a été remplacé, ce qui a donné lieu à des problèmes techniques qui ont empêché l'utilisation du sondage.
- SPAC analyse diverses tendances dans l'approvisionnement fédéral qui ont possiblement eu une incidence sur ses délais de traitement des contrats de complexité de base.
- En 2019 à 2020, SPAC a attribué un petit nombre de marchés non concurrentiels de grande valeur, ce qui a eu des répercussions sur le résultat de l'exercice financier. Parmi eux figure notamment l'attribution d'un marché non concurrentiel de 2 milliards de dollars à General Dynamics Land Systems—Canada au nom du ministère de la Défense nationale pour l'acquisition de 360 véhicules blindés de soutien au combat. Ce contrat représente à lui seul environ 10 % de la valeur totale de l'activité d'approvisionnement de SPAC en 2019 à 2020.

4. En 2020 à 2021, dans le cadre de la réponse du gouvernement du Canada à la pandémie de COVID-19, SPAC a fait l'acquisition d'un grand volume de biens essentiels et de services de soutien en toute urgence. Les achats non concurrentiels relatifs à la réponse à la COVID-19 ont compté pour environ 24 % de la valeur totale des activités d'approvisionnement de SPAC en 2020 à 2021.
5. En date de 2018 à 2019, la source de données précédente pour cet indicateur n'était plus disponible. La nouvelle source de données permet de mesurer le pourcentage de contrats attribués au moyen des offres à commandes ou des arrangements en matière d'approvisionnement de SPAC seulement, excluant ceux d'autres ministères, ce qui n'était pas possible avant et a donc réduit le résultat global. Pour 2021 à 2022, la cible pour l'indicateur est réduite à 30 % pour refléter le fait qu'il ne prend en compte que les instruments de SPAC.
6. Les données sous-tendant cet indicateur de rendement sont fournies par les ministères après la clôture de l'année civile et devraient être disponibles au début de 2022.
7. En 2020 à 2021, dans le cadre de la réponse du gouvernement du Canada à la pandémie de COVID-19, SPAC a fait l'acquisition d'un grand volume de biens essentiels et de services de soutien en toute urgence. Les processus d'achat non concurrentiels relatifs à la réponse à la COVID-19 ont compté pour environ 6 % des processus d'approvisionnement de SPAC en 2020 à 2021.
8. En 2018 à 2019, un résultat n'était pas disponible pour cet indicateur, parce que les systèmes de gestion des données sur l'approvisionnement, comme le système Données d'inscription des fournisseurs (DIF) et l'Environnement automatisé de l'acheteur (EAA) se concentraient principalement sur les volumes de contrats (p. ex., données sur les attributions de contrats), et les renseignements sur les soumissions n'étaient pas systématiquement saisis.
9. Les données d'un exercice complet pour cet indicateur n'ont pas pu être produites à temps pour inclure une cible dans le Plan ministériel de 2020 à 2021. La cible pour 2021 à 2022 est d'au moins 80 %.
10. En 2018 à 2019, un résultat n'était pas disponible pour cet indicateur, parce que les systèmes de gestion des données sur l'approvisionnement, comme le système Données d'inscription des fournisseurs (DIF) et l'Environnement automatisé de l'acheteur (EAA) se concentraient principalement sur les volumes de contrats (p. ex., données sur les attributions de contrats), et les renseignements sur les soumissions n'étaient pas systématiquement saisis.
11. Les données d'un exercice complet pour cet indicateur n'ont pas pu être produites à temps pour inclure une cible dans le plan ministériel de 2020 à 2021. La cible pour 2021 à 2022 est une moyenne de 2,5.
12. Au début de 2020 à 2021, SPAC examinait la méthodologie pour mesurer cet indicateur. Il n'était donc pas possible d'établir une cible à moment-là. La cible pour 2021 à 2022 est d'au moins 80 %.
13. Aucun résultat n'était disponible pour 2018 à 2019, parce que les données d'un exercice complet n'étaient pas encore disponibles pour cet indicateur.
14. Une tabulation manuelle des renseignements relatifs aux soumissions de 2019 à 2020 a été effectuée et fera office d'année de référence à partir de laquelle calculer le pourcentage d'augmentation pour 2020 à 2021. En 2019 à 2020, 11 % des soumissions reçues d'entreprises au Canada provenaient d'entreprises appartenant à des peuples autochtones.
15. Au début de l'année, les données pour un exercice complet n'étaient pas encore disponibles pour cet indicateur; il était donc impossible d'établir une cible.
16. Les tableaux de renseignements sur les soumissions créés manuellement pour les exercices 2019 à 2020 et 2020 à 2021 ont tous deux indiqué que 11 % des soumissions reçues d'entreprises au Canada provenaient d'entreprises appartenant à des Autochtones. Voilà pourquoi une hausse de 0 % de la participation a été déclarée. La pandémie de COVID-19 sévissait en 2020 à 2021, et il est entendu qu'elle a eu des effets sur les entreprises appartenant à des Autochtones. Soutien en approvisionnement Canada, anciennement connu sous le nom de Bureau des petites et moyennes entreprises (BPME) de SPAC, accroît son rayonnement en soutien aux vastes efforts pangouvernementaux d'augmentation de la diversité des soumissionnaires pour les contrats publics.
17. Aucun résultat n'était disponible pour 2018 à 2019, parce que les données d'un exercice complet n'étaient pas encore disponibles pour cet indicateur.
18. Une tabulation manuelle des renseignements relatifs aux soumissions de 2019 à 2020 a été effectuée et fera office d'année de référence à partir de laquelle calculer le pourcentage d'augmentation pour 2020 à 2021. En 2019 à 2020, 16 % des soumissions reçues d'entreprises au Canada provenaient d'entreprises appartenant à des femmes.
19. Au début de l'année, les données de référence de l'exercice financier complet n'étaient pas encore disponibles pour cet indicateur : il n'était donc pas possible d'établir une cible à ce moment-là.
20. Selon un tableau de renseignements sur les soumissions créé manuellement pour l'exercice 2020 à 2021, 14 % des soumissions reçues d'entreprises au Canada provenaient d'entreprises appartenant à des femmes, comparativement à 16 % des soumissions en 2019 à 2020. La pandémie de COVID-19 sévissait en 2020 à 2021, et il est entendu qu'elle a eu des effets disproportionnés sur les entreprises appartenant à des femmes. SAC accroît son rayonnement en soutien aux vastes efforts pangouvernementaux d'augmentation de la diversité des soumissionnaires pour les contrats publics.

Des renseignements supplémentaires sur les indicateurs de résultats ministériels de Services publics et Approvisionnement Canada sont disponibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{xii}.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{xiii}.

Ressources financières budgétaires (en dollars) pour Achats de biens et de services

Budget principal des dépenses 2020 à 2021	Dépenses prévues 2020 à 2021	Autorisations totales pouvant être utilisées 2020 à 2021	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2020 à 2021	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2020 à 2021
206 899 418	206 899 418	1 238 922 558	505 779 452	298 900 034

L'écart entre les dépenses réelles et les dépenses prévues est principalement attribuable aux fonds additionnels octroyés pour fournir des fournitures au système de santé, appuyer la réponse du gouvernement du Canada à la pandémie de COVID-19 en constante évolution et fournir le financement nécessaire à l'Accord sur la relance sécuritaire.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{xiv}.

Ressources humaines (équivalents temps plein) pour Achats de biens et de services

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2020 à 2021	Nombre d'équivalents temps plein réels 2020 à 2021	Écart (nombre d'équivalents temps plein réels moins nombre d'équivalents temps plein prévus) 2020 à 2021
1 860,30	1 910,00	49,70

Il n'y a pas d'écart important entre les équivalents temps plein réels et prévus.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{xv}.

Paiements et comptabilité

SPAC perçoit les recettes et émet les paiements, tient les comptes financiers du Canada, publie les rapports financiers et gère les services de paye et de pensions pour le gouvernement du Canada.

Résultats

Résultat ministériel : Les Canadiens, les entreprises et les organisations reçoivent les paiements dans les délais et les recettes pour les services gouvernementaux sont perçues de manière efficace.

En 2020 à 2021, le receveur général a traité plus de 440 millions de paiements, avec 3,5 billions de dollars en trésorerie. En raison de la pandémie de COVID-19, pendant l'exercice, les volumes et les valeurs ont été exceptionnellement élevés, parce que SPAC a versé des paiements pour appuyer les personnes et les entreprises aux termes des divers programmes de prestations d'urgence du gouvernement. SPAC a aussi travaillé avec Paiements Canada, l'Association des banquiers canadiens, l'Agence du revenu du Canada (ARC) et les institutions financières pour mettre en œuvre l'inscription au dépôt direct en ligne afin d'accélérer les paiements en réduisant le recours aux chèques papier et en augmentant l'utilisation du dépôt direct. Depuis le début du projet, plus de 4 millions de Canadiens et plus de 150 000 entreprises canadiennes ont soumis leurs renseignements sur le dépôt direct par l'entremise de leur institution financière.

SPAC s'est par ailleurs efforcé d'accélérer la rapidité et l'exactitude des paiements aux fournisseurs pour l'acquisition d'EPI

et de fournitures médicales. Le receveur général a émis plus de 126 millions de paiements en 2020 à 2021 en soutien direct à la réponse à la COVID-19 du gouvernement du Canada.

Les opérations du receveur général à Matane ont été interrompues à la mi-mars 2020 en raison des mesures de lutte contre la COVID-19. À la fin d'avril 2020, un plan de reprise des opérations a été élaboré et mis en œuvre, faisant du receveur général la première unité de service de SPAC à relancer ses activités après le déclenchement de la COVID-19. Ce plan comprenait de nouvelles procédures pour assurer la santé et la sécurité des employés (p. ex., établir des méthodes de travail respectant l'exigence d'éloignement social, installer

Le saviez-vous?

Le receveur général a joué un rôle essentiel pour appuyer les particuliers et les entreprises en émettant les paiements de la Prestation canadienne d'urgence, de la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants et la Subvention salariale d'urgence du Canada. Ces nouveaux programmes ont généré une hausse marquée du volume de paiements émis par le receveur général, pour un total d'environ 119 millions de paiements de prestations d'urgence en 2020 à 2021.

des postes de lavage des mains supplémentaires) tout en garantissant l'exécution efficace des opérations de compensation et de règlement des paiements. De plus, ce plan a été utilisé en référence pour dresser de nombreux plans de reprise dans la fonction publique. À la suite de la reprise des activités, les travaux dans le cadre du service ont pu être achevés une semaine avant l'échéance prévue du plan original et 14 674 980 millions d'articles ont pu être traités entre le 27 avril et le 19 juin 2020, ou 48,9 % de la production annuelle habituelle sur une période de seulement huit semaines.

En même temps qu'il soutenait la prestation de services de paiement essentiels en réponse à la COVID-19, SPAC a continué de faire avancer l'Initiative de modernisation de la fonction de receveur général. Le projet d'éliminer l'exigence d'échanger physiquement les chèques du gouvernement encaissés par la mise en œuvre d'un service d'échange d'images de chèques est parvenu à la phase d'essai, et la mise en œuvre est prévue pour 2021 à 2022. Les activités de préplanification de l'initiative de renouvellement de la trésorerie qui vise à améliorer les services de paiement que SPAC fournit aux ministères et aux Canadiens ont aussi progressé alors que des consultations auprès de l'industrie ont été tenues et l'approbation d'une analyse conceptuelle pour l'initiative a été obtenue.

Résultat ministériel : *Les cotisants aux régimes de pension fédéraux reçoivent les prestations de pension, les avantages sociaux et les services de soutien auxquels ils ont droit de manière opportune et exacte.*

SPAC est déterminé à fournir à ses membres des services de la plus grande qualité qui soit pour qu'ils aient les renseignements nécessaires pour prendre d'importantes décisions de vie au bon moment. Tous les niveaux de service relatifs à la prestation de services aux membres des régimes ont été respectés pendant l'année. Les prestations de retraite sont assujetties à un rigoureux processus de vérification et d'assurance de la qualité qui garantit leur exactitude. En tant que l'un des plus grands administrateurs de régimes de pensions au Canada qui sert plus de 908 000 membres actifs ou retraités, SPAC a émis plus de 5 millions de paiements de prestations de retraite d'une valeur de 13,92 milliards de dollars en 2020 à 2021.

En réponse à la pandémie mondiale, le ministère a adopté une solution qui permet d'acheminer les appels directement aux experts en pension qui travaillent de la maison dans le cadre du programme de pension. Le Centre des pensions a démontré son agilité en modernisant sa formation pour qu'elle devienne virtuelle, en concevant rapidement une formation à rythme libre suivie d'activités de groupe, en acquérant de nouvelles technologies à l'intention des formateurs pour soutenir une formation et une plateforme procédurale en ligne, et surtout, en veillant à se conformer aux exigences d'accessibilité. Il a présenté plus de 19 cours virtuels, appuyant le perfectionnement de 177 employés qui devaient offrir des services essentiels.

Pour la 20^e année consécutive, le programme de pension s'est mérité une

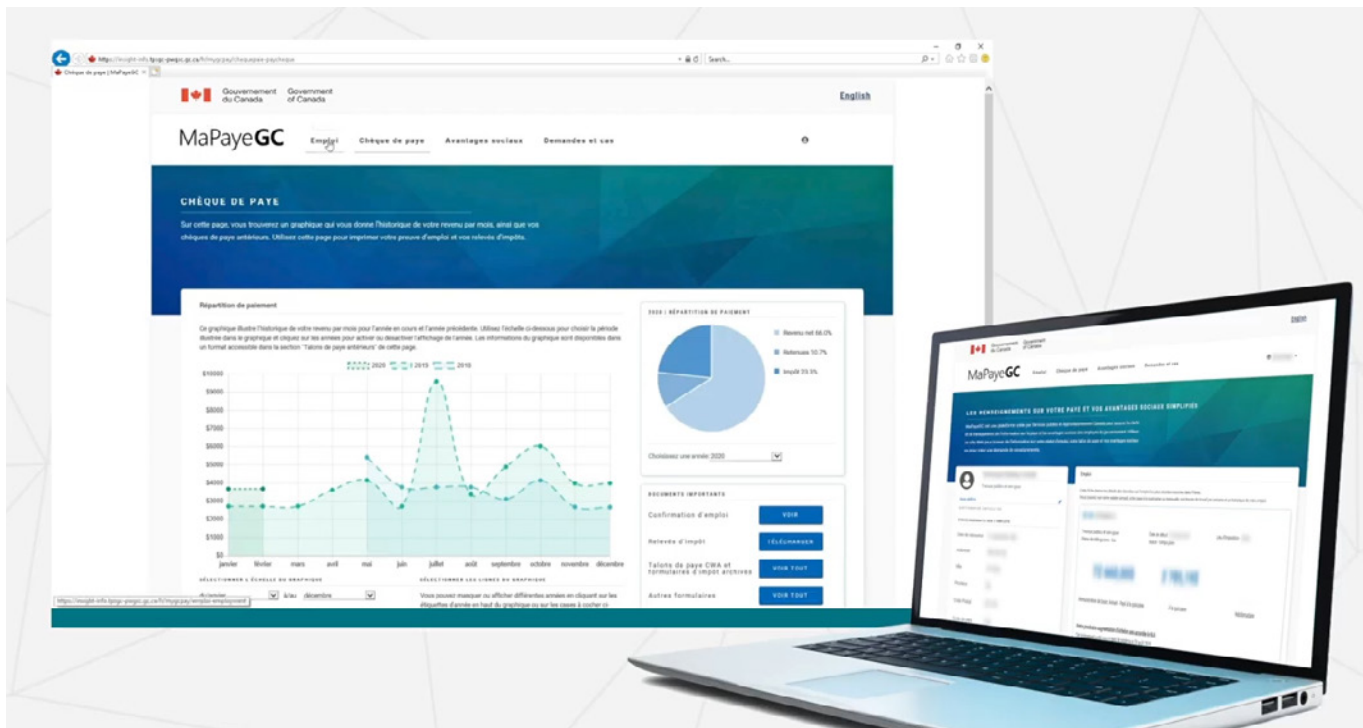
opinion d’audit non modifiée de la part du Bureau du vérificateur général au sujet des états financiers du Régime de pensions de retraite de la fonction publique.

Résultat ministériel : *En collaboration avec les ministères du gouvernement, les employés reçoivent des services exacts et rapides en ce qui concerne la paye et les avantages sociaux.*

En 2020 à 2021, SPAC a continué ses efforts visant à faire en sorte que les fonctionnaires soient payés à temps et avec exactitude. En plus d’améliorer son rendement en ce qui a trait au respect des normes de service et de mettre en application de nouvelles conventions

collectives, le ministère est parvenu à réduire grandement le nombre de cas en attente au Centre des services de paye.

Au 31 mars 2021, le nombre de transactions ayant des implications financières hors de la charge de travail normale du Centre des services de paye s’élevait à 94 000, soit une baisse de 72 000 transactions au cours de l’exercice financier (166 000 transactions au 31 mars 2020) et de 290 000 transactions depuis le sommet de janvier 2018 (384 000 transactions). Le Centre des services de paye a atteint les normes de service 73 % du temps en 2020 à 2021, comparativement à une moyenne de 68 % en 2019 à 2020 et de 55 % en 2018 à 2019.



MaPayeGC redonne confiance aux fonctionnaires envers leur paye en les aidant à accéder facilement à des documents importants comme les feuillets de renseignements fiscaux et les preuves d’emploi, de sorte qu’ils puissent repérer rapidement les problèmes de paye et accéder à des renseignements rétrospectifs remontant à 2016.

SPAC a traité pour près de 2,5 milliards de dollars de paiements rétroactifs découlant de l'entrée en vigueur de conventions collectives pour les employés pour la ronde de négociations de 2014, et de plus de 910 millions de dollars à ce jour pour celle de 2018. Le 3 février 2021, le ministère a émis les paiements rétroactifs dus aux membres du groupe des programmes et de services d'administration au titre de la convention collective de 2018 signée le 23 octobre 2020. L'utilisation du nouveau processus automatisé de paiement rétroactif de masse pour la convention collective de 2018 à cette fin a généré beaucoup moins de cas exigeant des opérations manuelles, et il est prévu que ce processus maintienne les exigences d'intervention manuelle à une moyenne globale d'environ 10 %, entraînant une réduction de centaines de milliers de transactions manuelles.

Tous les ministères restants ont été intégrés à MaPayeGC, une application Web libre-service qui aide les employés à mieux comprendre leur rémunération et leurs avantages sociaux. MaPayeGC aide les employés à accéder facilement aux documents importants comme les feuillets de renseignements fiscaux et les preuves d'emploi, de sorte qu'ils puissent repérer rapidement les problèmes de paye et accéder à des renseignements historiques remontant à 2016 et à un nouveau talon de chèque facile à comprendre. MaPayeGC est maintenant utilisé par plus de 87 % des employés du gouvernement.

Résultat ministériel : *Les Canadiens ont un accès en temps opportun à des renseignements fiables sur les finances du Canada.*

Le receveur général a continué de tenir à jour le grand livre général du gouvernement du Canada, également appelé comptes du Canada, pour produire les rapports financiers pangouvernementaux et fournir des avis, des conseils et des directives aux ministères et aux organismes sur des questions de comptabilité et de production de rapports.

Le receveur général a travaillé avec ses partenaires afin de rajuster l'échéancier et les plans pour la préparation des comptes publics de 2020. Ceux-ci ont par conséquent été achevés dans les délais révisés. Malgré les difficultés supplémentaires posées par la crise de la COVID-19, les états financiers consolidés du gouvernement du Canada ont reçu une opinion d'audit non modifiée du vérificateur général pour la 22^e année consécutive.

Analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus)

En 2020 à 2021, SPAC a examiné tous les cas en suspens et dégroupé les données en fonction de l'âge, du sexe et de la langue pour comprendre l'impact des problèmes de paye. L'analyse initiale a révélé qu'il n'y a pas de différence notable entre les divers groupes d'employés dans la fonction publique quant à l'impact sur la paye, mais une analyse plus approfondie sera réalisée. SPAC continuera d'utiliser les données sur l'ACS Plus provenant du système de rémunération et d'autres sources pour mieux comprendre si et comment les employés de différentes identités de genre, de race, de handicap et d'appartenance autochtone sont touchés de façon disproportionnée par les problèmes de paye.

Le programme de pension recueille des renseignements sur le sexe pour les calculs actuariels requis afin d'administrer les programmes de revenu de retraite et utilise des titres honorifiques et sexospécifiques sur les formulaires et dans la correspondance avec les membres des régimes de pensions, en fonction des préférences des membres documentées. Un plan de mise en œuvre a été créé pour décrire les activités que le programme entreprendra en vue de moderniser ses pratiques en matière de renseignements sur le sexe et le genre afin de s'assurer que les services qu'il offre aux fonctionnaires sont inclusifs et reflètent la diversité canadienne.

Expérimentation

Le programme des RH à la paye apporte de la valeur par une variété d'initiatives d'expérimentation, notamment l'analyse avancée, l'automatisation des processus robotisés (APR) et des techniques de résolution de problème novatrices. L'introduction de l'APR (automatisation des processus manuels et répétitifs) permet aux employés de se concentrer sur les travaux complexes et de grande valeur, augmentant l'efficacité du traitement de la paye. À ce jour, plusieurs projets d'automatisation sont en production et traitent entre 200 et 2 000 transactions par période de paye, ajoutant de la capacité au Centre des services de paye.

Des techniques de résolution de problème avancées sont déployées suivant un concept de « garage de l'innovation ». Celui-ci réalise des projets à court terme, appelés plus petits produits viables (PPPV), qui visent à résoudre des problèmes complexes au moyen de technologies et de processus avancés. Au 31 mars 2021, trois PPPV,

qui s'attaquaient à divers problèmes et ont permis d'améliorer la prestation de services dans le programme, avaient été livrés.

Atténuation des risques

Stabilisation de l'administration de la paye

Il y a un risque que la stabilisation continue de l'administration de la paye pour le gouvernement du Canada soit ralentie, ce qui aurait une incidence sur la ponctualité et l'exactitude de la rémunération des employés, le transfert de données exactes sur la paye au programme de pensions, et la capacité du ministère de poursuivre la résolution des erreurs de paye existantes. Afin d'atténuer ce risque, SPAC :

- a assuré la surveillance régulière du traitement de la paye et la production régulière de rapports à son sujet;
- a continué de travailler avec le Secrétariat du Conseil du Trésor et d'autres ministères et organismes du gouvernement du Canada pour mettre en place des normes de ponctualité et d'exactitude pour les transactions des RH;
- a embauché des conseillers en pension supplémentaires, a mis en œuvre de nouveaux outils et a étendue l'assurance de la qualité pour protéger l'intégrité des régimes de retraite et les services connexes et pour garantir la vérification de tous les paiements de pension;
- a continué la conception d'une nouvelle interface pour les régimes de retraite afin d'améliorer la qualité des données sur la paye transmises au programme de pension.

Résultats atteints pour Paiements et Comptabilité

Résultat ministériel 2020 à 2021	Indicateur de rendement 2020 à 2021	Résultat réel 2018 à 2019	Résultat réel 2019 à 2020	Cible 2020 à 2021	Date d'atteinte de la cible	Résultat réel 2020 à 2021
Les Canadiens, les entreprises et les organisations reçoivent les paiements dans les délais et les recettes pour les services gouvernementaux sont perçues de manière efficace.	Pourcentage des paiements émis dans les délais prescrits ¹ .	99,99 %	99,99 %	Au moins 99 %	31 mars, 2021	99,99 %
	Pourcentage des fonds versés au gouvernement du Canada qui sont rapprochés dans un délai de deux jours ouvrables.	100 %	100 %	Au moins 95 %	31 mars, 2021	100 %
	Pourcentage des paiements versés aux autorités taxatrices au lieu d'impôts fonciers, et ce dans les délais prescrits.	99 %	99,5 %	Au moins 95 %	31 mars, 2021	97,2 %
Les cotisants aux régimes de pension fédéraux reçoivent les prestations de pension, les avantages sociaux et les services de soutien auxquels ils ont droit de manière opportune et exacte.	Pourcentage des paiements de pension traités de manière exacte et dans les délais.	98%	99 %	Au moins 95 %	31 mars, 2021	99 %
En collaboration avec les ministères du gouvernement, les employés reçoivent des services exacts et rapides en ce qui concerne la paye et les avantages sociaux.	Pourcentage des mouvements de paye traités de manière exacte et dans les délais.	55 %	68 %	Au moins 95 %	31 mars, 2021	73 % ²
	Pourcentage des cas soumis à temps au Centre des services de paye.	S.O. ³	S.O. ⁴	Au moins 65 %	31 mars, 2021	70 %
	Pourcentage de cas, soumis à temps au Centre de paye, qui ont été traités à temps.	S.O. ⁵	S.O. ⁶	Au moins 80 %	31 mars, 2021	89 %
Les Canadiens ont un accès en temps opportun à des renseignements fiables sur les finances du Canada.	Les Comptes publics du Canada sont publiés sur le site Web du ministère dans les 24 heures suivant leur dépôt à la Chambre des communes.	100 %	100 %	100 %	31 mars, 2021	100 %
	Les renseignements présentés dans les états financiers du gouvernement du Canada sont exacts.	100 %	100 %	99 %	31 mars, 2021	100 %

1. Les échéanciers établis peuvent varier en fonction des modalités du contrat et de la législation applicable.
2. La responsabilité de l'exactitude et de la rapidité des paiements est assumée par l'ensemble du gouvernement du Canada. Deux facteurs principaux ont une incidence sur ce résultat : la rapidité et l'exactitude des transactions en ressources humaines (RH) soumises par les ministères et organisations, et le traitement des cas en attente. Des données de RH inexactes ou tardives génèrent davantage de transactions dans la file d'attente et augmentent les risques d'erreurs de paye. En 2020 à 2021, 70 % des cas ont été soumis au Centre des services de paye à temps.
3. Ibid.
4. Ibid.
5. Ibid.
6. Ibid.

Des renseignements supplémentaires sur les indicateurs de résultats ministériels de Services publics et Approvisionnement Canada sont disponibles dans l'[InfoBase du GC^{xvi}](#).

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC^{xvii}](#).

Ressources financières budgétaires (en dollars) pour Paiements et Comptabilité

Budget principal des dépenses 2020 à 2021	Dépenses prévues 2020 à 2021	Autorisations totales pouvant être utilisées 2020 à 2021	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2020 à 2021	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2020 à 2021
316 291 929	316 291 929	680 563 458	620 095 297	303 803 368

L'écart entre les dépenses réelles et les dépenses prévues est principalement attribuable aux fonds additionnels octroyés pour appuyer la stabilisation des opérations de paye et pour résoudre les problèmes d'arriérés de paye. Il est également attribuable au calendrier des paiements effectués aux administrations municipales et aux recouvrements d'autres organisations gouvernementales.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{xviii}.

Ressources humaines (équivalents temps plein) pour Paiements et Comptabilité

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2020 à 2021	Nombre d'équivalents temps plein réels 2020 à 2021	Écart (nombre d'équivalents temps plein réels moins nombre d'équivalents temps plein prévus) 2020 à 2021
2 399,05*	4 683,53	2 284,48

*Le nombre d'équivalents temps plein (ETP) prévus pour le programme Administration de la paye fédérale (responsabilité essentielle Paiements et Comptabilité) pour l'exercice 2020 à 2021 se fonde sur le niveau de financement approuvé dans le Budget principal des dépenses de 2020 à 2021. Au cours de l'exercice 2020 à 2021, SPAC a reçu du financement supplémentaire pour continuer de mener à bien le programme Administration de la paye fédérale et a ainsi maintenu le même nombre d'ETP réels que pour l'exercice précédent (2019 à 2020).

L'écart entre les ETP prévus et les ETP réels est principalement imputable à la hausse du financement et de l'effectif pour appuyer la stabilisation des opérations de paye et éliminer l'arriéré de problèmes de paye.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{xix}.

Biens et infrastructure

SPAC fournit des locaux à bureaux aux fonctionnaires fédéraux et aux parlementaires; construit, entretient et gère les biens fédéraux et d'autres ouvrages publics, comme les ponts et les barrages; et fournit des services connexes aux organisations fédérales.

Résultats

***Résultat ministériel :** Les biens immobiliers fédéraux et les services connexes répondent aux besoins des clients du gouvernement fédéral et/ou des parlementaires, et assurent le meilleur rapport qualité-prix pour les Canadiens.*

Pendant la pandémie de COVID-19, SPAC a collaboré avec les organismes centraux et les représentants locaux de la santé publique pour élaborer des normes et des lignes directrices afin de garantir des lieux de travail sûrs, productifs et accessibles aux fonctionnaires qui doivent fournir des services essentiels aux Canadiens. Le ministère a agi en chef de file en matière de gestion des installations et des locaux auprès des ministères clients et a mis à profit ses excellentes relations avec les autres ordres de gouvernement et les associations de l'industrie pour promouvoir une réponse collective à la COVID-19.

Plus généralement, SPAC a continué de faire avancer son plan à long terme pour les locaux à bureaux, qui comprend des cibles théoriques pour rajuster, recapitaliser et moderniser le portefeuille de bureaux du gouvernement du Canada sur un horizon de planification de 25 ans. Ce plan répond également à un désir croissant de souplesse et d'agilité dans la fourniture d'espace de bureau, pour permettre un environnement de travail

hybride qui favorise l'innovation, la collaboration et la productivité dans une nouvelle réalité postpandémique. Le résultat attendu est un lieu de travail efficace pour une fonction publique renouvelée—un lieu de travail mieux outillé qui habilite les employés fédéraux à être plus productifs dans la prestation des programmes et des services aux Canadiens.

SPAC fait l'essai d'un programme exploratoire pour en apprendre plus sur les concepts liés aux lieux de travail ministériels partagés axés sur les activités et les appliquer à plus grande échelle. Ces efforts sont soutenus par une approche à volets multiples afin de consulter les ministères et les organismes fédéraux au sujet de l'avenir du travail, pour faire en sorte que SPAC soit prêt à saisir les occasions de rajuster la taille du portefeuille de bureaux, d'accroître l'utilisation des espaces de bureau, de faire progresser l'écologisation des opérations gouvernementales et de réduire le passif associé à l'entretien différé. En outre, SPAC a créé des outils pour appuyer plusieurs ministères et organismes dans la réalisation de la vision future de leur organisation.

SPAC a continué de restaurer et de renouveler les sites patrimoniaux, tout en favorisant le développement durable et en protégeant la santé et la sécurité des Canadiens. Les activités de planification

et de conception du projet de réhabilitation de l'édifice Lester B. Pearson se sont poursuivies en 2020 à 2021. Grâce à la réhabilitation de cet édifice, le gouvernement du Canada pourra mettre en valeur son engagement à l'égard du développement durable en obtenant la certification LEED Or, en réduisant considérablement ses émissions de GES, en réduisant sa consommation d'énergie et d'eau et en améliorant le bien-être et l'accès de tous les occupants, et ce, tout en conservant le caractère patrimonial de l'édifice.

Le programme de réhabilitation de l'édifice du Centre est resté sur la bonne voie en 2020 à 2021. Dans les premiers jours de la pandémie de COVID-19, SPAC a travaillé directement avec ses partenaires de l'industrie pour élaborer des protocoles de santé et sécurité pour le site sans toucher aux échéanciers des projets. Ces protocoles ont par la suite été adoptés par l'Association canadienne de la construction comme guide national pour protéger la sécurité sur les chantiers de construction partout au pays. SPAC a fait avancer l'excavation du Centre d'accueil du Parlement et a accéléré les activités de démolition et d'élimination dans l'édifice du Centre.

Des progrès marqués ont aussi été réalisés du côté de la réhabilitation de l'édifice de la Cour suprême du Canada et de l'édifice commémoratif de l'Ouest. Ce dernier, vide depuis 2008, exige une réhabilitation majeure pour respecter les normes du Code national du bâtiment du Canada. Les travaux, commencés à l'automne 2019, comprennent des mises à niveau pour atteindre les normes

du bâtiment relatives au développement durable, à la santé et sécurité et à l'accessibilité. La construction a débuté en avril 2020, et la pandémie de COVID-19 a eu un impact minimal sur le calendrier de projet. La réhabilitation devrait s'achever en 2023.

Plusieurs lieux appartenant à l'État ont été désignés comme des sites de réaménagement potentiels en 2020 à 2021. Les investissements réalisés sur ces sites transformeront le portefeuille et stimuleront les approches novatrices. Les



cotravailGC

projets de réaménagement comprennent le pré Tunney et les Buttes de la Confédération à Ottawa, l'Imprimerie nationale la Place du Portage III à Gatineau, et le 715, rue Peel à Montréal. Le complexe de la Place du Portage III subit actuellement une réhabilitation complète, notamment le remplacement des vieux systèmes des immeubles et des aménagements.

SPAC agit à titre d'intendant pour 17 ouvrages techniques majeurs, dont la cale sèche d'Esquimalt, la route de l'Alaska et des ponts, des barrages et des quais à différents endroits au Canada. En 2020 à 2021, le ministère a continué de protéger l'intégrité, la valeur et l'utilité de ses ouvrages techniques en conformité avec les normes du gouvernement et les pratiques d'ingénierie et d'entretien acceptées. Il a poursuivi ses travaux de réaménagement de la cale sèche d'Esquimalt pour s'assurer que les exigences de maintien en puissance des flottes fédérales puissent être satisfaites sur la côte ouest, renforcer l'industrie de la réparation des navires industriels sur la côte ouest, soutenir les petites et moyennes entreprises et créer des centaines d'emplois ainsi que des possibilités économiques immédiates et à long terme pour les Premières Nations locales.

SPAC a aussi continué de travailler avec la Commission de la capitale nationale en 2020 à 2021 pour établir un plan intégré à long terme sur les liens interprovinciaux en collaboration avec les partenaires provinciaux, municipaux et autochtones. Ce plan complet présentera des options de transport durable, avec des services, des programmes et une

infrastructure, pour améliorer les déplacements interprovinciaux dans la RCN à long terme. Le ministère fait également avancer ses travaux de remplacement du pont Alexandra vieillissant et de soutien à l'entretien continu des ponts interprovinciaux de la région. Les consultations, y compris avec les partenaires autochtones et d'autres parties intéressées par le projet de remplacement des ponts, ont débuté en novembre 2020.

***Résultat ministériel :** Les dépenses d'infrastructure du gouvernement fédéral appuient les priorités sociales, économiques et environnementales du Canada.*

Faire progresser le développement durable, la résilience aux changements climatiques et l'agenda écologique pour les biens immobiliers et les infrastructures du gouvernement fédéral

Suivant la Stratégie pour un gouvernement vert, et pour réduire encore plus les émissions de GES dans ses opérations, SPAC poursuit plusieurs initiatives. En 2020 à 2021, le ministère a terminé la Feuille de route pour la RCN pour des opérations gouvernementales à faible teneur en carbone. Cette feuille de route présente une voie à suivre pour atteindre la carboneutralité dans les opérations du gouvernement du Canada dans la RCN d'ici 2050, avec des mesures à court, à moyen et à long terme qui réduiront l'empreinte carbone des opérations fédérales et assureront un leadership dans la décarbonisation qui peut être reproduit dans tout le Canada. De plus, SPAC a produit un rapport d'analyse de la faisabilité pour la réduction du plastique

dans le lieu de travail et a continué la mise en œuvre des programmes pilotes de sensibilisation des occupants dans les immeubles pour renseigner davantage les employés sur les objectifs de réduction de la quantité de déchets de plastique dans les opérations fédérales et les inciter à contribuer à leur réalisation.

En soutien à l'engagement du gouvernement fédéral à agir pour comprendre le large éventail d'impacts des changements climatiques qui risquent de toucher ses biens, ses services et ses opérations à l'échelle du pays, SPAC a élaboré une stratégie visant à intégrer les évaluations de la vulnérabilité aux changements climatiques dans la planification de la gestion des biens. En date de décembre 2020, les questions sur les événements climatiques antérieurs qui ont eu une incidence sur les biens et les opérations ont été intégrées au processus d'évaluation et autorisation de sécurité (EAS) des installations de SPAC. Cette EAS des installations permet de recueillir des renseignements sur les risques climatiques spécifiques aux sites et sur la vulnérabilité des biens à ces risques climatiques.

En 2020 à 2021, les travaux ont commencé pour moderniser les centrales de chauffage et de refroidissement dans la RCN avec l'ajout de chaudières électriques sans émissions de carbone qui réduiront les émissions de plus de 90 000 tonnes par année d'ici 2026.

En 2020 à 2021, SPAC a poursuivi ses travaux pour remplir ses engagements aux termes du **Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques**^{xx}. Le ministère a collaboré

avec le Secrétariat du Conseil du Trésor à la définition d'une stratégie pour l'utilisation d'une électricité propre à 100 %, là où cela est possible, d'ici 2022. SPAC a créé des outils d'approvisionnement pour une nouvelle électricité propre en Alberta, y compris l'achat de crédits d'énergie renouvelable, et a travaillé directement avec les provinces et les fournisseurs d'énergie en Saskatchewan, en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick à titre de premier acheteur d'énergie propre.

En 2020 à 2021, SPAC a adopté la technologie liée aux bâtiments intelligents dans 103 de ses immeubles appartenant à l'État. Le ministère affiche toujours des progrès vers l'atteinte de la carboneutralité dans son portefeuille d'ici 2050, avec l'ambition d'y parvenir d'ici 2030. À cette fin, il met en œuvre diverses technologies propres liées aux systèmes d'énergie renouvelable, comme de l'électricité propre, du gaz naturel renouvelable, un éclairage DEL, le recyclage et la gestion des déchets, dans les opérations des immeubles, et en intégrant des objectifs de réduction des émissions de GES dans les processus décisionnels ministériels.

Afin d'honorer les engagements que le Canada a pris aux termes de la Charte sur les plastiques dans les océans, relativement à l'élimination des déchets de plastique, SPAC met en œuvre le plan d'action en matière de plastique des Biens immobiliers en vue de réduire l'utilisation du plastique dans les projets de construction, les immeubles gouvernementaux et les locations. Un total de cinq vérifications des déchets ont été

réalisées pour définir des stratégies d'approvisionnement et d'exploitation pour réduire davantage le volume de déchets. Ces vérifications fournissent aussi à SPAC des données comparatives et prévisionnelles qui l'aident à comprendre les besoins actuels et futurs en matière de réintégration des immeubles.

Afin de faire face au grand volume de déchets prévu imputable à l'utilisation de masques non médicaux jetables, d'autre équipement de protection et de lingettes désinfectantes, SPAC a mené des projets pilotes zéro déchet dans 26 immeubles appartenant à l'État partout au Canada.

Amélioration de l'accessibilité des immeubles fédéraux

SPAC s'est engagé à créer un accès facile aux immeubles et aux lieux de travail fédéraux pour que les Canadiens, quelles que soient leurs capacités, puissent participer pleinement à l'effectif fédéral. En qualité d'expert des biens immobiliers du gouvernement du Canada, le ministère guide le gouvernement dans l'amélioration de l'accessibilité de l'environnement construit en remplissant, voire en dépassant, les normes des codes du bâtiment et les normes d'accessibilité en vigueur. En fait, les principes d'accessibilité universelle sont déjà intégrés aux normes d'aménagement de Milieu de travail GC.

En raison des restrictions liées à la COVID-19, il y a eu un retard dans l'adoption complète des évaluations techniques visant à améliorer l'accessibilité de l'environnement construit des biens appartenant à l'État et des biens achetés en location. Par conséquent, pour maintenir la progression de cette importante

initiative, les efforts ont été réorientés vers l'amélioration de la liste d'évaluation et le processus de mobilisation. Par exemple, SPAC a créé des outils pour demander de la rétroaction de personnes handicapées et d'utilisateurs des immeubles sur les questions d'accessibilité, et il travaille sur d'autres activités de mobilisation afin d'éclairer ses évaluations.

Alors que le gouvernement du Canada est le chef de file en matière d'accessibilité dans l'environnement construit, SPAC joue un rôle central dans la création d'un lieu de travail plus inclusif. À cette fin, le ministère entreprend une variété de projets pilotes, en collaboration avec les parties intéressées, pour cerner les possibilités d'améliorer l'accessibilité de son environnement construit et dépasser les codes et les normes minimaux. Ces projets pilotes lui ont permis de déterminer 22 possibilités d'amélioration à faible coût, à court terme et à impact élevé dans le portefeuille national. SPAC a aussi préparé et publié des directives fonctionnelles sur des toilettes neutres afin d'aider les gestionnaires de projet et les gestionnaires immobiliers à appliquer une approche cohérente pour l'installation de ces toilettes dans l'ensemble de son portefeuille.

Promotion des avantages socio-économiques à l'appui des mandats fédéraux, comme le logement abordable et la réconciliation avec les Autochtones

Les travaux devant permettre d'aménager les biens immobiliers fédéraux excédentaires en logements abordables dans le cadre de l'Initiative des terrains fédéraux dirigée par la Société canadienne d'hypothèques et de logement ont

avancé. Quatre propriétés excédentaires de SPAC en Ontario (à Thunder Bay, Belleville, Orillia et Ottawa) sont en train d'être transférées à de nouveaux propriétaires qui s'en serviront pour fournir des logements abordables. SPAC a collaboré avec la Société immobilière du Canada pour déterminer quels terrains excédentaires et terrains sous-utilisés de l'État peuvent être utilisés pour promouvoir le logement abordable, créer des emplois et consulter les communautés autochtones, le grand public et les parties intéressées. En 2020 à 2021, cette approche collaborative a facilité l'élaboration d'un cadre et d'une stratégie pour mobiliser les Autochtones dans les projets de campus, la préparation d'un plan de subdivision avec la ville d'Ottawa pour le site du chemin Tremblay, et la rédaction d'un protocole d'accord pour le réaménagement du pré Tunney.

La hausse de la participation des entreprises autochtones dans l'approvisionnement fédéral est importante pour créer des possibilités économiques pour les Autochtones. SPAC promeut la réconciliation au moyen de contrats de biens immobiliers et du programme pilote d'encouragement pour l'entrepreneur autochtone, qui a pour mission d'accroître les possibilités de sous-traitance pour les entreprises autochtones.

SPAC continue de travailler avec Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada et les partenaires autochtones pour la conception et l'exploitation à court et à long terme du lieu consacré aux peuples autochtones au 100, rue Wellington et de la propriété adjacente du 119, rue Sparks. La planification de leur utilisation permanente à long terme

est en cours. Entre-temps, SPAC a terminé les travaux permettant l'utilisation à court terme de l'installation, soit comme lieu pour tenir des expositions mettant en valeur les modèles de gouvernance et l'histoire autochtones, et comme espace pour les réunions et les médias.

Stratégie Laboratoires Canada

En 2020 à 2021, SPAC a continué de travailler sur la stratégie Laboratoires Canada, qui a pour but de faciliter la collaboration, d'éliminer les obstacles et de fournir l'infrastructure, l'équipement et la technologie de l'information dont les scientifiques du gouvernement fédéral ont besoin pour accomplir les travaux importants sur lesquels ils travaillent au profit des Canadiens. Par conséquent, Laboratoires Canada a collaboré avec la communauté fédérale de la science et de la technologie pour élaborer un modèle de garde et un cadre d'exploitation afin d'éclairer les opérations des installations et les opérations scientifiques relativement aux nouveaux modèles d'occupation multiministérielle. Grâce à la



La nouvelle installation du CNRC à Mississauga

stratégie Laboratoires Canada, SPAC a contribué à la réponse du gouvernement à la COVID-19 en appuyant le Conseil national de recherches sur le projet de Centre de production de produits biologiques (installation de l'avenue Royalmount à Montréal) et le Laboratoire national de microbiologie de l'Agence de la santé publique du Canada.

Laboratoires Canada a continué d'élaborer une stratégie de portefeuille pour l'ensemble de la classe de biens scientifiques et technologiques, qui permet d'évaluer le portefeuille de manière approfondie, systématique et stratégique afin de répondre aux exigences des programmes à moyen et à long terme. Laboratoires Canada a aussi commencé la mise en œuvre d'une stratégie pour l'équipement scientifique qui appuiera la conception de laboratoires, assurera une transition harmonieuse vers les nouvelles installations, améliorera la collaboration et le partage d'équipement, optimisera les investissements dans l'équipement scientifique et établira un système d'inventaire de l'équipement scientifique fédéral. En outre, le fonds d'expérimentation et d'innovation de Laboratoires Canada a été lancé pour appuyer les ministères à vocation réglementaire ou scientifique dans la mise à l'essai des innovations. Ces investissements ont favorisé la compréhension des technologies d'informatique en nuage et des outils disponibles et amélioré la capacité de mettre à profit et de partager l'expertise de manière horizontale.

En octobre 2020 SPAC a approuvé les recommandations relatives à la sélection

des sites formulées par consensus par les ministères et organismes à vocation scientifique et le Comité des sous-ministres pour les affaires scientifiques. À l'aide du cadre de conception de laboratoire reproductible, les principes directeurs pour les futures conceptions de laboratoires fédéraux ont été définis, y compris pour des installations carboneutres. Ce cadre de conception favorisera la cohérence et l'assurance de la qualité dans les projets pour garantir des résultats de grande qualité, et il guidera la planification, la conception et la mise en œuvre de tous les projets de Laboratoires Canada. Il fournira une feuille de route pour toutes les entreprises de conception et de construction en vue d'atteindre des objectifs opérationnels de conception et de cycle de vie uniformes sur les plans de la structure, de l'architecture, du développement durable et de l'accessibilité. Cette stratégie a été utilisée pour le nouveau projet TerraCanada Mississauga dont la construction vise la carboneutralité. Au total, cinq projets ont été approuvés (le Centre d'entreprise des sciences de l'Atlantique, Sciences du patrimoine culturel, Science de la sécurité et de la technologie des transports, TerraCanada Mississauga et TerraCanada Hamilton). La programmation et la conception fonctionnelles ont fait avancer les projets TerraCanada dans la RCN, Science réglementaire et Sciences pour la sécurité dans la RCN, Sciences du patrimoine culturel et Science de la sécurité et de la technologie des transports. La programmation fonctionnelle du projet de Centre d'entreprise des sciences de l'Atlantique a été achevée. La phase de préconception a été amorcée pour le projet Science

réglementaire et Sciences pour la sécurité de Sidney, et la conception détaillée a été terminée pour les projets TerraCanada Mississauga et TerraCanada Hamilton.

Vision et plan à long terme pour la Cité parlementaire

Malgré la pandémie de COVID-19, SPAC a réalisé des progrès considérables dans la restauration et la modernisation de la Cité parlementaire, dans le cadre de la Vision et plan à long terme (VPLT). La santé et la sécurité demeurent les priorités de SPAC. Les activités de construction se sont poursuivies suivant les directives du gouvernement de l'Ontario et les protocoles de santé et

sécurité de l'industrie, fondés sur la prévention, la détection et l'intervention, qui sont en place pour assurer un bon éloignement social et un bon cloisonnement sur le chantier de construction. Des mesures telles que les contrôles de températures aux points d'entrée et le port de masques non médicaux pour tous les travailleurs de la construction ont été prises.

Toutes les activités de construction sont restées sur la bonne voie pour les projets de réhabilitation de l'édifice du Centre et de l'édifice de l'Est (phase 1). Le développement d'une conception qui répond aux besoins d'un parlement



Toutes les activités de construction sont restées sur la bonne voie pour les projets de réhabilitation de l'édifice du Centre et de l'édifice de l'Est (phase1). La conception répond aux besoins d'un parlement moderne du XXI^e siècle tout en conservant la valeur patrimoniale de l'édifice du Centre et de la Colline du Parlement.

moderne du XXI^e siècle tout en conservant la valeur patrimoniale de l'édifice du Centre et de la Colline du Parlement a été approuvé par l'Institut royal d'architecture du Canada et un panel d'examineurs indépendants composé d'éminents professionnels du design. La moitié des travaux de démolition et d'élimination des matières dangereuses à l'intérieur de l'édifice du Centre ont été achevés, avec grand soin. À l'extérieur du bâtiment, les travaux d'excavation du nouveau Centre d'accueil du Parlement sont également à moitié achevés, et les travaux de maçonnerie de la façade nord ont commencé.

Le ministère passe à une approche globale pour créer un campus parlementaire intégré, en tenant compte des questions importantes concernant l'infrastructure de connectivité comme l'accessibilité, le développement durable, la sécurité, la GI-TI et le déplacement des personnes, des marchandises et des véhicules. Le réaménagement des îlots 1, 2 et 3 est crucial pour créer un campus parlementaire moderne et ainsi fournir des installations à long terme qui soutiennent efficacement les travaux des parlementaires pour les années à venir.

En 2020 à 2021, le réaménagement du premier des trois îlots qui font face à la Colline du Parlement a été complètement lancé par un concours international de conception architecturale. L'îlot 2 a été choisi comme premier îlot qui sera réaménagé, étant donnée sa relation la plus directe avec la Colline du Parlement. Il représente une formidable capacité d'aménagement et permet de remplir les besoins à court terme, comme

des locaux transitoires pour soutenir la réhabilitation des biens de base. Le concours de conception a été lancé dans le cadre du projet de réaménagement de l'îlot 2 et exploitera des idées novatrices tout en faisant la promotion de l'excellence en conception. Un jury indépendant examinera les conceptions et en recommandera une qui reflète les besoins du Parlement.

SPAC a fait progresser l'Examen de l'accessibilité universelle et plan d'action avec l'objectif de définir une stratégie claire pour l'accessibilité dans la Cité parlementaire. Ce plan permettra l'accessibilité universelle tout en prenant en compte les considérations fonctionnelles, opérationnelles, sécuritaires et patrimoniales. Le plan définitif sera approuvé par un comité consultatif sur l'accessibilité qui a été formé pour donner des conseils et directives sur la conception de l'Examen de l'accessibilité universelle et plan d'action.

SPAC est déterminée à mettre en valeur la Cité parlementaire comme un modèle de développement durable en réduisant ses émissions de GES de 80 % d'ici 2030 (par rapport aux niveaux de 2005). Au 31 mars 2020, la Cité avait réduit ses émissions de GES d'un peu plus de 60 %, et elle est en bonne voie d'atteindre sa cible pour 2030. En 2020 à 2021, SPAC a aussi réalisé une évaluation de la vulnérabilité aux changements climatiques de la Cité parlementaire et a défini une stratégie de concert avec le Programme d'acquisition de services énergétiques (PASE) afin d'établir une voie à suivre pour atteindre la carboneutralité dans la Cité.

Initiative de paiement rapide

Bien que la *Loi fédérale sur le paiement rapide des travaux de construction* ait reçu la sanction royale en juin 2019, il reste beaucoup de travail à faire avant que le régime de paiement rapide prenne effet. Cela comprend l'élaboration et l'approbation d'un règlement pour établir une autorité d'arbitrage (des personnes certifiées qui peuvent arbitrer un différend) et l'établissement de délais d'arbitrage avec les titres de compétences requis pour les arbitres certifiés et qualifiés, ainsi que la modification du contrat de construction standard du gouvernement fédéral pour prendre en compte la nouvelle loi et le nouveau règlement et intégrer divers éléments de paiement rapide. Le règlement sur le paiement rapide n'était pas prêt pour la mise en application au 31 mars 2021 en raison de retards provoqués par la COVID-19. Cependant, SPAC a poursuivi l'élaboration de règles pour assurer la mise en place d'un régime de paiement rapide. En octobre 2020, le ministère a reçu l'appui de son groupe consultatif sur le paiement rapide au sujet de la position de principe ministérielle sur le règlement. Les directives de rédaction de la réglementation et un résumé de l'étude d'impact de la réglementation ont été préparés, et le dossier relatif à la réglementation a été remis au ministère de la Justice du Canada aux fins d'évaluation et de rédaction officielle. Le règlement a récemment été achevé, et la demande de propositions pour une autorité d'arbitrage sera publiée après la prépublication du règlement dans la *Gazette du Canada*.

Analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus)

SPAC a recueilli des renseignements sur le sexe et le genre auprès de ses directions générales et de ses régions lors d'un exercice d'autoévaluation mené à l'été 2020. L'analyse fait ressortir des possibilités d'améliorer l'équité et l'inclusion dans la conception du lieu de travail. Les principales constatations ont été regroupées en quatre thèmes : l'autonomie, la dynamique de groupe, la vie privée et le bien-être.

L'ACS Plus de Milieu de travail GC a fourni des lignes directrices pour la conception de Milieu de travail GC avec des recommandations qui appuient les principes d'accessibilité et d'inclusion. Un plan de mise en application a été dressé pour assurer la conformité à l'**orientation politique du gouvernement du Canada en matière de renseignements sur le sexe et le genre**^{xxi}. SPAC a organisé une semaine de sensibilisation à l'ACS Plus en novembre 2020 pour promouvoir cette nouvelle réalité.

Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les Objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD)

Les activités prévues par SPAC en vertu de sa responsabilité essentielle Biens et infrastructure soutiennent les efforts du Canada afin de se conformer au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Les différents programmes et initiatives relevant de cette responsabilité essentielle, comme le programme du

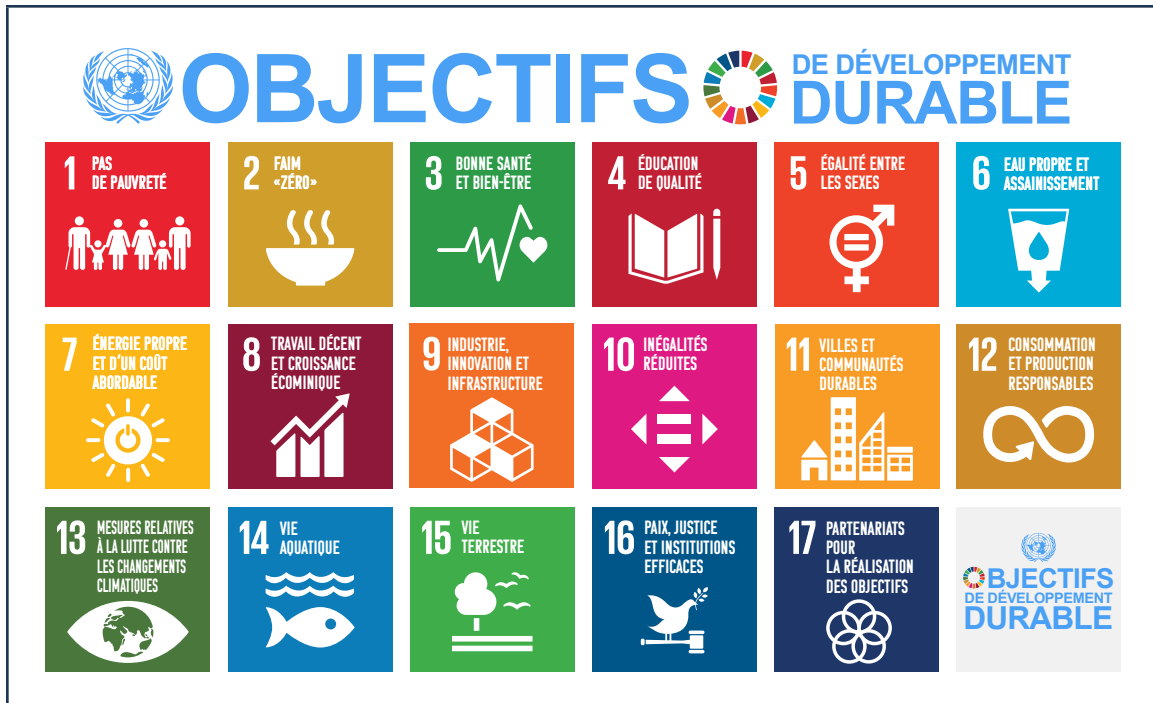


Figure 1. Objectifs de développement durable des Nations Unies.

Milieu de travail GC, les bâtiments intelligents, le plan pour réaliser un portefeuille neutre en carbone, le plan d'action des services immobiliers, le plan à long terme pour les locaux à bureaux, la remise en état des principaux biens et la cession des terrains fédéraux excédentaires aux fournisseurs de logements, contribuent à réaliser les objectifs suivants :

- garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable (ODD 7, cible 7.2);
- bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation (ODD 9, cibles 9.1 et 9.4);
- établir des modes de consommation et de production durables (ODD 12, cibles 12.5 et 12.7);

- prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions (ODD 13 cible 5c); et
- faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables (ODD 11 cible 11.1).

Afin d'atteindre les objectifs ci-dessus, le plan à long terme pour les locaux à bureaux est centré autour de cinq piliers : le personnel, le portefeuille, l'écologisation, le gouvernement numérique et les initiatives socio-économiques. Le plan intègre les initiatives d'écologisation pangouvernementales telles que la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) 2019 à 2022 et la Stratégie pour un gouvernement vert : Une directive du gouvernement du Canada du Secrétariat du Conseil du Trésor. Le plan est aussi orienté en fonction des initiatives

dirigées par SPAC, comme la Feuille de route pour la RCN pour des opérations gouvernementales à faible teneur en carbone, le plan national de portefeuille neutre en carbone de SPAC et la Stratégie environnementale et de développement durable des Biens immobiliers de SPAC.

De plus amples informations sur les ODD sont disponibles sur le site Web des [Nations Unies](#)^{xxii}.

Expérimentation

Initiative relative aux outils intelligents

L'Initiative relative aux outils intelligents de SPAC a été créée pour aider les exploitants d'immeubles et le personnel d'entretien à mener leurs activités et à produire des rapports en utilisant des solutions plus modernes, novatrices et numériques. Dans la plupart des bâtiments, des systèmes numériques permettent de contrôler l'équipement mécanique et électrique. Le système de bâtiments intelligents recueille les données brutes générées par cet équipement et les analyses en temps réel pour repérer les problèmes qui exigent une attention et les régler rapidement.

En 2020 à 2021, SPAC a continué d'acquérir et d'essayer des outils intelligents visant à détecter les inefficacités dans les systèmes en place dans les immeubles et à améliorer la prestation des services de gestion des immeubles aux clients.

Projet exploratoire sur l'évolution du travail

SPAC a lancé le projet exploratoire sur l'évolution du travail afin de trouver des solutions pour revenir en toute sécurité sur le lieu de travail. Ce projet consiste

en des lieux de travail partagés pour les employés de SPAC. Les employés de SPAC peuvent travailler de n'importe où avec les outils et l'équipement dont ils ont besoin, profitant des avantages du travail à distance, du travail au bureau ou d'une combinaison des deux, lorsque c'est possible. Ce projet pilote servira de guide et fournira des normes pour tout le gouvernement du Canada et pour la création d'espaces partagés interministériels. Les domaines d'expérimentation comprennent les pratiques de santé et sécurité au travail, un système d'accès sécuritaire évolutif, une application de réservation et une technologie de surveillance de l'utilisation de l'espace.

Projet C.D. Howe Innovation

D'autres projets pilotes sont en cours pour limiter les endroits fréquentés afin d'améliorer la santé des employés et l'accessibilité. Par exemple, l'immeuble C.D. Howe fait usage de technologies sans contact comme une application de boutons d'ascenseur, une application de réponse rapide (QR) et une technologie de communication en champ proche (CCP) dans la signalisation et les toilettes qui fonctionne avec des détecteurs de mouvement. SPAC a également mis en œuvre 10 projets pilotes dans cet immeuble pour éliminer l'utilisation du plastique à usage unique, réduire la quantité de déchets envoyés à l'enfouissement et promouvoir la production et l'utilisation d'énergie renouvelable, pour n'en mentionner que quelques-uns. Ces projets pilotes aideront aussi à évaluer l'utilisation de nouvelles technologies canadiennes en étudiant des solutions disponibles sur le marché dans ces domaines en vue de définir une stratégie

ministérielle pour l'adoption de solutions novatrices dans le portefeuille de biens immobiliers de SPAC. Ces projets pilotes aideront aussi le ministère à créer un cadre pour le déploiement de solutions novatrices au sein de son portefeuille de biens immobiliers.



Projet C.D. Howe

Dans le cadre du projet C.D. Howe Innovation, SPAC a mis en œuvre 10 projets pilotes pour éliminer l'utilisation du plastique à usage unique, réduire la quantité de déchets envoyés à l'enfouissement et promouvoir la production et l'utilisation d'énergie renouvelable.

Atténuation des risques

Intégrité et sécurité des biens immobiliers

Il existe un risque que les changements climatiques, les désastres naturels, la détérioration de l'infrastructure au fil du temps et des événements d'origine humaine compromettent la sécurité, l'intégrité et le fonctionnement des biens immobiliers et des biens d'infrastructure de SPAC. Afin d'atténuer ce risque, SPAC :

- a travaillé en étroite collaboration avec ses partenaires de l'industrie et du gouvernement fédéral, les unités de négociation et les autorités sanitaires provinciales et territoriales pour fournir des directives et assurer la sécurité et le fonctionnement continu des lieux de travail;
- a créé un plan de continuité des activités et des programmes de gestion des urgences qui comprennent des tests et des examens réguliers et prévoient des mesures d'atténuation claires pour faire face aux éventuelles perturbations de l'exploitation;
- a continué la mise en application de la politique sur l'intégrité des biens en produisant régulièrement des rapports sur l'état et le rendement des immeubles en indiquant les risques associés à l'entretien différé. De plus, les renseignements présentés dans les rapports sur l'état des immeubles aident à produire de bons rapports financiers à l'intention du Secrétariat du Conseil du Trésor et facilitent l'évaluation du caractère essentiel des biens dans le Répertoire des biens immobiliers fédéraux;

- a établi des rôles, des responsabilités, des outils et des échéanciers clairs et étayés par les politiques pour évaluer l'intégrité des biens et gérer le portefeuille des immobilisations corporelles;
- a continué de concevoir tous les projets de réhabilitation et les nouveaux projets de construction de manière à ce qu'ils soient carboneutres, d'intégrer la résilience climatique dans l'exploitation des immeubles, d'augmenter la résilience sismique du portefeuille et d'améliorer le rendement thermique des immeubles patrimoniaux;
- a amélioré sa capacité à surveiller, à évaluer et à gérer les changements de niveau d'eau près de ses barrages, s'adaptant ainsi aux effets des changements climatiques;
- a travaillé avec Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) et ses partenaires provinciaux pour améliorer les jauges hydrométriques, les stations météorologiques, la collecte de données et la modélisation dans tous les bassins hydrographiques pour affiner les prévisions concernant la fonte des neiges et la hausse des niveaux d'eau lors des crues afin de gérer les voies navigables et de limiter les inondations;
- a élaboré et mis en œuvre des processus pour inscrire les installations souterraines dans des centres de services d'avis régionaux pour réduire les risques de dommages associés aux activités d'excavation.

Exécution des initiatives à grande échelle et complexes

Il y a un risque que la complexité des projets, la dépendance aux partenaires ainsi que les travaux et les retards dans l'approvisionnement occasionnés par la pandémie nuisent à l'exécution efficace et efficiente des grands projets de SPAC, notamment la réhabilitation de la Cité parlementaire, et au développement des lieux de travail de Milieu de travail GC et des installations scientifiques fédérales. Afin d'atténuer ce risque, SPAC :

- a travaillé en étroite collaboration avec ses partenaires de l'industrie et du gouvernement fédéral, les unités de négociation et les autorités sanitaires provinciales et territoriales pour fournir des directives et assurer la sécurité et le fonctionnement continu des lieux de travail;
- a fait appel à des équipes mixtes pour assurer une capacité suffisante;
- a mis à profit les processus financiers améliorés et les améliorations apportées à d'autres processus et procédures commerciaux dans la planification et l'exécution des programmes et des projets;
- a collaboré étroitement avec le Secrétariat du Conseil du Trésor et d'autres ministères et organismes gouvernementaux pour assurer la planification efficace du portefeuille et des projets, la gestion de l'information et de l'équipement informatique et la sécurité;
- a consulté les parlementaires et les partenaires de l'industrie sur des projets clés comme les programmes d'apprentissage et le recrutement auprès des Autochtones et à l'étranger, ainsi que les problèmes émergents.

Financement prévisible des immobilisations

Il y a un risque que la transition de SPAC vers un modèle de financement prévisible des immobilisations perturbe la livraison des programmes d'infrastructure du ministère et ait un impact sur l'attribution opportune et stratégique des fonds requis pour assurer la saine gestion du portefeuille de biens. Afin d'atténuer ce risque, SPAC :

- a établi un bureau de projet spécial pour gérer la transition vers le nouveau modèle de financement et favoriser l'atténuation des risques qui y sont associés;
- a présenté un outil de modélisation et de production de rapports afin de faire état du financement disponible et d'appuyer la planification et la gestion des projets et la production de rapports à leur sujet.

Résultats atteints pour Biens et infrastructure

Résultat ministériel 2020 à 2021	Indicateur de rendement 2020 à 2021	Résultat réel 2018 à 2019	Résultat réel 2019 à 2020	Cible 2020 à 2021	Date d'atteinte de la cible	Résultat réel 2020 à 2021
Les biens immobiliers fédéraux et les services connexes répondent aux besoins des clients du gouvernement fédéral, des partenaires et/ou des parlementaires, et garantissent aux Canadiens le meilleur rapport qualité-prix.	Pourcentage des immeubles appartenant à l'État qui sont dans un état adéquat ou meilleur.	53 %	62 % ¹	Au moins 53 %	31 mars, 2021	58 %
	Pourcentage des édifices patrimoniaux appartenant à l'État qui sont dans un état adéquat ou meilleur.	S.O.	47 % ²	S.O. ³	31 mars, 2021	48 %
	Pourcentage des locaux à bureaux gérés par SPAC qui sont modernisés chaque année, afin de respecter les normes d'aménagement des locaux en vigueur du gouvernement du Canada.	2,1 %	4,5 %	≥4 %	31 mars, 2021	3,32 % ⁴
	Pourcentage des projets immobiliers qui sont exécutés dans le respect de la portée, des délais et du budget.	98 %	95 %	Au moins 95 %	31 mars, 2021	95 %
	Pourcentage du temps pendant lequel les installations de SPAC sont totalement opérationnelles.	99,78 %	99,38 %	≥99 %	31 mars, 2021	99,62 %
	Dépenses de fonctionnement par mètre carré des locaux à bureaux appartenant à l'État.	\$142,41 par m ²	\$132,66 par m ²	Au plus \$142,41 par m ²	31 mars, 2021	135,35 \$
	Les dépenses d'infrastructure du gouvernement fédéral appuient les priorités sociales, économiques et environnementales du Canada.	Pourcentage des immeubles appartenant à SPAC et des immeubles bail-achat ayant des fonctionnalités en appui à l'accessibilité de l'environnement bâti.	S.O. ⁵	S.O. ⁶	Au moins 15 % ⁷	31 mars, 2021
Pourcentage de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le portefeuille d'immeubles de SPAC appartenant à l'État, à l'exclusion des logements.		54,3%	58,1 %	Au moins 40 %	31 mars, 2030	57,6 %

1. Le résultat de 2019 à 2020 n'était pas disponible au moment de publier le Rapport sur les résultats ministériels 2019 à 2020. Le résultat réel est nettement meilleur que la cible de 53 % en raison d'une initiative de nettoyage des systèmes et de grands travaux de recapitalisation entrepris sur certains biens du portefeuille de SPAC (dans la RCN et la région de Toronto).
2. Le résultat de 2019 à 2020 n'était pas disponible au moment de publier le Rapport sur les résultats ministériels 2019 à 2020.
3. Une cible n'était pas disponible pour 2020 à 2021, parce que cet indicateur a été révisé et que la méthodologie était toujours en cours d'élaboration. Une cible d'« au moins 53 % » a été établie pour 2021 à 2022.
4. En raison du coût croissant des matériaux et des retards de construction imputables à la pandémie de COVID-19, le programme de modernisation de l'aménagement n'a pas atteint sa cible.
5. Le résultat de 2018 à 2019 n'était pas disponible pour cet indicateur, parce que la méthodologie était en cours de révision pour assurer son harmonisation avec la version de 2018 de la norme CSA B651.
6. Cet indicateur et la méthodologie connexe faisaient l'objet d'un examen en 2019 à 2020 et, par conséquent, le résultat n'était pas disponible.
7. La méthodologie et la cible étaient encore en cours d'élaboration en 2019 à 2020 et une cible n'était pas disponible pour le Plan ministériel de 2020 à 2021. La cible a depuis été fixée à 15 %.
8. Dans le portefeuille de biens appartenant à l'État et de biens achetés à bail de SPAC, un total de 64 évaluations techniques de l'accessibilité par rapport à la norme CSA B651-2018 ont été réalisées en 2020 à 2021. Cela représente 17 % de l'objectif de procéder à une évaluation technique de l'accessibilité pour ses 371 immeubles appartenant à l'État et immeubles crédit-bail immobilier d'ici 2024.

Des renseignements supplémentaires sur les indicateurs de résultats ministériels de Services publics et Approvisionnement Canada sont disponibles dans l'[InfoBase du GC^{xxiii}](#).

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC^{xxiv}](#).

Ressources financières budgétaires (en dollars) pour Biens et infrastructure

Budget principal des dépenses 2020 à 2021	Dépenses prévues 2020 à 2021	Autorisations totales pouvant être utilisées 2020 à 2021	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2020 à 2021	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2020 à 2021
3 068 409 083	3 068 409 083	3 307 334 352	2 755 014 069	(313 395 014)

L'écart entre les dépenses réelles et les dépenses prévues est principalement attribuable aux retards pris dans le lancement des appels d'offres et l'achat de matériel auprès des fournisseurs en raison de la pandémie de COVID-19.

Ressources humaines (équivalents temps plein) pour Biens et infrastructure

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2020 à 2021	Nombre d'équivalents temps plein réels 2020 à 2021	Écart (nombre d'équivalents temps plein réels moins nombre d'équivalents temps plein prévus) 2020 à 2021
4 423,02	4 226,01	(197,01)

Il n'y a pas d'écart important entre les équivalents temps pleins réels et prévus.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC^{xxv}](#).

Soutien à l'échelle du gouvernement

SPAC fournit des services administratifs et des outils aux organisations fédérales qui leur permettent d'offrir des programmes et des services aux Canadiens.

Résultats

***Résultat ministériel :** Les organisations fédérales ont accès à des outils et à des services linguistiques de haute qualité.*

Consolidant son rôle de centre d'excellence en services linguistiques, le Bureau de la traduction a continué de fournir des services de traduction et d'interprétation au Parlement et au gouvernement du Canada dans les langues officielles, étrangères et autochtones pendant la

pandémie de COVID-19. La prestation de ces services linguistiques était essentielle à la transmission des communications nationales à tous les Canadiens.

En 2020 à 2021, le Bureau de la traduction a lancé son nouveau système de gestion des services linguistiques, GClingua. La profession de traducteur évolue toujours grâce à de nouveaux outils technologiques, ce qui permet d'augmenter les volumes de traduction et de se concentrer davantage sur la révision et la postédition. Le Bureau de la traduction a continué de miser sur les avancées technologiques pour améliorer les outils accessibles aux Canadiens en soutien aux langues officielles du Canada.

En parallèle, le Bureau de la traduction a aussi exploré divers outils d'intelligence artificielle qui visent à réaliser des gains d'efficacité dans le flux de travail, en mettant constamment l'accent sur la qualité. Les travaux réalisés en collaboration avec le Conseil national de recherches du Canada (CNRC) ont été essentiels pour établir les priorités, comme l'évaluation automatisée de la qualité et la détermination automatisée du domaine. Le Bureau de la traduction a aussi élaboré un protocole de test pour recueillir les commentaires des traducteurs professionnels sur la qualité de la traduction automatique neuronale. Cette expérimentation servira de base afin d'établir une approche agile pour dresser un plan d'approvisionnement en intelligence artificielle en 2021 à 2022.



En 2020 à 2021, le Bureau de la traduction a fourni des services d'interprétation en langue des signes à plus de 400 points de presse sur la santé publique et d'autres breffages concernant la pandémie.

La pandémie a forcé le Bureau de la traduction à redoubler d'efforts pour garantir des communications accessibles aux Canadiens sourds, devenus sourds ou malentendants. Au cours de la dernière année, il a fourni des services d'interprétation en langue des signes à plus de 400 points de presse sur la santé publique et d'autres breffages concernant la pandémie. De plus, il a offert l'interprétation vidéo à distance pour les services d'interprétation en langue des signes. Afin d'assurer une telle interprétation de grande qualité, il a aussi défini des lignes directrices et des exigences de prestation de services pour les interprètes employés et indépendants. L'interprétation vidéo à distance lui permet de faire appel à des interprètes en langue des signes de partout au pays, élargissant ainsi son bassin de ressources.

Par ailleurs, le Bureau de la traduction a traduit diverses communications pour l'Agence de la santé publique du Canada concernant la pandémie de COVID-19 dans des langues autochtones. Il a aussi fourni des services d'interprétation en inuktitut, en nunavik, en mohawk en inuinnaqtun et en moskégon. Au cours de la dernière année, le nombre de fournisseurs de services linguistiques autochtones a augmenté à plus d'une centaine, qui traitent plus de 50 des quelque 90 langues et dialectes autochtones.

***Résultat ministériel :** Le gouvernement fait affaire avec des fournisseurs éthiques et veille à ce que l'information de nature délicate soit manipulée de manière appropriée.*

SPAC a continué d'appliquer le régime d'intégrité pour contribuer à garantir que le gouvernement du Canada fasse affaire avec des fournisseurs éthiques et protège l'intégrité de l'approvisionnement et des transactions immobilières dans un marché en évolution. Le ministère a continué d'évaluer et de perfectionner les options potentielles afin de mieux atténuer les risques nouveaux et émergents pour l'intégrité de l'approvisionnement fédéral. En collaboration avec ses partenaires provinciaux et territoriaux, SPAC a participé à l'établissement d'un groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur l'intégrité qui se concentre sur l'atténuation des risques pour l'approvisionnement en temps de crise. Le mandat de ce groupe de travail est de cerner les domaines de risque et d'échanger des stratégies d'atténuation dans l'approvisionnement public dans les diverses administrations au Canada.

SPAC a simplifié les processus pour que la vérification de l'intégrité et la détermination du statut d'un fournisseur aux termes de la politique d'inadmissibilité et de suspension soient faites de manière complète et efficace. De plus, afin d'appuyer la réponse du gouvernement du Canada à la pandémie de COVID-19, un processus de vérification ponctuelle de l'intégrité a été établi pour accélérer la conclusion des contrats relatifs à l'EPI. Durant l'année, le ministère a traité près de 25 447 demandes de vérification de l'intégrité (pour un total de 467 575 vérifications de nom) afin d'aider les ministères et organismes fédéraux à vérifier la conformité des fournisseurs au régime.

SPAC a terminé la dernière phase de son évaluation des risques de fraude en septembre 2020, remplissant ainsi son

engagement à réaliser une telle évaluation au niveau ministériel, comme le recommandaient les **Rapports du vérificateur général du Canada au Parlement du Canada—Printemps 2017—Rapport 1—Gérer le risque de fraude**^{xxvi}. Cet exercice lui a permis de renforcer ses contrôles internes pour détecter et prévenir la fraude et prendre de nouvelles mesures antifraudes.

SPAC a mis à jour sa politique sur la surveillance de l'équité pour s'assurer que ses activités ministérielles sont menées de manière équitable, ouverte et transparente, fournissant des exigences claires pour déterminer si la surveillance de l'équité est requise.

En 2020 à 2021, le Programme de gestion des conflits d'ordre commercial (PGCC) a répondu à 16 demandes de renseignements généraux, a traité 44 demandes de règlement extrajudiciaire de différends à toutes les étapes du processus de passation de contrats, dans tous les domaines de contrats, et a suivi un processus de médiation pour régler des différends commerciaux. Les responsables du PGCC ont aussi travaillé en étroite collaboration avec les responsables du Programme des approvisionnements et le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement et intégré une clause de règlement des différends dans les modèles d'achats courants qui renvoie à de l'information sur les



En 2020 à 2021, on a compté plus de 23 millions de visites uniques sur gcsurplus.ca, et le nombre de clients inscrits a bondi de 20 %. Le nouveau site d'enchères en ligne à invitation ouverte à soumissionner a contribué à faire augmenter le nombre de soumissions en ligne de 82 %, et 13000 articles y ont été vendus!

options potentielles d'autres mécanismes de règlement des différends.

Dans le cadre du Programme de sécurité des contrats, SPAC a élaboré une initiative de « prochaines étapes » pour rediriger les efforts de traitement des demandes de contrôle de sécurité pour les participants actifs dans un processus d'approvisionnement. Cette méthode ciblée vise à mieux intégrer les exigences de sécurité tôt dans le processus, avec des échéances réalistes pour permettre que les contrôles de sécurité soient faits lorsqu'ils sont vraiment requis. Les avantages pour l'industrie sont multiples : réduction des retards dans les contrôles de sécurité, attribution rapide des contrats, réduction du fardeau et amélioration de la posture de sécurité des agents de sécurité d'entreprise.

Dans la foulée du Programme de sécurité des contrats, un processus d'inspection informatique externe a été mis en place. Depuis le début de la période d'essai, 509 inspections informatiques externes ont pu être réalisées et des inspections sur place ont pu être effectuées pour valider le processus. L'analyse des résultats a confirmé les avantages de la nouvelle méthode et le fait que les risques résiduels pouvaient être correctement atténués. Cela a été particulièrement avantageux compte tenu des restrictions de voyage en vigueur pendant l'exercice financier 2020 à 2021. En raison de ces restrictions, le Programme de sécurité des contrats a aussi permis d'appliquer la nouvelle méthode d'inspection informatique dans le cadre de ses inspections sur place de la sécurité des lieux.

La pandémie a nui à la capacité du Programme de sécurité des contrats de donner de la formation sur place aux agents de sécurité d'entreprise de l'industrie. Afin de régler ce problème et de maintenir l'approche de prestation axée sur le client, un certain nombre de webinaires de formation à l'intention des agents de sécurité de l'entreprise ont été élaborés afin d'aider ces derniers à mieux comprendre leurs responsabilités relatives aux demandes de contrôle, au suivi et à la sensibilisation à la sécurité, et à remplir les formulaires de demande. Ces webinaires abordaient aussi les préoccupations de l'industrie concernant les retards dans le traitement des demandes de contrôle de sécurité, tout particulièrement en ce qui a trait aux dossiers complexes.

Malgré les restrictions de voyage, en octobre 2020, le Programme de sécurité des contrats a permis de conclure avec succès la négociation d'un instrument de sécurité bilatéral avec l'Agence spatiale européenne pour ouvrir un nouveau marché spatial pour l'industrie canadienne et pour contribuer au programme d'économie et de sécurité nationale du Canada.

En 2020 à 2021, dans le cadre du Programme de sécurité des contrats, des améliorations ont été apportées à l'approche de prestation axée sur le client pour protéger les marchandises contrôlées et la technologie au Canada avec de meilleurs outils et processus. En réponse au rapport 2018 à 2019 du Bureau de la vérification et de l'évaluation, un mécanisme de production de rapports interne a été élaboré pour

Rapport sur les résultats ministériels 2020 à 2021

fournir un sommaire des activités de conformité, dont un outil sur mesure pour repérer et signaler les problèmes de non-conformité et formuler des recommandations pour les régler.

Résultat ministériel : *Les organisations fédérales disposent des services de soutien et des outils dont elles ont besoin pour offrir leurs programmes aux Canadiens.*

En 2020 à 2021, SPAC a continué de faire progresser la modernisation des technologies pour améliorer son rendement en matière de prestation de services. SPAC a livré des solutions de technologie de l'information aux ministères et aux organismes qui utilisent les systèmes administratifs d'entreprise partagés comme GCcas, GCdocs, GCinterop et GCshare et le Programme de voyage de prochaine génération.

En 2020 à 2021, les services GCdocs ont été élargis pour inclure l'intégration de Microsoft 365 et faire en sorte que les clients aient la capacité de gérer leurs renseignements comme un bien. GCdocs est utilisé par 83 ministères et organismes clients et 287 000 utilisateurs internes du gouvernement.

GCinterop a été établi comme service pangouvernemental qui permet l'interopérabilité entre les solutions pour soutenir l'échange de données communes et la fonctionnalité d'applications communes dans les ministères et dans l'ensemble du gouvernement du Canada. En 2020 à 2021, GCinterop a joué un rôle central dans la livraison de MaPayeGC. L'interface GCinterop fournit un mécanisme d'échange de données de Phénix à MaPayeGC.

GCcas est une solution de gestion des cas éprouvée que les ministères et les organismes utilisent pour faire le suivi des renseignements des clients, des cas et d'une multitude de renseignements opérationnels cruciaux qui améliorent le service à la clientèle. En soutien à la réponse du gouvernement du Canada à la COVID-19, GCcas a été utilisé par Emploi et Développement social Canada (EDSC) pour distribuer les fonds de secours. GCcas a desservi 50 ministères clients et 18 000 utilisateurs internes.

SPAC a commencé la mise en œuvre de sa stratégie de transformation numérique et encourage les employés à adopter de nouveaux comportements et de nouvelles méthodes de travail. Le ministère a mis sur pied le réseau de l'innovation numérique, un réseau virtuel d'experts, de laboratoires et d'outils panministériel

Le saviez-vous?

GCSurplus a transformé ses opérations pour appuyer la distribution d'EPI, gérant plus de 40 millions d'articles pour 61 ministères et organismes, et a apporté un soutien continu à l'ASPC pour le dessaisissement de l'EPI et la production nationale de vaccins. En 2020 à 2021, on a compté plus de 23 millions de visites uniques sur gcsurplus.ca, et le nombre de clients inscrits a bondi de 20 %. Le nouveau site d'enchères en ligne à invitation ouverte à soumissionner a contribué à faire augmenter le nombre de soumissions en ligne de 82 %, et 13 000 articles y ont été vendus!

qui permet aux équipes de travailler avec des experts de l'expérience utilisateur et du numérique pour améliorer les services que les ministères offrent aux clients par l'innovation, l'expérimentation, la création de prototypes et l'essai de nouvelles solutions avec les utilisateurs. Depuis 2020 à 2021, le Bureau de conception axée sur l'humain aide les équipes de SPAC à transformer leurs services, par exemple en modernisant le portail des pensions utilisé par plus de 300 000 employés fédéraux, en concevant un nouveau système pour gérer les biens saisis, et en créant une carte d'identité commune pour les employés qui pourrait être utilisée dans l'ensemble du gouvernement fédéral.

SPAC fournit des services de numérisation et de saisie de données, gère les services d'information du gouvernement pour aider au suivi et à l'analyse des médias, a commandé une recherche sur l'opinion publique, publicise et gère publications.gc.ca, et publie le journal officiel du gouvernement du Canada, la *Gazette du Canada*. Le ministère offre également des services spécialisés, comme l'Office des normes générales du Canada, GCSurplus et la gestion des biens saisis au nom du gouvernement du Canada.

L'équipe de la *Gazette du Canada* a élaboré et adopté de nouvelles procédures pour publier le journal à distance dans le contexte du télétravail. La *Gazette du Canada* a publié plus de 12 000 pages, ce qui représente une de ses années les plus occupées de mémoire récente. Ce grand nombre d'avis a été traité rapidement et efficacement, dans le respect des échéances et des normes

de service. Depuis le 1^{er} mars 2020, 14 185 publications ont été ajoutées à la collection du www.publications.gc.ca, dont 810 avaient pour sujet la COVID-19.

En soutien à la réponse du Canada à la COVID-19, l'Office des normes générales du Canada (ONGC) a participé activement à la recherche de normes relatives aux gants d'examen médical et à l'évaluation technique de ces gants, afin d'assister le Programme des approvisionnements de SPAC, Santé Canada et l'ASPC dans l'achat d'équipement médical d'urgence pour les travailleurs de première ligne. L'ONGC a pris en charge l'administration d'un nouveau comité technique ISO, la norme internationale phare de gestion de la qualité.

Les Services d'imagerie documentaire (SID) se sont rapidement adaptés pour définir des mesures de santé et sécurité en vue de continuer d'offrir des services d'imagerie aux ministères et aux organismes. Ils ont été en mesure de fournir des services de numérisation et de saisie de données à l'ASPC pour la collecte de renseignements sur les voyageurs qui entrent au Canada par voie terrestre, maritime ou aérienne. Au 30 septembre, environ 670 000 formulaires de voyageur avaient été traités.

Analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus)

En 2020 à 2021, SPAC a travaillé en partenariat avec la Gendarmerie royale du Canada (GRC) pour utiliser l'ACS Plus afin de comprendre les biais relatifs à la biométrie à l'appui des services numériques, dont la gestion de l'identité, des justificatifs et de l'accès.



Le Bureau de la traduction a mis en œuvre un certain nombre de mesures pour protéger la santé et la sécurité des interprètes et a élaboré des lignes directrices pour établir des conditions optimales qui permettent aux interprètes de fournir des services de grande qualité dans un environnement sûr.

Le Bureau de la traduction a aidé les fonctionnaires fédéraux à communiquer clairement, efficacement et de façon cohérente avec tous les Canadiens dans les deux langues officielles. À cette fin, en 2020 à 2021, il a créé des glossaires, dont un sur la COVID-19, enrichi le glossaire sur la diversité sexuelle et de genre, réalisé des travaux de normalisation terminologique en partenariat avec divers ministères et organismes et continué l'expansion de TERMIUM Plus®, la banque de données terminologiques et linguistiques du Canada.

Le Bureau de la traduction fournit des services d'interprétation dans la langue des signes américaine (LSA) et la langue des signes québécoise (LSQ) aux grands événements organisés par le gouvernement du Canada, donnant accès à l'information aux personnes dont la langue principale est la LSA ou la LSQ. Ces services d'interprétation en langue des signes sont également offerts par vidéo à distance.

Dans le cadre d'un projet pilote lancé en novembre 2020, le Bureau de la traduction a aussi assisté plusieurs ministères pour la production de traductions vidéo de grande qualité de documents écrits en LSA et en LSQ, donnant ainsi accès aux Canadiens sourds, devenus sourds ou malentendants à l'information du gouvernement. De plus, en collaboration avec la Direction générale des approvisionnements de SPAC, il a travaillé à l'élaboration et à la mise en place d'un processus d'offre à commandes par lequel tous les ministères pourront accéder au système

CART* et aux services de sous-titrage en postproduction.

En outre, le Bureau de la traduction fournit des services de traduction et d'interprétation dans les langues autochtones, améliorant la visibilité et soutenant les efforts des Autochtones dans la revendication, la revitalisation et l'enrichissement de leurs langues comme fondement de leur culture et de leur identité.

Expérimentation

Afin de renforcer la capacité de fournir des services de qualité et rentables en temps voulu, le Bureau de la traduction continue d'étudier et d'expérimenter l'intelligence artificielle et d'autres technologies langagières émergentes pour appuyer le travail des traducteurs et des interprètes, leur permettant de se concentrer sur la qualité, et déterminer quels outils peuvent être utilisés. Cette recherche comprend l'analyse des applications d'intelligence artificielle pour la traduction, l'interprétation à distance, la terminologie et le service à la clientèle.

Atténuation des risques

Transformation numérique

Il y a un risque que SPAC ne continue pas de disposer des systèmes modernes et fiables, de l'expertise et des cyberprotections nécessaires pour fonctionner efficacement et fournir des services dans

un environnement principalement numérique, désormais caractérisé par une hausse marquée du télétravail à temps plein dans tout le ministère.

Afin d'atténuer ce risque, SPAC :

- a mis en place de nouveaux environnements d'équipe virtuels ou outils collaboratifs, dont Teams et d'autres applications M365 sûres;
- a mis à profit l'engagement continu du secteur privé auprès du Centre de compétences en infonuagique afin d'aller chercher l'expertise requise pour fournir plus efficacement des services numériques et en ligne;
- a favorisé la collaboration efficace entre ses directions générales et ses régions, stimulant le développement et la mise en œuvre continue de sa stratégie numérique.

Protection des renseignements

Il y a un risque que les renseignements personnels, commerciaux ou autrement sensibles soient compromis ou divulgués de manière inappropriée, y compris au moyen d'atteinte à la cybersécurité. Afin de garantir que ces renseignements sont bien protégés, SPAC :

- a privilégié le stockage des données au Canada, dont les données générées par Teams et d'autres applications M365 sûres utilisées dans le ministère;
- a actualisé ses politiques concernant la gestion de la sécurité et des urgences au sein du ministère.

*Communication Access Real-Time Translation (CART) [traduction en temps réel] : CART correspond au sous-titrage des discussions en direct, à savoir la transcription instantanée des langues parlées en texte.

Résultats atteints pour Soutien à l'échelle du gouvernement

Résultat ministériel 2020 à 2021	Indicateur de rendement 2020 à 2021	Résultat réel 2018 à 2019	Résultat réel 2019 à 2020	Cible 2020 à 2021	Date d'atteinte de la cible	Résultat réel 2020 à 2021
Les organisations fédérales ont accès à des outils et à des services linguistiques de haute qualité.	Pourcentage des services linguistiques qui sont conformes aux normes de qualité en vigueur.	87,3 % ¹	S.O. ²	Au moins 85 %	31 mars, 2021	84,1 % ³
	Pourcentage de satisfaction globale des clients à l'endroit des outils langagiers et des services linguistiques du Bureau de la traduction.	85,6 %	87,8 % ⁴	Au moins 90 %	31 mars, 2021	89,8 % ⁵
Le gouvernement fait affaire avec des fournisseurs éthiques et veille à ce que l'information de nature délicate soit manipulée de manière appropriée.	Pourcentage des demandes de vérification de l'intégrité opérationnelle traitées selon la norme de service à la clientèle de quatre heures.	99 %	99 %	Au moins 80 %	31 mars, 2021	99 %
	Pourcentage d'enquêtes de sécurité traitées dans un délai de sept jours ouvrables pour les entrepreneurs et les sous-traitants devant avoir accès à des renseignements protégés.	97 %	98 %	Au moins 85 %	31 mars, 2021	84 % ⁶
Les organisations fédérales disposent des services de soutien et des outils dont elles ont besoin pour offrir leurs programmes aux Canadiens.	Pourcentage de la satisfaction globale des clients à l'égard des services de soutien et des outils de SPAC.	S.O. ⁷	S.O. ⁸	Au moins 87 %	31 mars, 2021	76 % ⁹
	Pourcentage des normes de service de SPAC respectées.	74 %	73 %	Au moins 87 %	31 mars, 2021	65 % ¹⁰

- Cet indicateur était, auparavant, séparé en trois éléments qui représentaient les trois services linguistiques du Bureau, soit la traduction, l'interprétation et la terminologie. En 2020 à 2021, ils ont été fusionnés en un seul indicateur. Le résultat réel pour 2018 à 2019 indiqué dans le tableau est donc calculé sur la base du pourcentage moyen des résultats pour la traduction et la terminologie (sans compter les données d'interprétation, puisque celles-ci sont encore en cours d'élaboration).
- Auparavant, cet indicateur était séparé en trois indicateurs représentant les trois services linguistiques du Bureau de la traduction : la traduction, l'interprétation et la terminologie. En 2020 à 2021, ils ont été fusionnés en un seul indicateur. Il n'était pas possible de fournir un résultat pour 2019 à 2020, parce que seul le résultat pour la composante « terminologie » était disponible.
- L'exercice 2020 à 2021 est le premier pour lequel le Bureau de la traduction dispose de résultats réels pour ses trois secteurs d'activités (traduction, interprétation et terminologie). Le léger écart entre la cible et les résultats réels pour cet indicateur est attribuable à l'augmentation soudaine et importante de la demande pour les services d'interprétation parlementaire en raison de la COVID-19. De plus, étant donné le calendrier de reddition de comptes du Bureau de la traduction, les résultats pour cet indicateur seront toujours ceux pour l'exercice précédent. Il importe de prendre note que même si le résultat réel pour cet indicateur est légèrement en-deçà de la cible, le Bureau de la traduction a dépassé ses cibles pour ce qui est des résultats pour la traduction et de la terminologie.
- En raison de la pandémie de COVID-19, la seconde moitié de l'évaluation annuelle pour 2019 à 2020 a été annulée. Par conséquent, seuls les résultats de mi-année sont disponibles pour l'exercice financier 2019 à 2020.
- Cet indicateur prend en compte le pourcentage de satisfaction globale des clients et leur satisfaction à l'endroit des divers outils langagiers auxquels ils ont accès. Malgré une hausse graduelle du résultat d'une année sur l'autre, l'outil de compréhension linguistique est l'outil qui affiche le pire taux de satisfaction (79 %), ce qui peut avoir eu une incidence négative sur le résultat final. Il est important de mentionner que le niveau d'insatisfaction ne varie qu'entre 1 % à 3 % à l'égard des outils langagiers du Bureau de la traduction. Le reste des répondants ont exprimé une opinion neutre.
- Le Programme de sécurité des contrats n'a pas atteint l'objectif de 85 % à cause des difficultés qu'il a subies au cours de deux premiers mois de l'exercice financier, lorsque la pandémie a frappé. Son rendement a été touché négativement par les limites du VPN et la demande d'affecter toutes les ressources disponibles aux besoins urgents de la gestion relatifs à la réponse du gouvernement à la COVID-19. Il a depuis rétabli ses niveaux de service et a ramené les résultats de 2020 à 2021 près de la cible.
- En 2018 à 2019, SPAC a modifié ses pratiques de mesure des clients, et un résultat n'était pas disponible.
- Les pratiques de mesure des clients ont été modifiées en 2018 à 2019. Les données pour cette année-là n'étaient alors pas disponibles, ce qui n'a pas permis de fournir un résultat dans le Rapport sur les résultats ministériels (RRM) de 2018 à 2019 ainsi que dans le RRM de 2019 à 2020.
- La rétroaction de la clientèle a permis de mettre en évidence des possibilités d'amélioration quant à la disponibilité en temps réel de l'information en ligne et la nécessité de simplifier les processus. En réponse à ceci, un plan de mobilisation a été élaboré et est actuellement mis en œuvre à l'échelle du ministère.
- En raison de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la prestation de services et du volume élevé de demande pour des services, plus de services que l'an dernier n'ont pas atteint leurs cibles quant aux normes de service.

Des renseignements supplémentaires sur les indicateurs de résultats ministériels de Services publics et Approvisionnement Canada sont disponibles dans l'[InfoBase du GC^{xxvii}](#).

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC^{xxviii}](#).

Ressources humaines (équivalents temps plein) pour Soutien à l'échelle du gouvernement

Budget principal des dépenses 2020 à 2021	Dépenses prévues 2020 à 2021	Autorisations totales pouvant être utilisées 2020 à 2021	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2020 à 2021	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2020 à 2021
170 809 108	170 809 108	182 590 190	181 625 449	10 816 341

L'écart entre les dépenses réelles et les dépenses prévues est principalement lié à une augmentation des ressources nécessaires à la prestation de services de traduction, d'interprétation et de sous-titrage codé.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC^{xxix}](#).

Ressources humaines (équivalents temps plein) pour Soutien à l'échelle du gouvernement

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2020 à 2021	Nombre d'équivalents temps plein réels 2020 à 2021	Écart (nombre d'équivalents temps plein réels moins nombre d'équivalents temps plein prévus) 2020 à 2021
2 622,12	2 579,18	(67,54)

Il n'y a pas d'écart important entre les équivalents temps plein réels et prévus.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC^{xxx}](#).

Ombudsman de l'approvisionnement

Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA) mène ses activités sans aucun lien de dépendance avec les autres organisations fédérales. En vertu de la loi, il doit examiner les pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales ainsi que les plaintes des fournisseurs canadiens, et de fournir des services de règlement des différends.

Résultats

Résultat ministériel : *Sensibiliser aux enjeux liés à l'approvisionnement et échanger des renseignements (éducation).*

Le BOA a continué de mener des recherches et de produire des rapports sur des sujets courants qui concernent les fournisseurs canadiens et les ministères fédéraux. En 2020 à 2021, il a réalisé deux études intitulées *Dirigeant principal des achats* et *Force majeure* et toutes deux accessibles sur son site Web. En mars 2021, il a animé (virtuellement) son troisième sommet annuel sur la diversification de la chaîne d'approvisionnement du gouvernement fédéral pour mettre en contact les propriétaires d'entreprise canadiens sous-représentés avec des représentants du gouvernement du Canada, des conseils de fournisseurs et d'autres organismes qui peuvent les aider à saisir les possibilités de contrats fédéraux. Plus de 800 participants virtuels de partout au Canada y ont assisté. Pendant les trois demi-journées de programmation, qui comprenaient une variété de présentations et de séances d'information, les fournisseurs ont eu l'occasion de rencontrer des représentants du

gouvernement du Canada, l'économiste en chef du Conference Board du Canada et des représentants de divers programmes et organismes de conseils de fournisseurs.

Résultat ministériel : *Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce à la facilitation (règlement extrajudiciaire des différends).*

Le BOA a continué d'aider les fournisseurs et les organisations fédérales à résoudre les problèmes liés à l'approvisionnement de manière informelle, dans la mesure du possible, et a offert des services officiels de règlement extrajudiciaire des différends (RED), au besoin. En 2020 à 2021, le BOA a reçu un total de neuf demandes de services de RED. Dans un cas, les deux parties ont accepté de recourir au processus de RED et leurs problèmes ont été officiellement résolus par un accord de règlement. Dans trois cas, l'organisation fédérale a refusé de participer au processus de RED. Dans deux autres cas, la nature de la demande de services de RED n'était pas conforme au *Règlement concernant l'ombudsman de l'approvisionnement* et ne pouvait être examinée davantage. Les trois derniers cas ont été reçus tard en 2020 à 2021. La prestation des services de RED a été reportée à l'exercice 2021 à 2022 et au suivant.

Résultat ministériel : *Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce à une enquête.*

Une partie du mandat de l'ombudsman de l'approvisionnement consiste à examiner les pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales pour l'acquisition de matériel et de services afin d'évaluer leur équité, leur ouverture et leur transparence, et de faire des recommandations pour les améliorer. Conformément au plan quinquennal d'examen des pratiques d'approvisionnement, en 2020 à 2021, le BOA a effectué deux examens qui ont été lancés en 2019 à 2020, et a lancé six autres examens qui seront terminés dans les délais prescrits par la loi. Les rapports sont disponibles sur le site Web du **Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement**^{xxxii}.

En 2020 à 2021, le BOA a reçu un total de 437 cas liés à l'approvisionnement. Dans tous les cas, le BOA a soit fourni

une assistance directe, soit dirigé le client vers l'autorité compétente. Si un fournisseur communique avec le bureau pour présenter une plainte officielle qui répond aux critères énoncés dans le *Règlement concernant l'ombudsman de l'approvisionnement*, le BOA procède à un examen et produit un rapport sur ses conclusions. Si l'ombudsman de l'approvisionnement formule des recommandations dans son rapport, le Bureau assure un suivi auprès de l'organisation gouvernement fédérale un an plus tard pour savoir si les recommandations ont été suivies. En 2020 à 2021, le BOA a reçu un total de quatre plaintes conformément au *Règlement concernant l'ombudsman de l'approvisionnement* pour lesquelles un examen officiel a été lancé. Un des quatre cas a mené à une enquête officielle, et les trois autres ont été réglés avec la participation du BOA. De plus, le BOA a terminé deux enquêtes lancées en 2019 à 2020 dans les délais prescrits par le *Règlement concernant l'ombudsman de l'approvisionnement*.



Site Web du Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement

Atténuation des risques

Afin d'atténuer les risques éventuels pour son mandat, le BOA :

- a recruté et formé une main-d'œuvre qualifiée et pluridisciplinaire capable de fournir des services et produits de haute qualité;
- s'est tenu au courant des tendances, des avancées et des initiatives actuelles dans le domaine de l'approvisionnement fédéral afin de

maximiser la qualité et la valeur des recommandations et des résultats du BOA;

- a collaboré largement avec les intervenants fédéraux dans le domaine de l'approvisionnement pour s'assurer que le BOA prenait en considération les répercussions de ses mesures et restait concentré sur les besoins de ceux qu'il sert.

Résultats atteints pour Ombudsman de l'approvisionnement

Résultat ministériel 2020 à 2021	Indicateur de rendement 2020 à 2021	Résultat réel 2018 à 2019	Résultat réel 2019 à 2020	Cible 2020 à 2021	Date d'atteinte de la cible	Résultat réel 2020 à 2021
Sensibiliser aux enjeux liés à l'approvisionnement et échanger des renseignements (éducation).	Nombre d'activités éducatives tenues chaque année avec les petites et moyennes entreprises ainsi que les représentants du gouvernement fédéral.	79	87 ¹	10	31 mars, 2021	51 ²
	Nombre d'emplacements géographiques qui tiennent ces activités éducatives.	8	9	5	31 mars, 2021	13
Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce à la facilitation (règlement extrajudiciaire des différends).	Pourcentage des processus de règlement extrajudiciaire des différends donnant lieu à une entente de règlement convenue par les deux parties.	S.O. ³	100 %	Au moins 90 %	31 mars, 2021	100 %
Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce à une enquête.	Pourcentage des plaintes des fournisseurs examinées dans un délai de 120 jours ouvrables, conformément aux exigences législatives.	100 %	100 %	100 %	31 mars, 2021	100 %
	Pourcentage des recommandations faites par l'ombudsman pour lesquelles les organisations fédérales ont pris des mesures.	100 %	100 %	100 %	31 mars, 2021	100 %

1. En conséquence directe des efforts du BOA pour faire connaître les questions liées à l'approvisionnement et l'échange de renseignements à l'échelle nationale, le BOA a réorganisé sa stratégie de sensibilisation afin de maximiser le nombre d'événements éducatifs organisés chaque année avec les petites et moyennes entreprises et les fonctionnaires fédéraux dans tout le Canada. C'est pourquoi les résultats annuels ont dépassé de manière exponentielle la cible fixée.
2. Malgré les circonstances difficiles occasionnées par la COVID-19 au cours de la dernière année, le BOA a poursuivi ses activités de sensibilisation au sujet des problèmes d'approvisionnement et d'échange d'information à l'échelle nationale. La transition à une plateforme lui a permis de maximiser le nombre d'événements éducatifs organisés par année avec de petites et moyennes entreprises et des représentants fédéraux partout au Canada, et ainsi de dépasser largement la cible. Par conséquent, il a révisé sa cible pour 2021 à 2022.
3. En 2018 à 2019, le BOA a reçu quatre demandes de services de RED. Deux de ces demandes répondaient aux exigences énoncées dans le Règlement et des processus de RED ont été entrepris. L'une des demandes de RED a été réglée entre le fournisseur et l'organisation fédérale avant le début d'un processus officiel et l'autre s'est poursuivie en 2019 à 2020. Le BOA a également fourni des services de RED à l'égard de deux dossiers entamés l'année précédente.

Des renseignements supplémentaires sur les indicateurs de résultats ministériels de Services publics et Approvisionnement Canada sont disponibles dans l'[InfoBase du GC^{xxxii}](#).

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC^{xxxiii}](#).

Ressources financières budgétaires (en dollars) pour Ombudsman de l'approvisionnement

Budget principal des dépenses 2020 à 2021	Dépenses prévues 2020 à 2021	Autorisations totales pouvant être utilisées 2020 à 2021	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2020 à 2021	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2020 à 2021
4 138 544	4 138 544	4 465 822	4 091 748	(46 796)

Il n'y a pas d'écart important entre les dépenses réelles et les dépenses prévues.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC^{xxxiv}](#).

Ressources humaines (équivalents temps plein) pour Ombudsman de l'approvisionnement

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2020 à 2021	Nombre d'équivalents temps plein réels 2020 à 2021	Écart (nombre d'équivalents temps plein réels moins nombre d'équivalents temps plein prévus) 2020 à 2021
20,89	29,34	8,45

La variance entre les équivalents temps plein prévus et effectifs est principalement due à la dotation des postes vacants après les départs et au recrutement d'étudiants en raison d'une augmentation des activités, telles que les études d'Approfondissement et partage des connaissances (APC), les examens des pratiques d'approvisionnement, la sensibilisation, etc.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC^{xxxv}](#).

Services internes

On entend par services internes les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme des services de soutien aux programmes ou qui sont requis pour respecter les obligations d'une organisation. Les services internes renvoient aux activités et aux ressources de 10 catégories de services distinctes qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, sans égard au modèle de prestation des services internes du ministère. Les 10 catégories de services sont :

- services de gestion des acquisitions;
- services des communications;
- services de gestion des finances;
- services de gestion des ressources humaines;
- services de gestion de l'information;
- services des technologies de l'information;
- services juridiques;
- services de gestion du matériel;
- services de gestion et de surveillance;
- services de gestion des biens.

Résultats

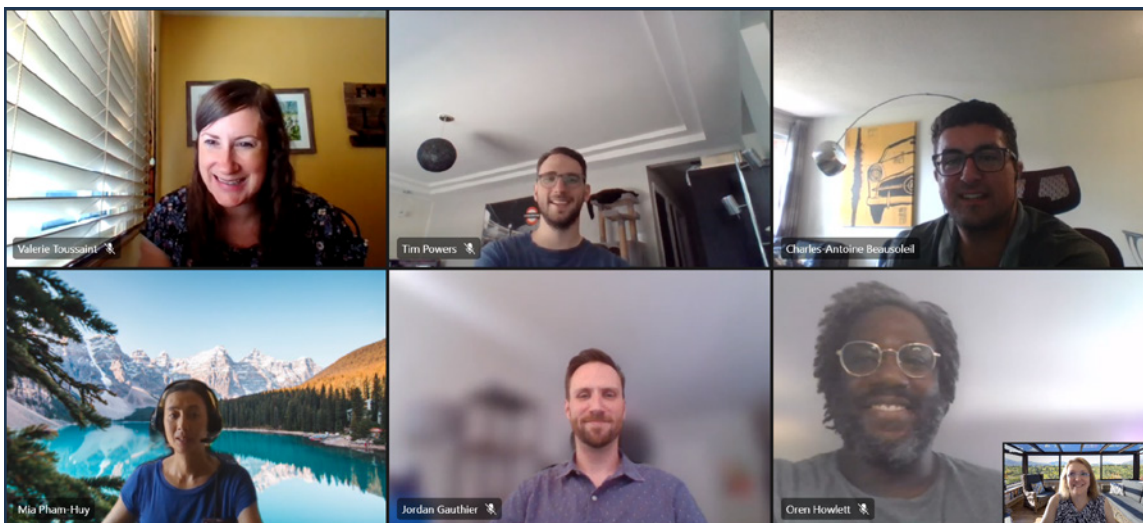
Ressources humaines

En 2020 à 2021, SPAC a fait la promotion de son matériel de formation et tracé des feuilles de route pour éduquer ses employés et gestionnaires au sujet de la réconciliation et de l'engagement auprès des Autochtones. SPAC a commencé à travailler sur une stratégie d'emploi pour les Autochtones qui comprend la consultation des employés et des occasions d'apprentissage sur la réconciliation, le financement de personnel permanent pour appuyer le Cercle des employés autochtones et un dialogue ouvert et honnête avec les employés autochtones. Le ministère a aussi travaillé à la promotion de la diversité et de l'inclusion en engageant le dialogue avec les membres des groupes issus de la diversité pour collaborer à la création d'un lieu de travail plus inclusif

et plus représentatif et en affectant des fonds pour fournir du personnel permanent afin de soutenir les réseaux de diversité, dont le Caucus des employés fédéraux noirs, le Réseau des personnes handicapées, le Réseau des minorités visibles et FIERTÉ au travail.

Services de gestion et de surveillance

SPAC a lancé son premier plan d'activités intégré (2020 à 2023) et présenté un processus de production de rapports pour évaluer les progrès des livrables énoncés dans le plan. Tout au long de l'année, des consultations ont eu lieu avec la haute direction et avec les employés des directions générales et des régions afin de parfaire la méthodologie et d'inclure une analyse des risques pour les livrables qui ne sont pas sur la bonne voie tout en soulignant les accomplissements et les jalons clés de SPAC.



Employés de SPAC lors d'une réunion d'équipe par vidéoconférence.

En faveur de la transparence, SPAC a créé une page Web qui indique, dans toute la mesure du possible, le nom des fournisseurs et la valeur des contrats pour tous les contrats que le Canada a conclus pour de l'EPI et de l'équipement médical. Au 31 mars 2021, cette page donnait des renseignements sur environ 473 contrats d'une valeur totale d'approximativement 7,6 milliards de dollars. Ces renseignements sont mis à jour régulièrement et sont aussi accessibles sur le site Web de divulgation proactive.

En 2020 à 2021, les programmes de gestion de la sécurité et des urgences de SPAC ont concentré leurs efforts sur la réponse à la pandémie de COVID-19 et la planification de la reprise des principales activités qui ne pouvaient pas être effectuées à distance. Le ministère a réussi à maintenir les contrôles de sécurité requis pour protéger ses employés, ses biens et ses renseignements tout en respectant les

directives des autorités sanitaires publiques. Un accent accru a été mis sur la sensibilisation aux enjeux de sécurité dans le contexte du travail à distance et des risques croissants en matière de cybersécurité.

Communications

En 2020 à 2021, l'équipe des Communications a joué un rôle central dans la communication des efforts déployés par le ministère pour acheter de l'EPI, des tests et des vaccins pour contribuer à la lutte contre la COVID-19. Elle a collaboré étroitement avec d'autres ministères pour coordonner et amplifier le message dans les deux langues officielles. Les Canadiens ont reçu de l'information par une variété de canaux, dont des points de presse, des séances d'information, les médias sociaux, le Web et les médias traditionnels. De plus, les employés ont reçu de l'information pertinente à point nommé tout au long de la pandémie.

Services des technologies de l'information

L'adoption de la politique, des directives et des lignes directrices du Secrétariat du Conseil du Trésor sur les services et le numérique soutient la transition vers un gouvernement plus numérique. À la suite de l'entrée en vigueur, les rôles et responsabilités du dirigeant principal de l'information (DPI) ont été actualisés, et un représentant des services et un représentant de la cybersécurité de SPAC ont été nommés.

Atténuation des risques

Il y a plusieurs risques qui pourraient nuire à la prestation des services internes en soutien à l'exécution des programmes pour les clients de SPAC, et que le ministère cherche à atténuer en prenant des mesures.

Analyse des données

Il y a un risque que SPAC ne soit pas en mesure d'accéder facilement à des données fiables et n'ait pas l'expertise requise pour les analyser afin de prendre rapidement des décisions éclairées et de répondre aux questions des parlementaires. Afin d'atténuer ce risque, SPAC continue d'investir dans la capacité, les outils et les stratégies d'analyse de données.

Coordination ministérielle

Il y a un risque que la diversité des secteurs d'activité de SPAC ait une incidence sur la capacité du ministère de faire des plans de manière collective et de prendre des décisions concernant les ressources qui lui permettront de produire des résultats. Afin d'atténuer ce risque, SPAC a renforcé ses processus de planification intégrée ministériels et ses activités de planification et d'établissement de rapports ministérielles en améliorant la gouvernance, en favorisant

une meilleure harmonisation des activités de planification et d'établissement de rapports ministérielles, en rationalisant les demandes de renseignements, en réduisant le fardeau que constitue l'établissement de rapports et en exploitant d'autres stratégies pour accroître le transfert de renseignements.

L'introduction et l'opérationnalisation d'un solide processus de planification intégrée des activités à SPAC, notamment les activités de consultation, de planification et d'établissement de rapports avec les directions générales et les régions, se poursuivent. Cela comprend une consultation horizontale au niveau de la haute direction pour établir les priorités, y compris la publication annuelle du plan d'activités intégré de SPAC, afin de soutenir la transition vers Un SPAC, pour améliorer nos approches communes et mieux orienter nos processus sur la gestion des risques, la planification stratégique et opérationnelle, la budgétisation, la répartition des ressources ainsi que la surveillance du rendement et l'établissement de rapports en la matière.

Culture de la gestion des risques du ministère

Il y a un risque que la culture ministérielle actuelle de SPAC n'aide pas à déterminer rapidement et proactivement les possibilités et les problèmes et à évaluer de façon réaliste la probabilité qu'ils se concrétisent et leurs effets. Afin d'atténuer ce risque, SPAC a renforcé sa capacité de gestion des risques, a publié un cadre de gestion du risque ministériel cohérent et rigoureux et a régulièrement renouvelé son profil de risque pour intégrer et communiquer les plus récents principaux risques stratégiques, notamment ceux qui découlent de son évaluation des risques de fraude.

Recrutement et maintien en poste

Il y a un risque que SPAC ne soit pas capable d'attirer et de conserver en poste l'effectif spécialisé et diversifié requis pour fournir des services de qualité en temps voulu à ses clients. Afin d'atténuer ce risque, SPAC a mis en œuvre son plan stratégique de gestion des personnes qui aide à prioriser les programmes et les stratégies de ressources humaines et intègre le perfectionnement des qualités de chef et la planification de la relève.

La santé mentale et le bien-être étaient déjà désignés comme des priorités du ministère, mais la pandémie a posé des difficultés supplémentaires au personnel, notamment de grands changements dans les

environnements de travail quotidiens. SPAC a créé le guide sur l'évolution du travail comme ressources clés pour les gestionnaires et les employés pour s'adapter à un environnement de travail changeant et sans précédent. De plus, le ministère a réalisé deux enquêtes auprès des employés afin de définir son approche pour les soutenir à l'avenir. En plus d'apporter continuellement son aide et ses conseils au ministère, le Bureau de l'ombudsman de la santé mentale a adapté ses services pour faire en sorte que les employés aient toujours accès à un espace sûr pour parler des problèmes qui compromettent leur santé mentale, y compris une série d'activités de renforcement des capacités qui tirent profit des plateformes médias existantes.

Ressources financières budgétaires (en dollars) pour les Services internes

Budget principal des dépenses 2020 à 2021	Dépenses prévues 2020 à 2021	Autorisations totales pouvant être utilisées 2020 à 2021	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2020 à 2021	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2020 à 2021
281 723 937	281 723 937	379 795 150	380 244 932	98 520 995

L'écart entre les dépenses réelles et les dépenses prévues est principalement lié aux investissements effectués dans l'infrastructure de la technologie de l'information (TI) et aux frais liés à la délivrance des licences requises par le télétravail, ainsi qu'aux investissements dans l'Initiative de renouvellement du milieu de travail. L'écart est également attribuable au soutien des RH à la paye et du système de paye Phénix ainsi qu'aux services fournis aux directions générales chargées de la paye pour atténuer les répercussions du système de paye Phénix.

Ressources humaines (équivalents temps plein) pour les Services internes

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2020 à 2021	Nombre d'équivalents temps plein réels 2020 à 2021	Écart (nombre d'équivalents temps plein réels moins nombre d'équivalents temps plein prévus) 2020 à 2021
2 854,89	3 195,40	176,88

Il n'y a pas d'écart important entre les équivalents temps plein réels et prévus. 🍁



Analyse des tendances en matière de dépenses et de ressources humaines

Dépenses réelles

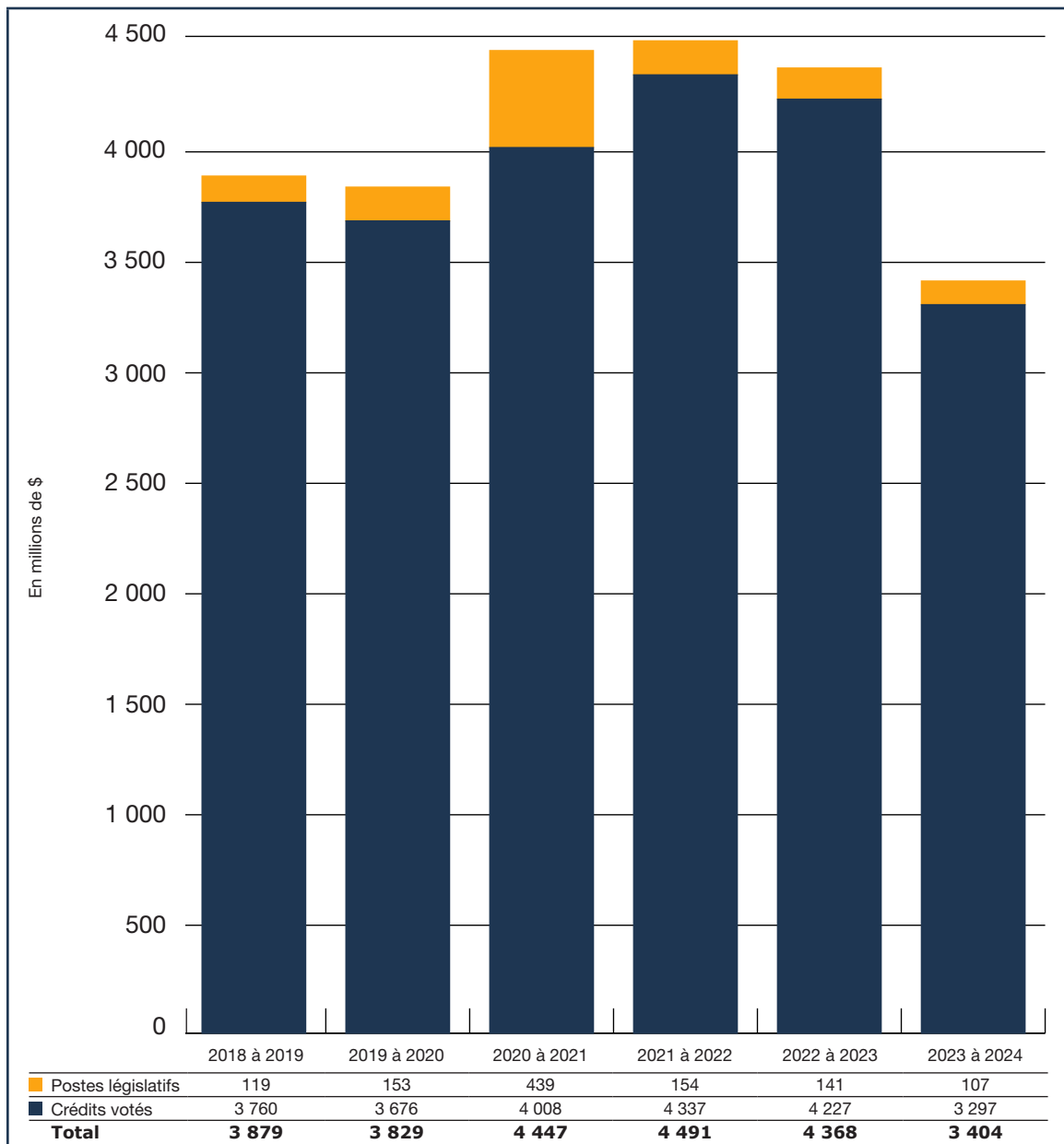


Figure 2. Graphique des tendances relatives aux dépenses du ministère.

Le graphique ci-dessus montre les tendances relatives aux dépenses prévues et réelles du ministère au fil du temps. Les données correspondent aux dépenses réelles (2018 à 2019 jusqu'à 2020 à 2021) et les dépenses prévues (2021 à 2022 jusqu'à 2023 à 2024) ventilées entre les postes législatifs et les crédits votés.

L'analyse des écarts entre les dépenses réelles et les dépenses prévues est présentée à la section Sommaire du rendement budgétaire pour les responsabilités essentielles et les services internes.

Sommaire du rendement budgétaire pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Responsabilités essentielles et services internes	Budget principal des dépenses 2020 à 2021	Dépenses prévues			Autorisations totales pouvant être utilisées 2020 à 2021	Dépenses réelles (autorisations utilisées)		
		2020 à 2021	2021 à 2022	2022 à 2023		2020 à 2021	2019 à 2020	2018 à 2019
Achat de biens et de services	206 899 418	206 899 418	165 373 648	147 238 024	1 238 922 558	505 799 452	160 744 972	184 354 499
Paiements et comptabilité	316 291 929	316 291 929	564 223 848	451 510 069	680 563 458	620 095 297	547 993 891	469 877 329
Biens et infrastructure	3 068 409 083	3 068 409 083	3 244 445 160	3 298 786 358	3 307 334 352	2 755 014 069	2 626 433 017	2 829 166 463
Soutien à l'échelle du gouvernement	170 809 108	170 809 108	157 928 212	141 388 957	182 590 190	181 625 449	151 289 700	106 721 614
Ombudsman de l'approvisionnement	4 138 544	4 138 544	4 211 647	4 214 453	4 465 822	4 091 748	3 987 055	4 398 757
Total partiel	3 766 548 082	3 766 548 082	4 136 182 515	4 043 137 861	5 413 876 380	4 066 626 015	3 490 448 635	3 594 518 662
Services internes	281 723 937	281 723 937	355 047 666	325 120 316	379 795 150	380 244 932	338 238 741	284 557 972
Total	4 048 272 019	4 048 272 019	4 491 230 181	4 368 258 177	5 793 671 530	4 446 870 947	3 828 687 376	3 879 076 634

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Dans le présent Rapport sur les résultats ministériels, SPAC donne de l'information aux parlementaires et aux Canadiens sur le rendement budgétaire produit en 2020 à 2021. Ce rendement est comparé aux dépenses prévues indiquées dans le plan ministériel 2020 à 2021 à SPAC.

Le tableau du sommaire du rendement budgétaire ci-dessus présente ce qui suit :

- le budget principal des dépenses et les dépenses prévues pour 2020 à 2021 tels que déclarés dans le plan ministériel 2020 à 2021;
- les dépenses prévues pour 2021 à 2022 et 2022 à 2023 telles que déclarées dans le plan ministériel 2021 à 2022;
- les autorisations totales pouvant être utilisées pour 2020 à 2021, qui reflètent les budgets principaux et d'autres autorisations disponibles pour l'année, y compris les budgets supplémentaires des dépenses;
- les dépenses réelles pour 2018 à 2019, 2019 à 2020 et 2020 à 2021, telles que déclarées dans les comptes publics du Canada.

Les écarts observés s'expliquent comme suit :

- la hausse nette de **398,6 millions de dollars** entre les **dépenses réelles 2020 à 2021** et les **dépenses prévues 2020 à 2021** est principalement attribuable :
 - aux dépenses engagées pour fournir des fournitures au système de santé, soutenir la réponse évolutive du gouvernement du Canada à la pandémie de COVID-19 et fournir les fonds nécessaires pour l'Accord sur la relance sécuritaire;
 - aux dépenses engagées pour appuyer la stabilisation des opérations de paye et éliminer l'arriéré des problèmes de paye;

- aux investissements dans l'infrastructure informatique et au coût des achats de licences requises pour le télétravail;
- et est partiellement compensée par une baisse des projets d'infrastructure fédéraux attribuable à la pandémie de COVID-19 et aux retards dans l'attribution des contrats et l'achat du matériel.
- La hausse nette de **567,8 millions de dollars** dans les **dépenses réelles de 2018 à 2019 à 2020 à 2021** est principalement attribuable :
 - aux dépenses engagées pour fournir des fournitures au système de santé, soutenir la réponse évolutive du gouvernement du Canada à la pandémie de COVID-19 et fournir les fonds nécessaires pour l'Accord sur la relance sécuritaire;
 - aux mesures renforcées prises pour contribuer à stabiliser le système de paye Phénix et accroître la capacité de prestation des services de paye;
 - aux investissements dans l'infrastructure informatique et au coût des achats de licences requises pour le télétravail, du renouvellement des ordinateurs portatifs et des outils collaboratifs comme Info Wiki, Jabber et SharePoint.

Ressources humaines

Sommaire des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les services internes (équivalents temps plein)

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein réels 2018 à 2019	Équivalents temps plein réels 2019 à 2020	Équivalents temps plein prévus 2020 à 2021	Équivalents temps plein réels 2020 à 2021	Équivalents temps plein prévus 2021 à 2022	Équivalents temps plein prévus 2022 à 2023
Achats de biens et de services	1 693,80	1 798,00	1 860,30	1 910,00	1 857,00	1 822,00
Paiements et comptabilité	3 878,53	4 537,16	2 399,05	4 683,53	4 748,20	4 722,74
Biens et infrastructure	3 999,01	4 145,84	4 423,02	4 226,01	4 521,29	4 566,15
Soutien à l'échelle du gouvernement	2 292,20	2 470,33	2 511,54	2 579,18	2 622,12	2 599,30
Ombudsman de l'approvisionnement	24,91	24,86	20,89	29,34	21,17	21,17
Total partiel	11 888,45	12 976,19	11 214,90	13 428,06	13 769,78	13 731,36
Services internes	2 740,37	3 007,75	3 018,52	3 195,40	3 336,67	3 373,76
Total	14 628,82	15 983,94	14 233,42	16 623,46	17 106,45	17 105,12

Dépenses par crédit voté

Pour obtenir des renseignements sur les dépenses votées et les dépenses législatives de Services publics et Approvisionnement Canada, consulter les [Comptes publics du Canada de 2020 à 2021](#)^{xxxvi}.

Dépenses et activités du gouvernement du Canada

Des renseignements sur l'harmonisation des dépenses de Services publics et Approvisionnement Canada avec les activités et dépenses du gouvernement du Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC^{xxxvii}](#).

États financiers et faits saillants des états financiers

États financiers

Les états financiers (non audités) de Services publics et Approvisionnement Canada pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021 se trouvent sur la page [Web des rapports du ministère^{xxxviii}](#).

Faits saillants des états financiers

État condensé des opérations (non audité) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021 (en dollars)

Renseignements financiers	Résultats prévus* 2020 à 2021	Résultats réels 2020 à 2021	Résultats réels 2019 à 2020	Écart (résultats réels de 2020 à 2021 moins résultats prévus de 2020 à 2021)	Écart (résultats réels de 2020 à 2021 moins résultats réels de 2019 à 2020)
Total des charges	6 480 526 501	6 859 358 034	6 464 106 816	378 831 533	395 251 218
Total des revenus	3 225 377 747	3 004 455 006	3 087 851 724	(220 922 741)	(83 396 718)
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	3 255 148 754	3 854 903 028	3 376 255 092	599 754 274	478 647 936

* De plus amples renseignements sur les résultats prévus pour 2020 à 2021 sont disponibles dans l'[État des résultats prospectif consolidé \(non audité\)^{xxxix}](#).

Charges

Charges réelles par rapport aux charges prévues

Les charges en 2020 à 2021 ont été de 379 millions de dollars plus élevées que prévu (charges prévues : 6 480,5 millions de dollars; charges réelles : 6 859,4 millions de dollars) principalement en raison des :

- dépenses engagées pour fournir des fournitures au système de santé, soutenir la réponse évolutive du gouvernement du Canada à la pandémie de COVID-19 et fournir les fonds nécessaires pour l'Accord sur la relance sécuritaire;

- dépenses engagées pour appuyer la stabilisation des opérations de paye et éliminer l'arriéré des problèmes de paye;
- investissements dans l'infrastructure informatique et au coût des achats de licences requises pour le télétravail;
- l'augmentation a été partiellement compensée par une baisse des projets d'infrastructure fédéraux attribuable à la pandémie de COVID-19 ainsi qu'aux retards dans l'attribution des contrats et l'achat du matériel.

Charges réelles d'un exercice à l'autre

L'augmentation de 395 millions de dollars des charges (2020 à 2021 :

6 859,4 millions de dollars; 2019 à 2020 : 6 464,1 millions de dollars) est principalement attribuable :

- à l'approvisionnement lié à la pandémie de COVID-19, conformément au financement supplémentaire reçu pour fournir des fournitures au système de santé;
- aux commandes de vaccins pour la grippe et la varicelle qui ont été plus élevées que les niveaux historiques en raison de l'incidence de la pandémie.

Revenus

Revenus réels par rapport aux revenus prévus

Les revenus en 2020 à 2021 ont été de 221 millions de dollars moins élevés que prévu (revenus prévus : 3 225,4 millions de dollars; revenus réels : 3 004,5 millions de dollars) principalement en raison du volume d'affaires ayant été moins élevé que prévu avec d'autres ministères à cause de la pandémie de COVID-19.

Revenus réels d'un exercice à l'autre

La diminution de 83 millions de dollars des revenus (2020 à 2021 : 3 004,5 millions de dollars; 2019 à 2020 : 3 087,9 millions de dollars) est principalement attribuable à une diminution du volume d'affaires avec d'autres ministères en raison de la pandémie de COVID-19.

État condensé de la situation financière (non audité) au 31 mars 2021 (en dollars)

Renseignements financiers	2020 à 2021	2019 à 2020	Écart (2020 à 2021 moins 2019 à 2020)
Total des passifs nets	3 625 677 646	3 597 360 061	28 317 585
Total des actifs financiers nets	1 160 106 572	1 074 371 434	85 735 138
Dette nette du ministère	2 465 571 074	2 522 988 627	(57 417 553)
Total des actifs non financiers	9 072 995 932	8 502 504 095	570 491 837
Situation financière nette du ministère	6 607 424 858	5 979 515 468	627 909 390

Passifs nets

L'augmentation de 28 millions de dollars du total des passifs nets est principalement attribuable à une augmentation des créiteurs et charges à payer en raison d'une charge à payer reliée au Programme d'acquisition de services énergétiques pour la modernisation du système énergétique dans la région de la capitale nationale; compensée par une diminution des obligations au titre d'immobilisations corporelles louées en raison des paiements effectués au cours de l'exercice.

Actifs financiers nets

L'augmentation de 86 millions de dollars du total des actifs financiers nets est principalement attribuable à une augmentation du montant à recevoir du Trésor, qui découle de l'augmentation des créiteurs et charges à payer ainsi qu'à une diminution des débiteurs d'autres ministères. Le montant à recevoir du Trésor représente la somme nette que le ministère peut obtenir du Trésor pour s'acquitter de ses passifs sans imputer de charges additionnelles à ses autorisations au cours de l'exercice où le retrait a été effectué.

Actifs non financiers

L'augmentation de 570 millions de dollars des actifs non financiers (actifs ayant une substance physique qui sont utilisés pour fournir des services et dont la durée de vie utile s'étend au-delà d'une période comptable, comme les biens immobiliers, l'équipement ou la machinerie qui ont été acquis, construits ou loués) est principalement attribuable à une augmentation des immobilisations corporelles pour la réhabilitation de l'édifice du Centre.

Cette augmentation a été compensée par l'amortissement des immobilisations corporelles (biens corporels détenus de façon continue). 🍁



Renseignements ministériels

Profil organisationnel

Ministre de tutelle : Anita Anand, C.P., députée

Administrateur général : Bill Matthews

Portefeuille ministériel : Services publics et Approvisionnement Canada

Instrument habilitant : La *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*^{xli} établit le ministère des Services publics et de l'Approvisionnement Canada.

Année d'incorporation ou de création : 1841

Autres : La ministre des Services publics, de l'Approvisionnement et de l'Accessibilité a des responsabilités en vertu de 19 autres lois. Les plus importantes sont les suivantes :

- *Loi sur la Société canadienne des postes*^{xli}
- *Loi sur la capitale nationale*^{xlii}
- *Loi sur l'expropriation*^{xliii}
- *Loi sur la production de défense*^{xliv}
- *Loi sur l'administration des biens saisis*^{xlvi}
- *Loi sur les biens de surplus de la Couronne*^{xlvi}
- *Loi sur la gestion des finances publiques*^{xlvii}

Raison d'être, mandat et rôle : composition et responsabilités

La section « Raison d'être, mandat et rôle : composition et responsabilités » est accessible sur le [site Web de Services publics et Approvisionnement Canada](#)^{xlviii}.

Pour plus de renseignements sur les engagements organisationnels formulés dans la lettre de mandat du ministère, consulter la [lettre de mandat de la ministre](#)^{xlix}.

Contexte opérationnel

Des renseignements sur le contexte opérationnel sont accessibles sur le [site Web de SPAC](#)^l.

Cadre de présentation de rapports

Le Cadre ministériel des résultats et le Répertoire des programmes officiels de Services publics et Approvisionnement Canada pour 2020 à 2021 sont illustrés ci-dessous.

Responsabilités essentielles

1. Achat de biens et de services

SPAC achète des biens et des services pour le compte du gouvernement du Canada.

2. Paiements et comptabilité

SPAC perçoit les recettes et émet les paiements, tient les comptes financiers du Canada, produit les rapports financiers et gère les services de paye et de pension pour le gouvernement du Canada.

3. Biens et infrastructure

SPAC fournit des locaux à bureaux aux fonctionnaires fédéraux et aux parlementaires; construit, entretient et gère les biens fédéraux et d'autres ouvrages publics, comme les ponts et les barrages; et fournit des services connexes aux organisations fédérales.

4. Soutien à l'échelle du gouvernement

SPAC fournit des services administratifs et des outils aux organisations fédérales qui leur permettent d'offrir des programmes et des services aux Canadiens.

5. Ombudsman de l'approvisionnement

Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement mène ses activités sans aucun lien de dépendance avec les autres organisations fédérales. En vertu de la loi, il doit examiner les pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales ainsi que les plaintes des fournisseurs canadiens, et fournir des services de règlement des différends.

Résultats ministériels et indicateurs de résultat ministériels

1. Achat de biens et de services

1.1 Les organisations fédérales disposent des produits et des services dont elles ont besoin, au moment opportun, et au meilleur rapport qualité-prix.

- 1.1.1 Pourcentage de la satisfaction globale des clients à l'égard des services d'approvisionnement de SPAC
- 1.1.2 Pourcentage des contrats originaux d'une complexité de niveau 1 (de base) attribués dans les délais prescrits
- 1.1.3 Pourcentage des contrats originaux d'une complexité de niveau 2 (normal) attribués dans les délais prescrits
- 1.1.4 Coût des services d'approvisionnement par 100 \$ de contrat
- 1.1.5 Pourcentage de la valeur en argent attribuée dans le cadre de processus de passation de contrats concurrentiels
- 1.1.6 Pourcentage de contrats attribués dans le cadre d'offres à commandes et/ou d'arrangements en matière d'approvisionnement de SPAC
- 1.1.7 Pourcentage de processus d'approvisionnement concurrentiels par rapport aux contrats à fournisseur unique

Résultats ministériels et indicateurs de résultat ministériels (suite)

- 1.1.8 Pourcentage de processus d'approvisionnement concurrentiels complexes pour lesquels au moins deux soumissions ont été reçues (Niveaux 3-5)
- 1.1.9 Nombre moyen de soumissionnaires qualifiés dans le cadre des processus d'approvisionnement concurrentiels complexes

1.2 Les achats du gouvernement sont simples, facilement accessibles, justes et transparents pour les fournisseurs.

- 1.2.1 Pourcentage des fournisseurs qui considèrent le processus d'achat comme étant simple et facilement accessible
- 1.2.2 Pourcentage de contrats attribués ayant fait l'objet d'une plainte fondée
- 1.2.3 Pourcentage des fournisseurs qui considèrent le processus d'achat comme étant juste et transparent
- 1.2.4 Nombre d'approvisionnement numérique souples

1.3 Les achats du gouvernement appuient les objectifs économiques, environnementaux et sociaux du Canada.

- 1.3.1 Pourcentage de la valeur des contrats attribués à de petites et moyennes entreprises
- 1.3.2 Pourcentage des contrats, des offres à commandes et des arrangements en matière d'approvisionnement de SPAC qui visent des biens et services « écologiques ».
- 1.3.3 Pourcentage d'augmentation de la participation d'entreprises appartenant à des Autochtones aux processus d'approvisionnement
- 1.3.4 Pourcentage d'augmentation de la participation d'entreprises appartenant à des femmes aux processus d'approvisionnement

2. Paiements et comptabilité

2.1 Les Canadiens, les entreprises et les organisations reçoivent les paiements dans les délais et les recettes pour les services gouvernementaux sont perçues de manière efficace.

- 2.1.1 Pourcentage des paiements émis dans les délais prescrits
- 2.1.2 Pourcentage des fonds versés au gouvernement du Canada qui sont rapprochés dans un délai de deux jours ouvrables
- 2.1.3 Pourcentage des paiements versés aux autorités taxatrices au lieu d'impôts fonciers, et ce dans les délais prescrits

2.2 Les cotisants aux régimes de pension fédéraux reçoivent les prestations de pension, les avantages sociaux et les services de soutien auxquels ils ont droit de manière opportune et exacte.

- 2.2.1 Pourcentage des paiements de pension traités de manière exacte et dans les délais

2.3 En collaboration avec les ministères du gouvernement, les employés reçoivent des services exacts et rapides en ce qui concerne la paye et les avantages sociaux.

- 2.3.1 Pourcentage des mouvements de paye traités de manière exacte et dans les délais
- 2.3.2 Pourcentage des cas soumis à temps au Centre des services de paye
- 2.3.3 Pourcentage de cas, soumis à temps au Centre de paye, qui a été traité à temps

Résultats ministériels et indicateurs de résultat ministériels (suite)

2.4 Les Canadiens ont un accès en temps opportun à des renseignements fiables sur les finances du Canada.

- 2.4.1 Les Comptes publics du Canada sont publiés sur le site Web du ministère dans les 24 heures suivant leur dépôt à la Chambre des communes
- 2.4.2 Les renseignements présentés dans les états financiers du gouvernement du Canada sont exacts

3. Biens et infrastructure

3.1 Les biens immobiliers fédéraux et les services connexes répondent aux besoins des clients du gouvernement fédéral, des partenaires et/ou des parlementaires, et garantissent aux Canadiens le meilleur rapport qualité-prix.

- 3.1.1 Pourcentage des immeubles appartenant à l'État qui sont dans un état adéquat ou meilleur
- 3.1.2 Pourcentage des édifices patrimoniaux appartenant à l'État qui sont dans un état adéquat ou meilleur
- 3.1.3 Pourcentage des locaux à bureaux gérés par SPAC qui sont modernisés chaque année, afin de respecter les normes d'aménagement des locaux en vigueur du gouvernement du Canada
- 3.1.4 Pourcentage des projets immobiliers qui sont exécutés dans le respect de la portée, des délais et du budget
- 3.1.5 Pourcentage du temps pendant lequel les installations de SPAC sont totalement opérationnelles
- 3.1.6 Dépenses de fonctionnement par mètre carré des locaux à bureaux appartenant à l'État

3.2 Les dépenses d'infrastructure du gouvernement fédéral appuient les priorités sociales, économiques et environnementales du Canada.

- 3.2.1 Pourcentage des immeubles appartenant à SPAC et des immeubles bail-achat ayant des fonctionnalités en appui à l'accessibilité de l'environnement bâti
- 3.2.2 Pourcentage de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le portefeuille d'immeubles de SPAC appartenant à l'État, à l'exclusion des logements

4. Soutien à l'échelle du gouvernement

4.1 Les organisations fédérales ont accès à des outils et à des services linguistiques de haute qualité.

- 4.1.1 Pourcentage des services linguistiques qui sont conformes aux normes de qualité en vigueur
- 4.1.2 Pourcentage de satisfaction globale des clients à l'endroit des outils langagiers et des services linguistiques du Bureau de la traduction

4.2 Le gouvernement fait affaire avec des fournisseurs éthiques et veille à ce que l'information de nature délicate soit manipulée de manière appropriée.

- 4.2.1 Pourcentage des demandes de vérification de l'intégrité opérationnelle traitées selon la norme de service à la clientèle de quatre heures
- 4.2.2 Pourcentage d'enquêtes de sécurité traitées dans un délai de sept jours ouvrables pour les entrepreneurs et les sous-traitants devant avoir accès à des renseignements protégés

Résultats ministériels et indicateurs de résultat ministériels (suite)

4.3 Les organisations fédérales disposent des services de soutien et des outils dont elles ont besoin pour offrir leurs programmes aux Canadiens.

- 4.3.1 Pourcentage de la satisfaction globale des clients à l'égard des services de soutien et des outils de SPAC
- 4.3.2 Pourcentage des normes de service de SPAC respectées

5. Ombudsman de l'approvisionnement

5.1 Sensibiliser aux enjeux liés à l'approvisionnement et échanger des renseignements (éducation).

- 5.1.1 Nombre d'activités éducatives tenues chaque année avec les petites et moyennes entreprises ainsi que les représentants du gouvernement fédéral
- 5.1.2 Nombre d'emplacement géographiques qui tiennent ces activités éducatives

5.2 Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce à la facilitation (règlement extrajudiciaire des différends).

- 5.2.1 Pourcentage des processus de règlement extrajudiciaire des différends donnant lieu à une entente de règlement convenue par les deux parties

5.3 Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce à une enquête.

- 5.3.1 Pourcentage des plaintes des fournisseurs examinés dans un délai de 120 jours ouvrables, conformément aux exigences législatives
- 5.3.2 Pourcentage des recommandations faites par l'ombudsman pour lesquelles les organisations fédérales ont pris des mesures

Répertoire des programmes

1. Achat de biens et de services

- Leadership en matière d’approvisionnement
- Services d’approvisionnement

2. Paiements et comptabilité

- Administration de la paye fédérale
- Administration de la pension fédérale
- Paiement en remplacement d’impôt aux administrations locales
- Paiements et perception des recettes
- Comptabilité et production de rapports à l’échelle du gouvernement
- Opérations du Cap-Breton (OCB)—Avantages des legs en matière de RH

3. Biens et infrastructure

- Locaux fédéraux et Infrastructure
- Services immobiliers
- Colline du Parlement et ses environs
- Opérations du Cap-Breton (OCB)—Gestion de portefeuille

4. Soutien à l’échelle du gouvernement

- Services linguistiques
- Services de communication
- Services organisationnels pangouvernementaux
- Services d’imagerie documentaire
- Aliénation des biens
- Stratégie de service
- Office des normes générales du Canada
- Services de sécurité et de surveillance

5. Ombudsman de l’approvisionnement

- Ombudsman de l’approvisionnement

Renseignements connexes sur le Répertoire des programmes

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes de Services publics et Approvisionnement Canada sont accessibles dans l’[InfoBase du GC](#)^{li}.

Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires cidessous sont accessibles sur le [site Web de Services publics et Approvisionnement Canada](#)^{lii}.

- [Renseignements sur les programmes de paiements de transfert de 5 millions de dollars ou plus](#)^{liii}
- [Analyse comparative entre les sexes plus](#)^{liv}
- [Réponse aux comités parlementaires et aux audits externes](#)^{lv}

Dépenses fiscales fédérales

Il est possible de recourir au régime fiscal pour atteindre des objectifs de la politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'impôt, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances Canada publie chaque année des estimations et des projections du coût de ces mesures dans le **Rapport sur les dépenses fiscales fédérales**^{lvi}. Ce rapport donne aussi des renseignements généraux détaillés sur les dépenses fiscales, dont des descriptions, des objectifs, des données historiques et des renvois aux programmes de dépenses fédérales connexes, ainsi qu'aux évaluations et à l'ACS Plus reliées aux dépenses fiscales.

Coordonnées de l'organisation

Pour de plus amples renseignements sur les programmes et les services de SPAC, veuillez communiquer avec nous par l'entremise de la page **Demandes de renseignements généraux**^{lvii} de notre site Web.

Vous pouvez suivre SPAC sur Facebook, LinkedIn, Twitter et Instagram. 🍁



Annexe : définitions

Définitions

analyse comparative entre les sexes

plus (ACS+) (*gender-based analysis plus [GBA+]*)

Processus analytique utilisé pour évaluer l'effet des politiques, des programmes et des services sur divers groupes de femmes, d'hommes et de personnes allosexuelles en fonction de multiples facteurs, notamment la race, l'ethnie, la religion, l'âge et l'incapacité physique ou mentale.

cadre ministériel des résultats

(*departmental results framework*)

Un cadre qui relie les responsabilités essentielles du ministère à ses résultats ministériels et à ses indicateurs de résultats ministériels.

cible (*target*)

Niveau mesurable du rendement ou du succès qu'une organisation, un programme ou une initiative prévoit atteindre dans un délai précis. Une cible peut être quantitative ou qualitative.

crédit (*appropriation*)

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

dépenses budgétaires (*budgetary expenditures*)

Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers; et paiements à des sociétés d'État.

dépenses législatives (*statutory expenditures*)

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

dépenses non budgétaires

(*non-budgetary expenditures*)

Recettes et décaissements nets au titre de prêts, de placements et d'avances, qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

dépenses prévues (*planned spending*)

En ce qui a trait aux plans ministériels et aux rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des montants présentés dans le budget principal des dépenses.

Un ministère est censé être au courant des autorisations qu'il a demandées et obtenues. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son plan ministériel et son rapport sur les résultats ministériels.

dépenses votées (*voted expenditures*)

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement par une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit énonce les conditions selon lesquelles les dépenses peuvent être effectuées.

équivalent temps plein (*full-time equivalent*)

Mesure utilisée pour représenter une année-personne complète d'un employé dans le budget ministériel. Pour un poste donné, le nombre d'équivalents temps plein représente le rapport entre le nombre d'heures travaillées par une personne, divisé par le nombre d'heures normales prévues dans sa convention collective.

expérimentation (*experimentation*)

La tenue d'activités visant à étudier, à mettre à l'essai et à comparer les effets et les répercussions de politiques et d'interventions afin d'étayer la prise de décisions fondée sur des éléments probants, et à améliorer les résultats pour les Canadiens en apprenant ce qui fonctionne, pour qui et dans quelles circonstances. L'expérimentation est liée à l'innovation (l'essai de nouvelles approches), mais en est différente, car elle comporte une comparaison rigoureuse des résultats. À titre d'exemple, le fait d'utiliser un nouveau site Web pour communiquer avec les Canadiens peut être un cas d'innovation; le fait de conduire des essais systématiques du nouveau site Web par rapport aux outils existants de sensibilisation ou un ancien site Web pour voir celui qui permet une mobilisation plus efficace est une expérimentation.

indicateur de rendement (*performance indicator*)

Moyen qualitatif ou quantitatif de mesurer un extrant ou un résultat en vue de déterminer le rendement d'une organisation, d'un programme, d'une

politique ou d'une initiative par rapport aux résultats attendus.

indicateur de résultat ministériel (*departmental result indicator*)

Une mesure quantitative du progrès réalisé par rapport à un résultat ministériel.

initiative horizontale (*horizontal initiative*)

Initiative dans le cadre de laquelle deux organisations fédérales ou plus reçoivent du financement dans le but d'atteindre un résultat commun, souvent associé à une priorité du gouvernement.

plan (*plan*)

Exposé des choix stratégiques qui montre comment une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui soutient les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

plan ministériel (*Departmental Plan*)

Exposé des plans et du rendement attendu d'un ministère qui reçoit des crédits parlementaires. Les plans ministériels couvrent une période de trois ans et sont présentés au Parlement au printemps.

priorité ministérielle (*departmental priority*)

Plan ou projet qu'un ministère a choisi de cibler et dont il rendra compte au cours de la période de planification. Il s'agit de ce qui importe le plus ou qui doit être fait en premier pour appuyer la réalisation des résultats ministériels souhaités.

priorités pangouvernementales

(government-wide priorities)

Aux fins du Rapport sur les résultats ministériels 2020 à 2021, les thèmes de haut niveau qui présentent le programme du gouvernement issu du discours du Trône de 2020 (c'est-à-dire protéger les canadiens de la COVID-19, aider les canadiens durant la pandémie, rebâtir en mieux, et le pays pour lequel nous menons ce combat.

production de rapports sur le

rendement *(performance reporting)*

Processus de communication d'information sur le rendement fondée sur des éléments probants. La production de rapports sur le rendement appuie la prise de décisions, la responsabilisation et la transparence.

programme *(program)*

Services et activités, pris séparément ou en groupe, ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein du ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de services.

rapport sur les résultats ministériels

(Departmental Results Report)

Rapport d'un ministère qui présente les réalisations réelles par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans le plan ministériel correspondant.

rendement *(performance)*

Utilisation qu'une organisation a faite de ses ressources en vue d'obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que

l'organisation souhaitait obtenir, et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été cernées.

répertoire des programmes *(program inventory)*

Compilation de l'ensemble des programmes du ministère et description de la manière dont les ressources sont organisées pour contribuer aux responsabilités essentielles et aux résultats du ministère.

responsabilité essentielle *(core responsibility)*

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les intentions du ministère concernant une responsabilité essentielle se traduisent par un ou plusieurs résultats ministériels auxquels le ministère cherche à contribuer ou sur lesquels il veut avoir une influence.

résultat *(result)*

Conséquence externe attribuable en partie aux activités d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative. Les résultats ne relèvent pas d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative unique, mais ils s'inscrivent dans la sphère d'influence de l'organisation.

résultat ministériel *(departmental result)*

Une conséquence ou un résultat qu'un ministère cherche à atteindre. Un résultat ministériel échappe généralement au contrôle direct des ministères, mais il devrait être influencé par les résultats des programmes. 🍁



Notes

Notes

- i Stratégie nationale de construction navale du Canada : Rapport annuel de 2020, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/amd-dp/mer-sea/sncn-nss/rapport-report-2020-fra.html>
- ii Site Web du Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement, <http://opo-boa.gc.ca/edpa-pprr-fra.html>
- iii Ententes du Canada sur les vaccins : Une stratégie pour parer à toute éventualité, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/comm/aic-scr/ententes-agreements-strat-fra.html>
- iv Guide à l'intention des praticiens sur l'établissement des prix en approvisionnement, <https://achatsetventes.gc.ca/guide-a-l-intention-des-praticiens-sur-etablissement-des-prix-en-approvisionnement>
- v Initiative canadienne d'approvisionnement collaboratif, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/app-collaborat-procur/index-fra.html>
- vi Initiative de soutien, <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/avis-relatifs-aux-politiques/AP-118>
- vii La politique de défense du Canada : Protection, Sécurité, Engagement, <https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/organisation/politiques-normes/politique-defense-canada.html>
- viii Stratégie nationale de construction navale, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/amd-dp/mer-sea/sncn-nss/index-fra.html>
- ix Évaluation du projet pilote d'approvisionnement de la Défense axé sur les risques, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/evaluation/eppadar-erbdppp-fra.html>
- x Réserve d'urgence pour les services essentiels, <https://www.canada.ca/fr/services-publics-approvisionnement/services/ruse.html>
- xi Site Web des Objectifs de développement durable des Nations Unies, <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/>
- xii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xiii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xiv InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>

Rapport sur les résultats ministériels 2020 à 2021

- xv InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xvi InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xvii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xviii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xix InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xx Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques, <https://www.canada.ca/fr/services/environnement/meteo/changementsclimatiques/cadre-pancanadien.html>
- xxi Les orientations stratégiques en matière d'information relative au sexe et au genre, https://www.gcpepedia.gc.ca/wiki/La_diversite_des_genres_et_les_services_inclusifs:_Les_orientations_strat%C3%A9giques_en_mati%C3%A8re_d%E2%80%99information_relative_au_sexe_et_au_genre
- xxii Site Web des Objectifs de développement durable des Nations Unies, <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/>
- xxiii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxiv InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxv InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxvi Printemps 2017—Rapport du vérificateur général du Canada au Parlement du Canada, Rapport 1—Gérer le risque de fraude, https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl_oag_201705_01_f_42223.html
- xxvii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxviii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxix InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxx InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxxi Site Web du Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement, <http://opo-boa.gc.ca/edpa-pprr-fra.html>

- xxxii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxxiii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxxiv InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxxv InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxxvi Comptes publics du Canada de 2020-2021, <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html>
- xxxvii InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- xxxviii Rapports de SPAC, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/index-fra.html>
- xxxix État des résultats prospectif consolidé, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/finance/pm-dp/2020-2021/fcdfs-efpmc-fra.html>
- xl *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/P-38.2/>
- xli *Loi sur la Société canadienne des postes*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/c-10/index.html>
- xlii *Loi sur la capitale nationale*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/n-4/>
- xliii *Loi sur l'expropriation*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/E-21/>
- xliv *Loi sur la production de défense*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/D-1/>
- xlv *Loi sur l'administration des biens saisis*, <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/S-8.3/>
- xlvi *Loi sur les biens de surplus de la Couronne*, <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/S-27/index.html>
- xlvii *Loi sur la gestion des finances publiques*, <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/f-11/>
- xlviii Raison d'être, mandat et rôle, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/rrm-drr/2020-2021/reenseignements-information-fra.html>
- xlix La lettre de mandat de la ministre, <https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2019/12/13/lettre-de-mandat-de-la-ministre-des-services-publics-et-de>

Rapport sur les résultats ministériels 2020 à 2021

- l Contexte opérationnel, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/pm-dp/2020-2021/reenseignements-information-fra.html#a3>
- li InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html>
- lii Tableaux de renseignements supplémentaires, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/rrm-drr/2020-2021/supplementaires-supplementary-fra.html#a6>
- liii Renseignements sur les programmes de paiements de transfert de 5 millions de dollars ou plus, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/rrm-drr/2020-2021/ppt-tpp-fra.html>
- liv Analyse comparative entre les sexes plus, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/rrm-drr/2020-2021/acs-gba-fra.html>
- lv Réponse aux commissions parlementaires et aux audits externes, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/rrm-drr/2020-2021/reponses-responses-fra.html>
- lvi Rapport sur les dépenses fiscales fédérales, <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/services/publications/depenses-fiscales.html>
- lvii Demandes de renseignements généraux, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/comm/cn-cu-fra.html> 